

Les Japonais dans l'espace

Sil n'est pas encore devenu membre à part entière du club très fermé des pays pouvant offrir des services de lancement de satellites commerciaux (les spécialistes estiment généralement qu'il a trois à quatre ans de retard sur le programme européen Ariane), le Japon a réalisé, ce mercredi 13 août, un grand bond en avant en réussissant le premier tir de qualification de son nouveau lanceur, H-1.

En quittant le pas de tir de l'île de Tanegashima, et en déployant moins d'une heure plus tard deux petits satellites, la fusée H-1 a démontré la capacité des ingénieurs nippons à maîtriser les technologies spatiales, et notamment la construction de moteurs à oxygène et hydrogène liquides.

Elle a également fait une nouvelle fois la preuve que le pays était capable de mobiliser d'importants moyens financiers (155 milliards de yens pour 1986, soit un peu plus de 6 milliards de francs) et humains, de faire collaborer les équipes de l'agence spatiale nationale (NASDA), les laboratoires de recherche et de l'industrie pour arriver à ses fins. Et de combler son retard dans un secteur affiché depuis le début des années 1980 parmi les priorités technologiques nationales.

Avec ce tir, les Japonais accèdent aussi à l'indépendance dans un domaine où ils devaient éternellement solliciter la technologie américaine. Leur précédent lanceur, N-2, capable de placer en orbite géostationnaire des charges utiles de 350 kilos, était, en effet, une copie construite sous licence de la fusée américaine Delta. Elle n'était japonaise qu'à 50 %. H-1, plus puissante, l'est à 80 %, et le prochain modèle, H-2, sera entièrement « made in Japan ».

Cette nouvelle fusée, que les Japonais espèrent pouvoir lancer vers 1992, et qui sera capable d'emporter sur orbite géostationnaire des charges de 2 tonnes, pourra entrer en compétition avec le lanceur européen Ariane-IV et avec les fusées classiques américaines. D'autant que la NASDA, libérée de ses accords de licence avec les Etats-Unis qui lui interdisent actuellement l'exportation des tirs, pourra proposer ses services aux propriétaires étrangers de satellites. Il faudra alors compter avec le Japon, qui sera en mesure de disputer les clients aux Américains, aux Européens, ainsi qu'aux Chinois et aux Soviétiques, qui ont annoncé leur intention de se placer sur ce marché.

Possesseurs de lanceurs légers depuis 1970, les Japonais ont fait porter l'essentiel de leurs efforts ces dernières années sur les lanceurs lourds. Mais ils ne devraient pas en rester là dans leur volonté de participer à la conquête spatiale. Déjà constructeurs de satellites, qui font eux aussi de plus en plus appel à l'industrie nationale, ils affichent aussi le désir de participer aux grands programmes de coopération internationale. Aussi ont-ils ouvertement souhaité être associés à l'élaboration de la station spatiale américaine, pour laquelle ils pourraient réaliser un module-laboratoire habité. On sait par ailleurs les industriels japonais fort intéressés par une participation au programme américain de « guerre des étoiles » (SDS), même si le gouvernement n'a pas officiellement répondu aux sollicitations de Washington. L'espace, au même titre que l'électronique, les matériaux et les biotechnologies, fait désormais partie de la panoplie industrielle et - sans doute bientôt - de l'offensive commerciale japonaise.

Dix-huit « casques bleus » français blessés

Paris est « vivement préoccupé » par les incidents du Liban du Sud

Alors que des tirs sporadiques se poursuivaient ce mercredi matin 13 août, entre soldats français de la FINUL au sud du Liban et militaires chiites d'Amal, le gouvernement s'est déclaré « vivement préoccupé ». Ces incidents ont fait quatre morts parmi les miliciens chiites et, selon l'ONU, dix-huit blessés parmi les Français. M. Chirac a fait part « de sa sympathie et de son soutien aux soldats français de la FINUL ».

BEYROUTH
de notre correspondant

Après seize heures de violents affrontements, les combats entre les miliciens d'Amal et le contingent français de la FINUL, au Liban du sud, ont cessé mardi après-midi. Mais ce mercredi matin 13 août, la position française d'Abbassieh, qui en est le théâtre, était toujours assiégée et essuyait des tirs sporadiques.

Cet incident, le plus grave auquel la FINUL ait été mêlée depuis l'invasion israélienne de 1982, a fait quatre morts et une demi-douzaine de blessés dans les rangs d'Amal et dix-huit blessés parmi les soldats français. L'un d'entre eux, dans un état grave, a dû être transporté à l'hôpital israélien d'Haifa. Les blessés légers ont été soignés sur place.

Tout a commencé lundi soir à 22 h 30, lorsque des miliciens d'Amal en voiture ont refusé de se

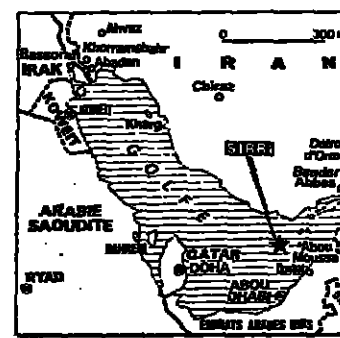
laisser fouiller à un barrage du contingent français, près d'Abbassieh, à 7 kilomètres à l'est de Tyr.

LUCIEN GEORGE
(Lire la suite page 5.)

Le raid irakien contre l'île de Sirri Menaces sur le pétrole iranien

L'aviation irakienne a attaqué, le mardi 12 août, le terminal de Sirri, dans le détroit d'Ormuz. Trois pétroliers ont été touchés. C'est la première fois que les Mirage F1 de Bagdad opèrent aussi loin de leurs bases. Les capacités d'exportation pétrolières de l'Iran sont désormais menacées. Les prix ont réagi par une hausse d'un demi-dollar par baril.

(Lire nos informations page 5.)



La loi sur l'audiovisuel

M. Léotard, à l'arraché

La loi sur la liberté de la communication prévoyant notamment la privatisation de l'ITF a été définitivement adoptée par le Parlement dans la nuit de mardi 12 au mercredi 13 août, dans la version soumise par M. Léotard.

En s'opposant en force ? Le marathon de M. Léotard, devenu course d'obstacles, s'est achevé par une ultime démonstration d'efficacité. Coup de collier propre aux grands champions ou utilisation de puissance quand on n'a pas d'autre argument ?

La victoire du ministre de la culture et de la communication n'est peut-être qu'apparente. D'abord parce qu'il lui reste à surmonter une ultime épreuve, la plus redoutable, si l'on en croit le tir d'artillerie qui l'a préparé : le passage devant le Conseil constitutionnel. Ensuite, parce que la Constitution et les règlements des Assemblées lui ont permis d'imposer sans risque, à l'arraché, une partie de ses vœux, si souvent mises à mal au

cours de la discussion parlementaire.

La majorité, que ce soit au Palais-Bourbon ou au palais du Luxembourg, ne pouvait ouvrir une véritable crise politique en refusant le projet gouvernemental. M. Léotard a utilisé les mécanismes constitutionnels pour lui signifier que la version proposée lui était à prendre ou à laisser. Ces mécanismes ont aussi autorisé quelques menues vengeances à celui qui s'était senti un moment dans la peau de saint Sébastien.

Les barristes - accusés d'avoir en sous-main soutenu la mise à mal des projets de M. Léotard au Sénat - se sont vu refuser des précisions sur les dispositions contre les concentrations auxquelles certains d'entre eux tenaient. Les giscardiens - soupçonnés de n'avoir pas été mécontents des malheurs de celui qui fut un temps le poulain de l'ancien président de la République - se firent renvoyer à leurs positions « droitières » par un homme qui se présentait comme le défenseur du centre. Le Sénat - d'où vint tout le mal - fut contraint d'accepter des dispositions qu'il avait d'abord rejetées. Les uns ou les autres ne seront-ils pas tentés de le faire payer plus tard à M. Léotard ?

THIERRY BRÉMER
(Lire nos informations page 6.)

OPA sur une société américaine

L'Air liquide accroît sa part du marché des gaz industriels

L'Air liquide, quatrième groupe privé français et principale société mondiale pour les gaz industriels, a décidé de lancer une offre publique d'achat sur Big Three, société américaine de ce secteur en pleine expansion outre-Atlantique.

L'opération porte sur plus d'un milliard de dollars, ce qui en ferait l'une des plus importantes acquisitions américaines par une société française.

Numéro un mondial des gaz industriels, L'Air liquide, quatrième société privée française, souhaite renforcer ses positions aux Etats-Unis. Le groupe vient de signer avec la société américaine Big Three un accord visant à racheter la totalité de ses actions. Une offre publique d'achat (OPA) sera lancée au prix unitaire de 29 dollars. L'opération portera au total sur 1,1 milliard de dollars (7,4 milliards de francs).

Cette acquisition constituera l'une des plus importantes jamais réalisées aux Etats-Unis par une entreprise française, après celle de Texas Gulf par Elf-Aquitaine en juin 1981 (14 milliards de francs environ).

Elle sera considérée réussie si 67,4 % des titres sont présentés. Sa conclusion n'interviendra cependant pas avant la fin de l'année en raison des délais impartis pour sa réalisation. Les autorités américaines doivent encore examiner sa régularité et donner leur autorisation.

ANDRÉ DESSOT.
(Lire la suite page 17.)

Rencontre avec un violoncelliste

Janos Starker, l'insoumis

Les grands interprètes n'ont pas partout la réputation qu'ils méritent et ne sont pas toujours les mieux placés sur le marché de la distribution internationale. Il fallait, pour achever de s'en convaincre, assister au concert que Janos Starker a donné le lundi 11 août au festival de Prades. Dans ce temple du violoncelle, encore tout voué au culte de Pablo Casals, certains n'avaient jamais entendu, d'autres avaient oublié ou ne connaissaient que par la disquette le jeu admirablement sobre, la sonorité d'or pur, le phrasé racé de cet Américain né en Hongrie il y a soixante et un ans dans une famille d'origine russe.

Son enregistrement des Suites de Bach, œuvres-testes s'il en est, se place pourtant en tête avec ceux d'un Pierre Fournier ou du « dieu » Casals lui-même ! Et qu'il joue Bartok en blanc et noir, Debussy avec le lyrisme d'un poème en prose, Boccherini dans l'ivresse d'une

virtuosité infatigable ou Couperin comme un romantique tardif, Starker est l'image même de la noblesse et d'une rigueur qu'on confondrait à tort avec la froideur. Le pianiste français Alain Planès, qu'il s'est choisi comme partenaire et qui l'accompagne un peu partout dans le monde, mérite cet honneur.

Mais quand reverra-t-on en France Starker le mal-aimé qui, dans l'entretien qu'il nous a accordé, ne ménage pas ses critiques envers certaines institutions, certaines valeurs peut-être surévaluées ? Un petit livre de caricatures, pour lequel il a rédigé des légendes vengeresses et qui égratigne quelques-uns de ses confrères les plus célèbres, fera peut-être davantage pour sa réputation d'insoumis que l'accomplissement de son art, pourtant tout aussi insolent.

ANNE REY.
(Lire page 9.)

La réforme de la politique monétaire

Plaidoyer pour la qualité

par Paul Fabra

C'est une bonne chose que l'esprit de réforme reste dans l'air, surtout quand il s'agit de s'en prendre à des pratiques auxquelles la France doit son triste record en matière d'inflation. Cependant, il y a réforme et réforme, et si l'on veut avoir des chances d'en réussir une qui vaille, par exemple en ce qui concerne notamment le fonctionnement du marché monétaire et ce qu'on appelle la régulation du crédit, il convient de savoir où l'on veut aller. Faute de quoi, la manie - pas toujours mauvaise dans ses effets, mais en soi suspecte - d'imiter à la lettre les « Anglo-Saxons » risque de nous faire adopter pêle-mêle, de leurs méthodes, le bon et le moins bon.

L'enjeu est considérable. Et les décisions que les autorités monétaires (qui peuvent être, selon les cas, le ministre ou la haute administration : gouverneur de la Banque de France, directeur du Trésor) sont amenées à prendre peuvent s'analyser en termes relativement simples, même si les mécanismes mis en œuvre sont complexes. Il n'y a donc pas de justification sérieuse pour en tenir systématiquement à l'écart l'opinion publique.

Il y en a d'autant moins que si les plus hauts dirigeants ne s'astreignent pas à lui rendre compte - exigence démocratique élémentaire - de leur action, et des raisons qui la guident, le risque est grand, on l'a vu plusieurs fois avec des conséquences dramatiques dans le passé, qu'eux-mêmes s'expliquent très mal les répercussions directes et indirectes de leurs décisions.

Par exemple, le maintien de l'équilibre extérieur, sujet constant des discours de nos hommes politiques, est en droite

ligne influencé et pour tout dire déterminé par les interventions de l'Institut d'émission (achats de bons du Trésor ou d'effets commerciaux) sur le marché monétaire.

Comme M. Edouard Balladur l'a promis, c'est à la fin de l'année que sera abandonné définitivement le système de l'encadrement du crédit (déjà sensiblement « libéralisé » par M. Pierre Bérégovoy). Par quoi le remplacer ? Il est convenu de présenter schématiquement la solution envisagée (déjà, dans les faits, partiellement appliquée) de la façon suivante qui semble, à première vue, cohérente et logiquement irréprochable : au lieu d'agir directement sur la quantité de crédit, on procèdera au réglage de la masse monétaire par une politique active de taux d'intérêt.

(Lire la suite page 18.)

AUJOURD'HUI
LE NOUVEAU FILM DE BOB SWAIM
ESCORT GIRL

Elle croyait qu'elle contrôlait tout et que rien ne pouvait lui arriver...

Débats

SITES EN PÉRIL

La défense de l'environnement n'est plus à la mode — dommage. Voici deux projets qui menacent des sites fragiles. L'un dans les Pyrénées, dans le val Louron, dont nous avons déjà parlé; l'autre à Paris même, sur les bords de la Seine.

Bercy et son « hôtel des ministres »

Une « tour-signal » va être construite sur les bords de la Seine et encombrera les perspectives sur le fleuve

LES Parisiens passant quai de Bercy peuvent s'étonner de voir pousser sur la rive droite de la Seine, à une cinquantaine de mètres en aval du pont de Bercy, quatre piliers en ciment armé. Les maquettes exposées au centre d'information installé sur le chantier du nouveau ministère de l'économie et des finances leur apprennent que ces travaux, en partie exécutés dans le lit du fleuve, sont techniquement difficiles et onéreux, constituent les fondations d'une tour devant devenir l'hôtel des ministres. Sur cette tour viendrait s'appuyer la dernière arche du ministère, appelée « aile des ministres », après avoir enjambé le boulevard longeant le quai de Bercy.

On a déjà dénoncé l'aspect banal et pesant de la future façade du ministère vis-à-vis du palais national, conçu comme un immeuble-pont, formé d'une suite de grandes arches, l'édifice conviendrait mieux à une centrale électrique qu'à un ouvrage de la Compagnie nationale du Rhône qu'à un grand département ministériel.

Mais la partie la moins admissible du projet est certainement la tour et l'aile des ministres. En premier lieu, la construction sur le domaine public fluvial d'un bâtiment administratif, qui n'a aucun rapport avec l'utilisation ou la mise en valeur de la voie

par FERNAND FAGNOT (*)

navigable ou de l'énergie hydraulique paraît juridiquement très contestable.

Mais surtout l'opinion publique doit être alertée sur l'atteinte très grave et d'un genre nouveau que cette emprise sur le fleuve porterait au site de la Seine dans la traversée de Paris.

En effet toutes les grandes constructions universitaires, administratives ou sportives élevées au cours des dernières décennies en bordure du fleuve ont au moins le mérite de respecter les alignements et de ne jamais empiéter sur les quais et le cours d'eau.

Par contre l'avancée du ministère jusque dans la Seine formerait un écran aux perspectives vers le cœur de la capitale et vice versa. Dans ce secteur s'offre sur près de 3 kilomètres, malgré la succession des ponts, un vaste horizon de ciel et d'eau qui donne une impression d'infinité si précieuse pour les habitants d'une grande ville.

En outre cette avancée battrait la continuité de la ligne d'arbres que l'Etat et la Ville s'efforcent de développer des deux côtés du fleuve. Elle

(*) Magistrat honoraire au tribunal administratif.

s'opposerait à une transformation de la berge en promenade, comme ce qui a été fait sur les quais Saint-Bernard et de la Tournelle après la renonciation à la voie express rive gauche.

Les perspectives souvent bordées d'arbres le long des grandes voies et des quais de la Seine sont une des caractéristiques de la capitale française, chère à ses habitants et à ses visiteurs. Elles doivent être préservées.

Pour justifier leur empiètement les architectes invoquent l'intérêt de créer dans l'Est parisien une tour-signal, le pendant de la tour Eiffel, ainsi qu'une porte d'entrée dans la ville sur une importante voie d'accès.

L'hôtel des ministres s'ajouterait à ce rôle de tour-signal. De forme rectangulaire et de près de 43 mètres au-dessus de l'eau sur 22 mètres de large, cette sorte de phare ou de marina baignant dans le fleuve serait couronnée par de vastes loggias vitrées en surplomb, regardant vers le sud, l'est et l'ouest et destinées à éclairer les cinq appartements de fonction occupant entièrement les trois derniers étages de la tour.

L'aile des ministres, lancée au-dessus du quai de la Rapée comme un restaurant-pont sur une autoroute, devrait contenir les bureaux ministériels et les salons de réception. L'intrusion dans la ville de cette structure insolite violente le paysage parisien, qui mérite les mêmes égards à l'est que dans les quartiers historiques ou privilégiés. Et l'on peut douter que des bureaux et des salons, suspendus au-dessus du va-et-vient bruyant de la circulation sur le quai, soient bien adaptés à leur objet.

Présenter cette aile comme une porte monumentale d'accès à la cité apparaît comme une régression par rapport à l'évolution de Paris, ville ouverte, qui au cours des siècles s'est libérée de ses différentes enceintes et de ses portes.

Enfin comment peut-on admettre sans rire qu'à notre époque les appartements des ministres soient offerts à la contemplation des foules comme à Versailles la chambre du Roi-Soleil était le point de mire de toute la cour? Les fastueux appartements du duc de Morny, dans l'ancien ministère, sont extérieurement bien plus discrets.

Seule consolation : la nouvelle tour de Nesles de Bercy, ressuscitée pour les ministres, sera un beau sujet pour les chansonniers et les caricaturistes.

Haute tension dans les Pyrénées

L'Etat persiste dans son projet d'installer une ligne de 400 000 volts dans la haute vallée du Louron

DEUXIÈME exportateur mondial de services grâce aux rentrées du tourisme étranger, la France vend son art de vivre, ses villages et ses paysages, mais pour combien de temps? N'hypothèque-t-on pas l'héritage que nous devons à nos enfants?

L'environnement n'est provisoirement plus un thème à la mode. Faut-il pour autant laisser massacrer, au nom de la rentabilité économique, le paysage de nos terroirs? Les paysages — les visages de nos pays — ne sont pas un don de la nature, ils ont été modelés par la main de l'homme depuis des siècles. Il n'y a aucune raison de vouloir figer dans l'immobilisme. Mais de ce patrimoine nous sommes aujourd'hui dépositaires et comptables vis-à-vis des générations futures. Comme l'écrivait Lester Brown: « La terre n'est pas un héritage de nos ancêtres mais un emprunt à nos descendants ».

Naguère, le mitage de l'espace était circonscrit aux zones les plus urbanisées ou au littoral touristique, mais aujourd'hui la France profonde est touchée au cœur par les autoroutes, TGV et autres lignes à haute tension. Bien sûr, il n'y a pas de création sans destruction et il ne s'agit pas d'arrêter le progrès — mais évitons de le faire passer n'importe où, n'importe comment, à n'importe quel prix!

Coûts prohibitifs

En attendant une politique de paysage, comme il y a eu une pour l'énergie ou la télématique, chacun se console en se disant que la France est grande, qu'il y a des parcs nationaux et des hautes montagnes presque intactes. Mais on les sait aussi menacées comme le montre ce qui risque de devenir la triste et lamentable histoire du Haut-Louron.

Les Pyrénées, joliment qualifiées de frontière sauvage, font partie de ces espaces préservés, de ces biens patrimoniaux en réserve. Hélas! ces sites ne sont pas tous classés et protégés et nombre d'entre eux subissent des agressions qui altèrent leur identité de manière irréversible.

Aujourd'hui, c'est l'un des éléments de ce patrimoine situé au cœur des Pyrénées, la haute vallée du Louron, qui est menacé de sacrifice par une nouvelle ligne à haute tension de 400 000 volts (100 pylônes de 70 mètres de haut) entre la France et l'Espagne.

Si l'on écoute les responsables d'EDF, les jeux sont faits. La décision a été prise en comité interministériel le 21 juillet 1984. L'enquête d'utilité publique (consultative) est terminée et la déclaration d'utilité publique ne saurait tarder. La pose des pylônes commencera dès la fin

par MICHEL GODET et JACQUES MISTRAL (*)

1986 et tout sera opérationnel en 1988: un dossier apparemment en béton! Eh bien! même pas: car ce projet, malgré les apparences, avait été classé en dernière position par les autorités françaises en fonction du coût prohibitif des travaux, de l'impact sur l'environnement et des incidences économiques désastreuses sur le tourisme... d'autant que les relations avec l'Espagne peuvent s'intensifier par un couloir voisin disposant déjà d'une ligne haute tension de 150 000 volts et plus facile à emprunter.

Par quel mystère le moins bon projet devient-il le meilleur choix? La seule raison est-elle finalement que le Louron ait été la ligne de moindre résistance?

Ce qui une nouvelle fois est en cause dans cette affaire, c'est en effet l'esquive d'un débat permettant une évaluation contradictoire des coûts et avantages des différentes hypothèses. Il faut être un lecteur assidu du journal *Le Monde* pour savoir que ce média est le seul à avoir tiré la sonnette d'alarme et informé ses lecteurs en première page — hélas! en plein milieu du mois d'août (*Le Monde* du 20 août).

Rappelons ce qu'écrivait alors Marc Ambroise-Rendu: « Pour EDF, encombrée de ses centrales atomiques, il s'agit de vendre le courant excédentaire... Les Espagnols ne tiennent pas à encombrer leur val d'Aran, pourtant déjà sillonné par une ligne à haute tension; on prétend même que le roi Juan Carlos, qui fréquente parfois une station de ski de la région, en serait fâché... Or la ligne pouvait passer ailleurs, plus facilement, pour moins cher et dans des vallées déjà industrialisées, donc habituées aux marques du modernisme brutal... Hélas-nous, de peur que le débat ne descende sur la place publique, murmure-t-on en haut lieu ».

De fait, le dossier économique n'est pas sûr. Combien va coûter cette ligne haute tension? Près de 230 millions de francs pour la France et au moins trois fois plus pour l'Espagne. Mais celle-ci compte bien se rembourser en achetant des KWh à des prix défiant toute concurrence. De plus, en installant une ligne qui pourra acheminer la production de deux centrales de 200 mégawatts, EDF reconnaît implicitement le suréquipement nucléaire de la France.

Faut-il alors payer deux fois les efforts de préservation énergétique? Pas nécessairement, il y a d'autres (*) Respectivement professeur associé au CNAM et professeur à l'Institut d'études politiques.

solutions qui consisteraient à valoriser en France les ressources énergétiques nationales. N'est-il pas paradoxal de voir Pechiney investir, pour rester compétitif dans la production d'aluminium, des milliards de francs à l'étranger car le coût du KWh consenti par EDF (aux environs de 17 centimes) est bien supérieur aux 10 centimes réclamés par Hydro-Québec? A combien vend-on le KWh aux Espagnols? Nous n'avons pas (encore) obtenu la réponse des responsables d'EDF. Faudra-t-il suggérer à Pechiney de fermer son usine de Lannemezan pour en ouvrir une à Saragossa? Curieuse conception de l'intérêt national!

Eviter l'éparpillement

S'il fallait quand même exporter, alors posons la question de savoir où doit passer le progrès: rappelons que les responsables d'EDF sont les premiers à avoir, au nom de considérations environnementales, rejeté le tracé de la vallée du Rio Majou qui avait la préférence des Espagnols et soutenu celui du val d'Aran où passe déjà une ligne de 150 000 volts. Le tracé du Louron est donc un choix de compromis; c'est tout simplement là que se trouvait le maillon le plus faible de la résistance potentielle au massacre des paysages.

Certes, le 28 janvier 1985, le conseiller général et tous les maires de la vallée du Louron ont rappelé leur opposition au projet. Mais que pèse la mauvaise humeur de quelques élus locaux face aux craintes qu'inspire, par exemple, et pour des raisons qu'on imagine, l'hypothèse d'un tracé de la ligne en Pays basque?

La gestion des nuisances industrielles n'est pas un problème simple, tout le monde en convient. En l'absence de solution miracle, un principe de base semble néanmoins pouvoir guider la rationalité des choix: éviter l'éparpillement qui détruit de manière irréversible le patrimoine naturel et les chances d'une diversification des activités régionales dans le domaine du tourisme. Le Louron est à cet égard sans doute l'exemple à ne pas suivre!

Tout laisse à penser que le combat du val Louron est maintenant perdu. Puisse cette triste histoire servir de leçon pour épargner les morceaux de paysage jusqu'ici préservés! Et puis, consolons-nous: dans le village de Mont, un site classé regroupé autour de son église du treizième siècle, le conservateur des Monuments historiques assure une veille rigoureuse: la largeur des fenêtres restera strictement réglementée à l'ombre des pylônes géants...

« GAGNER », par Bernard Tapie

La rage d'entreprendre

DEVENU une « vedette médiatique », au même titre qu'Edouard Leclerc ou Yves Montand, ce fils d'ouvrier de la banlieue « rouge », aujourd'hui seul après Dieu (et encore...) à la tête d'un petit empire commercial et industriel de 10 milliards de francs de chiffre d'affaires et de douze mille salariés, collectionne les « une » des journaux comme d'autres les timbres-poste.

Fin juillet, c'est son équipe, La Vie claire, qui, emmenée par Bernard Hinault puis par Greg LeMond, gagne le Tour de France avec, suprême provocation, une première place remportée par un Américain. Le lendemain, l'autre Bernard — Tapie — enlève à l'arraché aux Girondins de Bordeaux leur numéro un, Alain Giresse, pour le placer à la tête de son club de football, l'Olympique de Marseille.

Dans la foulée, le « Zorro des entreprises en faillite » annonce qu'il cède au Britannique Brooker 58 % du capital de La Vie claire et son courturier français Jacques Estérel la maison de haute couture de Mme Grès, acquise il y a à peine deux ans. On s'y perd. D'autant que, le soir même, il fait son entrée en lice aux côtés de Francis Bouygues, le « roi du béton » et son partenaire dans l'aventure Wonder, dans l'arène où vont s'affronter les candidats au rachat de TF 1, la chaîne qui diffuse son magazine au titre sans équivoque: « Ambitions ».

Mais où trouve-t-il le temps et l'énergie pour déployer une telle activité tous azimuts, se demandent ses « groupes » et ses détracteurs, au moins aussi nombreux? Son premier livre, *Gagner*, apporte quelques éléments de réponse. Ecrit à la gloire de son auteur, cet ouvrage comporte, au détour d'un chapitre consacré à la « guerre des looks », une « petite explication biologique ».

« Vous avez, monsieur Tapie, un problème de glandes surrénales, lui confie son médecin. Elles sont deux fois plus volumineuses que la normale. Ce qui veut dire qu'elles dégagent deux fois plus d'adrénaline que la moyenne... ». Au-delà de cette « anecdote » médicale, il est certain qu'il y a chez cet homme-là une volonté et une rage d'entreprendre hors du commun. Tous les spécialistes en publicité confirmeront qu'on ne bâtit pas une image comme celle que véhicule depuis des années Bernard Tapie sur du

vent. Le fond est solide, même si l'apparence donne le tournis.

En affaires, l'important, c'est de convaincre. Et vite. D'où la règle des trois « 20 »: 20 centimètres du visage, les vingt premiers mots, les vingt premières secondes. Mais avant, il faut savoir. « Aujourd'hui, que ce soit dans le domaine de la mode ou du sport, de l'alimentaire ou des piles alcalines, je tâche de faire en sorte que rien de ce qui appartient au domaine qu'englobe le groupe Bernard Tapie ne me soit étranger. S'il n'y a pas savoir, il y a piège ».

Cette leçon de bon sens apprise au hasard d'un parcours en zigzag l'a conduit de ses premiers « restaux du cœur », à l'âge de quinze ans, à l'épave fameux des châteaux de Bokassa, en passant par cette affaire de « cœur assistance », qui, visiblement, lui est, elle aussi, restée sur l'estomac. Après le « rêve » et son parcours du combattant contre l'injustice, il lui fallait affronter le « risque ». On peut se gausser de l'une ou l'autre de ses déclarations fracassantes et critiquer le flou qu'il entretient soigneusement, même s'il s'en défend, autour de la situation financière de son groupe. Mais on ne peut mettre en doute ses qualités de chef d'entreprise et sa clairvoyance sur les risques qu'il encourt. « En choisissant le statut de société en nom collectif, je me suis engagé dans la voie de la cohérence et du risque, de manière irréversible, se particularité est de faire profiter l'actionnaire principal de la richesse réelle de sa holding, puisque celle-ci lui appartient. L'inconvénient, c'est qu'en cas d'orage, tout y passe... ».

Autant prendre le parti d'en « rire », troisième composante de cette devise (le rêve, le risque, le rire), sur laquelle il a bâti, à quarante et un ans, à la fois son métier et son existence. Tout en restant parfaitement lucide. « Il va sans dire que je serais triste de perdre ma maison, mon jet ou mon bateau, si m'assailaient un jour des revers de fortune. Mais je ne perdrai pas l'essentiel: ma famille et mes vrais amis. Je plains sincèrement ceux qui axent leur légitimité sociale et affective sur le succès: le jour où celui-ci les quitte, ils n'ont plus rien. » Une façon de dire que ce n'est pas son cas...

SERGE MARTI.

* *Gagner*, par Bernard Tapie. Editions Robert Laffont. 260 p., 79 F.

COURRIER DES LECTEURS

Amabilité

Le dimanche 20 juillet, ma femme et moi marchions de Dieppe à Varangerville — par Pourville. De même que lors de précédentes visites en Normandie, nous avions l'intention de visiter à nouveau la vieille église avec son cimetière, où le grand peintre Georges Braque est enterré.

Nous marchions sur une petite route, aux environs de midi, quand nous nous sommes aperçus que nous nous étions égarés. A ce moment, deux voitures s'approchaient. J'arrêtai la deuxième pour demander au conducteur de bien vouloir nous indiquer la bonne route. Il nous aida, avec l'assistance de sa charmante compagne, assise à côté de lui.

La voiture disparaissait et nous continuions notre chemin. Mais très peu de temps après la même voiture s'arrêtait à nouveau à côté de nous. Cette fois, conduite par la dame, qui ouvrit la porte et nous informa qu'elle nous conduirait à notre destination. Nous étions tous les deux bouleversés par le charme et l'amabilité de cette dame.

YVAN JELINEK (Londres).

Pour une meilleure conduite

Un des premiers moyens de lutter contre les accidents de la route est le strict respect du code de la route et de la réglementation qui en découle. Etre titulaire d'un permis de conduire est en somme une autorisation officielle donnée par la société pour la vie.

Ce permis obtenu depuis dix, vingt, trente, quarante, cinquante ans et parfois plus, prouve-t-il que son détenteur connaît toujours correctement le code de la route, avec tout ce que celui-ci comporte souvent d'adaptations et de règles nouvelles tant dans les domaines de la signalisation que de l'évolution

des techniques des voies routières et des véhicules? Pour passer à ces éventuelles carences, mauvaises habitudes de conduite et autres inconsciences et ignorances, ne serait-il pas judicieux de demander aux automobilistes (voire de rendre obligatoire) qu'ils se soumettent à des contrôles de révision du code de la route?

Bien entendu cette révision ne pourrait entraîner une quelconque remise en cause du permis initial, et pour éviter que cette révision ne soit considérée comme une contrainte et l'occasion de frais les compagnies d'assurances pourraient accorder des avantages sur les primes aux détenteurs d'un avenant justifiant une révision de leurs connaissances du code de la route.

ANDRÉ CHATELAIN (Nervès-Maison).

Forums

Nous voyons les princes qui nous gouvernent aller de forum en forum pour demander aux patrons de manifester leur reconnaissance et lancer une campagne pour dire aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans que la France s'engage. Pas un mot pour les chômeurs qui ont plus de quarante-cinq ans et qui n'ont plus pour vivre que l'allocation du Fonds de solidarité.

Pourquoi nos ministres, à commencer par le premier, n'organisent-ils pas des forums avec les chômeurs, avec les salariés de la sidérurgie et de la navale, avec les locataires, avec les retraités et les vieux dont ils ont gelé les maigres revenus?

JACQUES REITZER (Gruffy).

M. Pierre Rondot nous signale que dans la lettre publiée le 17 juillet 1986 sous le titre: « La Syrie a reconnu le Liban » il fallait lire à la ligne 30, « les relations directes (...) habituelles et fréquentes entre les dirigeants nationaux syriens et libanais ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81
Tél: (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant: André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs:

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social:

620 000 F

Principaux associés de la société:

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef:

Daniel Vernet.

Correspondant en chef:

Claude Salca.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse: définitifs ou

provisaires: nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles

sauv' accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications: n° 57 437

ISSN: 0395-2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmarty, 75007 PARIS

Tél: (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 455 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.;

Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.;

Espagne, 130 pes.; G.-B., 85 p.; Grèce, 120 dr.; Italie, 95 p.; Italie, 1 700 L.; Liban,

0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 9 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Sénégal,

336 F CFA; Suède, 9 kr.; Suisse, 1,80 S.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Pyrenées

هكذا من الأصل

Etranger

Le Monde • Jeudi 14 août 1986 • 3

ESPAGNE : la lutte contre les séparatistes basques

Le gouvernement dément les rumeurs de négociation avec l'ETA

M. Felipe Gonzalez a vigoureusement démenti les rumeurs qui se multiplient sur une négociation avec les séparatistes basques.

MADRID
de notre correspondant

« Il n'y a aucune négociation en cours », a déclaré M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, mardi 12 août, avec une vigueur particulière. Les rumeurs se multiplient, en effet, à Madrid, et plus encore à Bilbao, sur une réconciliation avec l'ETA, dit Txomin, le numéro un supposé de l'ETA, arrêté le 27 avril dernier par la police française et expulsé deux mois et demi plus tard vers le Gabon.

Si l'on en croit le quotidien espagnol *El País*, parallèlement à la démarche de « bons offices » effectuée en juillet par les nationalistes basques (le *Monde* du 8 août), une autre négociation aurait eu lieu, à partir du mois de mars, entre Txomin, qui était encore libéré, et le gouvernement de Madrid. Un ministre et le directeur général d'un ministère (dont les noms ne sont pas précisés) se seraient entretenus à plusieurs reprises avec un émissaire du dirigeant de l'ETA. Ces conversations exploratoires — dont, toujours selon le quotidien, l'information militaire avait été informée — auraient pris fin peu avant l'expulsion de Domingo Iribar.

S'agit-il d'un simple « serpent de mer », comme l'affirment aujourd'hui les socialistes, après s'être refusés durant plusieurs jours à tout commentaire ? Ou faut-il croire que « quelque chose » s'est bien passé, comme on l'affirme dans les milieux proches du PNV (Parti nationaliste basque) et du gouvernement autonome basque de Victoria ?

La polémique a en tout cas remis le thème de la négociation avec les indépendantistes au centre du débat politique.

Dialogue de sourds

« Que les partisans de la négociation précisent une fois pour toutes ce qu'ils sont disposés à céder sous le chantage de la terreur », demandait, il y a quelques jours, M. Gonzalez. A quoi le gouvernement basque répondait dans un communiqué officiel : « Le gouvernement central pense-t-il que les méthodes policières suffiront à venir à bout de l'ETA et, dans l'affirmative, quel délai se fixe-t-il pour juger du succès de cette voie, et quel coût est-il disposé à assumer en ce sens ? » Des interrogations qui résument le dialogue de sourds entre Madrid et Victoria.

Le thème de la négociation avec l'ETA est constant au Pays basque. Depuis la mort de Franco, plusieurs tentatives discrètes ont eu lieu, toujours niées publiquement par les gouvernements de Madrid. En 1978, déjà, le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Rodolfo Martín Villa, s'était entretenu à Genève avec des dirigeants de l'ETA. En exigeant que la rencontre soit rendue publique, ces derniers firent échouer l'opération. Depuis, d'autres tentatives ont tourné court, les indépendantistes s'entendant généralement, par de nouvelles exigences, à hausser la mise de manière à rendre impossibles les conversations. En outre, le préalable d'une trêve dans les attentats, régulièrement exigé par les négociateurs du gouvernement, a toujours été rejeté par l'ETA.

Aujourd'hui, dans un camp comme dans l'autre, on n'hésite pas à jouer sur les mots pour justifier tous les revirements. En mars 1983, après l'assassinat du chef de la police autonome, le général Diaz Arkondu, le PNV avait approuvé une

résolution présentée au Parlement basque et rejetant la négociation politique avec l'ETA. Aujourd'hui, les dirigeants du parti n'en affirment pas moins qu'il ne faut pas exclure le dialogue et la négociation... « non politiques » avec l'ETA ! Du côté des socialistes non plus on n'évite pas les contradictions : en août 1984, le ministre de l'Intérieur, M. Barriomero, s'était publiquement montré disposé à négocier avec Txomin les conditions de la « remise des armes ». Il avait été contraint de préciser le lendemain qu'il s'agissait là d'une « négociation ponctuelle » et non « politique », sans éclaircir le sens d'une telle distinction.

Initiatives et déclarations de principe

Les socialistes sont-ils cette fois résolus lorsqu'ils rejettent « définitivement » l'idée de négociation ? Le bras politique de l'ETA, la coalition Herri Batasuna, qui obtient régulièrement aux élections de 15 % des voix aux élections, n'est pas habitué, selon eux, à négocier au nom de l'ensemble de la population basque. L'usage de la violence ne suffit pas, disent-ils, à transformer en majorité une minorité électorale. Enfin, le gouvernement de Madrid fait valoir que la population basque a approuvé par référendum le statut d'autonomie actuel et que sa révision ne saurait être imposée par les armes.

Mais ces arguments officiels auraient sans doute plus de force si les socialistes ou, en tout cas, les services tendus à plusieurs reprises, dès leur victoire électorale de 1982, de négocier avec l'ETA. C'est que la complexité de la situation basque oblige parfois à prendre des initiatives qui contredisent les grandes déclarations de principe. Le Pays basque a été la seule région d'Espagne où le « oui » ne l'a pas emporté lors du référendum sur la Constitution de 1978. Comment oublier par ailleurs que les deux tiers des sièges au Parlement de Victoria sont occupés par des représentants de formations

nationalistes ? Et que bien souvent, dans le débat politique, la ligne de démarcation principale sépare davantage les nationalistes des « espagnolistes », plutôt que les partisans de la lutte armée de ceux qui la rejettent ?

Les dirigeants du PNV estiment que le problème de fond n'est pas de savoir si la négociation est éthiquement acceptable, mais si elle est politiquement évitable, ce que le gouvernement de Madrid semble croire en espérant que la police française donnera le coup de grâce à l'organisation indépendantiste. A Bilbao, en revanche, on est persuadé du contraire, et l'on affirme que le temps donnera raison aux sceptiques.

Certes, à l'exception de Herri Batasuna, personne ne défend plus au Pays basque l'idée d'une négociation politique, « de puissance à puissance », entre l'ETA et les Forces armées espagnoles, à laquelle révent depuis dix ans les indépendantistes, et qui porterait sur l'« alternative KAS », le programme minimum de l'ETA. Ce programme inclut notamment la reconnaissance du droit à l'autodétermination, le rattachement de la Navarre à la Communauté autonome basque, l'amnistie totale et le départ des forces de l'ordre espagnoles, qui seraient remplacées par la police autonome basque.

Selon les nationalistes modérés, un tel scénario est aujourd'hui inconcevable, et les dirigeants les moins « déraisonnables » de l'ETA en auraient désormais conscience. Ils ne songeraient plus, affirme-t-on à Bilbao, qu'à trouver une solution honorable leur permettant, moyennant quelques concessions du gouvernement, de sauver la face et de rentrer chez eux en affirmant que « la lutte n'a pas été inutile ». Après les quatre cent cinquante assassinats commis par l'ETA depuis l'annexion générale de 1977, une telle solution est difficilement acceptable pour Madrid.

THIERRY MALINIAK.

La commémoration du 13 août 1961 à Berlin

Des deux côtés du mur...

BERLIN-OUEST
de notre envoyé spécial

La vingt-cinquième anniversaire de la construction du mur de Berlin, le 13 août 1961, a été célébré mercredi dans les deux parties de l'ancienne capitale du Reich.

Rassemblement à l'Ouest, où une cérémonie commémorative s'est déroulée au Reichstag, en présence du chancelier Helmut Kohl, qui avait interrompu pour l'occasion ses vacances, de M. Willy Brandt, ancien maire de la ville et président du SPD, ainsi que des représentants des trois puissances occidentales garantes du statut de la ville. Soixante-cinq croix avaient été disposées devant l'ancien Parlement, qui jouxte aujourd'hui la ligne de démarcation, pour rappeler les victimes tombées en tentant de fuir vers l'Ouest.

A l'Est, le chef du Parti communiste, M. Erich Honecker, devait, pour sa part, présider dans l'après-midi, comme il y a cinq ans, une parade des milices populaires. Vingt-cinq ans après la construction de ce fameux mur, les dirigeants communistes peuvent bien mobiliser les ouvriers pour rappeler que, si mur il y a, c'est parce qu'existe toujours la « menace » de l'Ouest, le mur n'en restant pas moins un symbole de leur échec. Tous leurs efforts pour détourner les regards et redonner un nouvel élan à la partie orientale de la ville n'y ont rien changé : ni la réinstallation sur leur piedestal des héros passés de la Prusse ni l'immense effort de restauration consenti ces dernières années dans la perspective du sept-cent-cinquantième anniversaire de la fondation de Berlin en 1307. « Le mur, on n'en parle pas, mais on en rêve », entend-on souvent dire à Berlin-Est.

La nécessaire coopération

Vitrine de la richesse « capitaliste » et centre important de la contestation, Berlin-Ouest offre un curieux mélange de confort bourgeois et de bohème. Le mur ? Avec les années, avec aussi les accords passés des deux côtés pour rendre la séparation un peu moins rigide, on a appris à faire avec, et même à en rire. La reprise du film comique de Billy Wilder *Eins, zwei, drei*, qui avait considérablement choqué les sensibilités à sa sortie il y a vingt ans, a rencontré l'année dernière un immense succès auprès du public berlinois. D'autres sont sortis depuis, ou sont annoncés.

Les Berlinois insouciant ou contestataire des années 80 n'est pas sans poser de problèmes aux dirigeants ouest-allemands. La présence des alliés occidentaux, garants, avec l'Union soviétique, du statut de Berlin, a été remise en cause, dans la foulée du mouvement pacifiste, par une fraction minoritaire mais non négligeable de la population. Les nuisances apportées par le cantonnement des troupes, notamment sur l'environnement, font l'objet de critiques parfois extrêmement vives, comme lors de l'installation d'un nouveau champ de tir à Garmow par les Britanniques.

Le problème de Berlin a aussi tendance à se fonder, pour les habitants du secteur occidental eux-mêmes, dans la trame complexe des relations entre l'Est et l'Ouest. Malgré les incidents isolés qui se sont produits le week-end dernier le long du mur, les divers appels à venir manifester en masse pour commémorer le 13 août 1961 n'ont rencontré que peu d'écho dans la population.

Les dirigeants ouest-allemands ont d'ailleurs célébré cet anniversaire avec une ostensible prudence de ton. Tout en rappelant que le mur restait un symbole de la liberté et de la non-résolution de la question allemande, le chancelier Kohl, dans son allocution de mercredi au Reichstag, s'est félicité de l'accroissement du nombre de visites de ressortissants de l'Est à l'Ouest au cours des premiers mois de l'année. Et il a rappelé le souhait de son gouvernement de continuer à intensifier la coopération dans tous les domaines avec Berlin-Est.

HENRI DE BESSON.

Poignée de privilégiés

L'autre Berlin continue à exercer sa fascination. Il n'y a qu'à se rappeler le succès qu'avait rencontré à l'Est il y a deux étés le gigantesque feu d'artifice organisé par le municipalisme occidental, ou bien simplement qu'à croiser, dans les terrasses à la mode de Berlin-Ouest, les personnalités littéraires ou artistiques de l'Est autorisées à passer d'un côté à l'autre pour aller se frotter à leurs confrères occidentaux. Poignée de privilégiés dont la bonne fortune ne peut faire oublier le sort du commun.

Dans une lettre ouverte adressée dimanche aux dirigeants du Parti communiste, à l'occasion du 13 août, le pasteur est-allemand Rainer Eppelmann et trois autres représentants du mouvement pacifiste de RDA ont estimé que, en attendant des conditions propices pour le démantèlement du mur, le gouvernement pourrait au moins faire un geste de bonne volonté en se montrant plus ouvert sur les possibilités de voyage à l'Ouest.

Heureux Berlinois de l'Ouest qui, eux, au moins, ont toutes les facilités nécessaires pour se rendre en RFA par route ou par air, mais aussi des possibilités relativement larges d'aller rendre visite à leurs familles ou à leurs amis à l'Est !

Le choc qu'ont constitué il y a vingt-cinq ans la construction du mur, les premiers récits d'événements spectaculaires et les premières victimes s'est peu à peu

Diplomatie

Après les conversations de Moscou sur les armements stratégiques

Les consultations se multiplient entre Soviétiques et Américains

Les experts américains et soviétiques sont restés remarquablement discrets sur les conversations qu'ils viennent d'avoir à Moscou sur le contrôle des armements stratégiques. De nouvelles consultations sont néanmoins prévues entre les deux pays. Une

rencontre sur les problèmes bilatéraux devait ainsi débuter ce mercredi 13 août à Washington.

A Chicago, le président Reagan s'est déclaré « optimiste » sur les perspectives d'une nouvelle rencontre entre lui-même et

M. Gorbatchev. Il en attend, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, « plus de progrès qu'il n'en a été fait depuis plusieurs années, à cause de certaines problèmes qui préoccupent en ce moment le secrétaire général » du PC soviétique.

est, selon Tass, uniquement dû à l'impossibilité matérielle pour les Etats-Unis de procéder auparavant à un tel déplacement.

La Pravda enfonce encore le clou ce mercredi 13 août en invoquant le « torrent de fuites » qui continue, selon elle, de venir de Washington à propos de la lettre de M. Reagan. « Comment qualifier les actions des politiciens qui, malgré les informations négatives dont ils disposent, affichent devant l'opinion publique un optimisme bureaucratique ? », écrit la Pravda. Il reste à expliquer pourquoi, si la situation est tellement bloquée, les consultations se multiplient dans tous les domaines entre Soviétiques et Américains.

DOMINIQUE DHOMBRES.

MOSCOU
de notre correspondant

Les experts américains du contrôle des armements venus débayer le terrain pour une rencontre aux Etats-Unis avant la fin de l'année entre M. Gorbatchev et M. Reagan, ont quitté Moscou mardi 12 août sans rien révéler des résultats éventuels qu'ils auraient obtenus. « Les conversations ont été sérieuses », a seulement déclaré le chef de la délégation, « et de type de réunions », M. Paul Nitze.

Les Soviétiques ont insisté, de leur côté et sur tous les tons, sur la nécessité de respecter la « confidentialité » des propos échangés (pendant pas moins de huit heures lundi). Le nouveau porte-parole du ministre des affaires étrangères, M. Guerasimov, n'a même pas voulu décrire l'atmosphère des consultations, mais a vivement critiqué l'un des conseillers de la Maison Blanche, M. Buchanan. Ce dernier avait déclaré à la chaîne de télévision NBC que la délégation américaine n'était pas venue à Moscou pour déposer sur la table des négociations l'initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles ») du président Reagan. « Cela n'est pas conforme au principe de la confidentialité », a dit M. Guerasimov. Ce principe n'est pas un problème pour nous, c'en est un apparemment pour les Américains.

Le porte-parole soviétique a révélé que les consultations avaient eu lieu à Mouchkino, un village au sud de Moscou, dans une datcha du ministère des affaires étrangères. Elles ont été « appelées à donner une impulsion supplémentaire à la discussion des problèmes examinés au cours de la rencontre de Genève » entre M. Gorbatchev et M. Reagan, en novembre dernier, a-t-il ajouté.

M. Lange réagissait à l'annonce, faite à San-Francisco par des officiels américains, que la participation de la Nouvelle-Zélande à l'ANZUS était suspendue en raison de sa politique interdisant l'accès des ports néo-zélandais aux navires à propulsion ou à armement nucléaire. Il a déclaré : « Comme je l'avais prévu, l'ANZUS reste en place. Il y aura une entente entre les Etats-Unis et l'Australie, comme c'en est la coutume depuis des années, et il y aura toujours, aussi l'ANZUS. » Créé au cours de la première guerre mondiale, l'ANZUS symbolise l'alliance

gères, M. Chevardnadze, et le secrétaire d'Etat américain, George Schultz, les 19 et 20 septembre, à Washington, a-t-il encore indiqué.

« Optimisme bureaucratique »

Américains et Soviétiques, en tout cas, ne cessent de se parler. M. Guerasimov a ainsi prononcé que d'autres rencontres entre experts étaient prévues, l'une portera sur les problèmes régionaux (Amérique centrale et Asie du Sud-Est notamment), une autre sur les relations bilatérales. La délégation soviétique participait à cette dernière est partie mardi pour Washington. D'autres diplomates soviétiques se trouvent à l'Est et à l'Ouest.

quelques jours encore dans la capitale américaine pour discuter des modalités de la reprise des contacts culturels entre les deux pays.

La mauvaise humeur des Soviétiques devant ce qui est présenté ici comme un optimisme américain de façade paraît donc largement feinte. C'est pourtant le thème dominant des médias. Tass estime ainsi que « Washington cherche à imposer l'optimisme », et que la lettre du 25 juillet de M. Reagan n'est qu'un « camouflage de propagande » destiné à gagner du temps pendant qu'il se poursuivait les recherches sur la « guerre des étoiles ».

Le défilé — cinq à sept ans — pendant lequel M. Reagan proposerait dans sa lettre de « s'abstenir de tout déplacement d'armes dans l'espace

La tension entre les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande

Wellington et Washington assurent que l'ANZUS continue d'exister

Le premier ministre néo-zélandais M. David Lange, a déclaré mardi 12 août à Wellington, que l'ANZUS, pacte de défense liant l'Australie, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande, existait toujours, même si les relations de défense entre Wellington et Washington ont changé (le *Monde* du 13 août).

M. Lange réagissait à l'annonce, faite à San-Francisco par des officiels américains, que la participation de la Nouvelle-Zélande à l'ANZUS était suspendue en raison de sa politique interdisant l'accès des ports néo-zélandais aux navires à propulsion ou à armement nucléaire. Il a déclaré : « Comme je l'avais prévu, l'ANZUS reste en place. Il y aura une entente entre les Etats-Unis et l'Australie, comme c'en est la coutume depuis des années, et il y aura toujours, aussi l'ANZUS. » Créé au cours de la première guerre mondiale, l'ANZUS symbolise l'alliance

militaire traditionnelle entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

« La seule différence aujourd'hui », a poursuivi M. Lange, « est que les Etats-Unis disent qu'ils ne sont plus disposés à garantir la sécurité de la Nouvelle-Zélande. » Pour lui, « rien n'a changé dans les faits ». Il a réaffirmé que le projet de loi visant à interdire le droit d'escale aux navires à propulsion nucléaire ou équipés d'armes nucléaires, source du conflit, serait soumis au vote du Parlement avant la fin de l'année, comme prévu.

Pour sa part, le gouvernement américain a précisé également mardi que l'ANZUS « continuait d'exister » malgré la décision de Washington de « suspendre ses obligations de sécurité » envers Wellington.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a expliqué que la décision américaine était

due au fait que la Nouvelle-Zélande n'avait pas rétabli le droit d'accès des bâtiments américains à ses ports. Il a précisé que la suspension des obligations américaines envers la Nouvelle-Zélande serait maintenue « dans l'attente de mesures adéquates » de la part du gouvernement de Wellington.

M. Charles Redman a ajouté que les gouvernements australien et américain avaient procédé à des échanges de lettres « affirmant la poursuite de leurs obligations et de leur coopération mutuelle aux termes du traité de l'ANZUS ». Les deux pays « prennent des mesures pour renforcer leur coopération bilatérale (...), leur alliance ».

Enfin, l'Australie, qui s'est jointe aux Etats-Unis pour condamner la politique antinucléaire de la Nouvelle-Zélande, a cependant déclaré qu'elle maintiendrait ses relations militaires avec Wellington, ce dont M. Lange s'est félicité. — (A.F.P., Reuters).

Correspondance

Pour la réunion des familles bulgares d'origine turque

L'ambassade de Turquie à Paris nous adresse une lettre concernant le cas de Ayse Salihova (quinze ans), une jeune fille d'origine turque retenue en Bulgarie depuis 1982, date à laquelle ses parents se sont réfugiés en Turquie.

Selon les informations parvenues à la famille de la jeune fille, les autorités bulgares, dans le cadre de la campagne d'assimilation forcée qu'elles mènent depuis plus d'un an et demi, ont attribué à Ayse Salihova le nom d'Ayda Stoyanova et à sa grand-mère, chez qui elle réside, celui de Hristina Mihaylova (...). Le cas de la jeune fille ainsi que ceux des autres Bulgares d'origine turque, y compris enfants et bébés

retenus en otages, ont fait l'objet de plusieurs démarches de l'ambassade de Turquie à Sofia auprès du ministre bulgare des affaires étrangères pour qu'il leur soit permis de se rendre en Turquie. Lors des dernières négociations consensuelles qui ont eu lieu en 1984 entre la Turquie et la Bulgarie, la partie turque a présenté aux autorités bulgares une liste des enfants retenus en Bulgarie et dont les parents sont en Turquie.

En l'absence de toute réponse des autorités bulgares, les parents de Ayse ont fait une grève de la faim devant le consulat de Bulgarie à Istanbul. Ils ont été hospitalisés au huitième jour.

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : le congrès du Parti national

Le président Botha évoque la possibilité d'une prochaine consultation électorale

Le congrès du Parti national, au pouvoir, s'achève en principe ce mercredi 13 août. Mardi, alors que le président Botha réaffirmait sa volonté de poursuivre la politique des *homelands* — ou *homelands* — l'Assemblée législative du Kwa-Zulu-Natal a rejeté le projet de loi de la province qui devait faire de lui le cinquième *homeland* « indépendant » (le Monde du 12 août). Les autorités sud-africaines n'ont pas réagi mais, de source gouvernementale, on exclut que l'indépendance soit imposée au Kwa-Zulu-Natal.

DURBAN
de notre envoyé spécial

Les électeurs pourraient être appelés aux urnes « beaucoup plus tôt qu'on ne le pense », a annoncé mardi 12 août, à Durban, le président de la République, M. Pieter Botha, lors de son discours d'ouverture du congrès fédéral du Parti national (le Monde du 13 août). Elections générales ou référendum constitutionnel résultant d'un processus de négociations ? Le chef de l'Etat n'en a pas dit plus. Cependant, la décision ne sera pas prise lors du congrès, l'idée sera soumise aux instances provinciales avant d'être adoptée ou rejetée.

La prochaine échéance n'est prévue qu'en 1989. D'ici là, il est à craindre pour le Parti national une progression de la droite et une détérioration de la situation politique et économique qui pourrait coûter cher à la formation au pouvoir. L'avantage d'une consultation anticipée permettrait aux dirigeants du pays de mobiliser l'opinion publique, de rassurer le parti et de rassembler la communauté blanche. Mais le parti n'est pas sans risques non plus en cette période troublée.

Des déclarations d'intention

Avec les députés blancs, les parlementaires noirs et indiens devraient également retourner devant les électeurs. Leur élection, en août 1984, avait été l'amorce des violences qui minent le pays. Ce qui avait été présenté comme une réforme majeure risquerait de se heurter à une plus grande hostilité de ces deux communautés et de rendre plus difficile l'élaboration d'un projet de partage du pouvoir auquel le chef de l'Etat ne cesse de rappeler son attachement.

A ce propos M. Botha n'a fait aucune nouvelle proposition. Il a à peine évoqué la création prochaine du Conseil national, organisme qui serait chargé de mettre au point une formule d'association des Noirs à l'exercice des responsabilités politiques. Il a réaffirmé son intention de poursuivre les réformes, mais n'a fourni aucune précision sur la teneur

de celles qui sont envisagées : il s'est contenté de principes généraux et de déclarations d'intention, rejetant le dialogue avec « les soi-disant prisonniers politiques » et « les soi-disant authentiques leaders ». « Avant d'entamer des négociations avec quelque partie que ce soit, nous devons d'abord déterminer si elles désirent le règlement des problèmes ou si elles veulent simplement nous extorquer des concessions en un laps de temps irréaliste ».

M. Botha estime « ridicule » que les *homelands* indépendants ne soient pas reconnus par la communauté internationale ; il pense étendre ce qu'il appelle la « dévolution du pouvoir », caractérisée d'après lui par la création de ces *homelands*, indépendants ou autonomes, aux townships noirs proches des agglomérations blanches. « Si un Etat comme le Luxembourg peut être indépendant, se demande-t-il, pourquoi les communautés noires proches des villes ne pourraient-elles devenir entièrement autonomes en tant qu'Etat urbain ? ».

Préserver les identités culturelles

« La fragmentation de ce pays suivant les principes de l'apartheid n'est en fait qu'une expression de la vraie démocratie », M. Botha en veut pour preuve les Etats-Unis qui comptent presque huit mille sénateurs et membres d'assemblées législatives, si l'on additionne ceux de tous les Etats fédéraux. Les motifs invoqués par le président de la République sont intangibles : préserver les identités culturelles, assurer la protection des différents groupes, car « la lutte n'est pas entre Noirs et Blancs en Afrique du Sud, elle est idéologique entre les partisans de la liberté et de la stabilité, et ceux qui veulent établir une dictature socialiste d'une petite clique ».

Liberté et stabilité, tel est le thème de ce congrès fédéral qui a

réuni mille six cents délégués. Le chef de l'Etat a rassuré la tendance conservatrice, indiquant que « la négociation ne signifiait pas l'abdication des droits des Blancs à leur patrie ». Il a appelé les congressistes à « rejeter le défaitisme et le doute concernant le futur du pays ».

Estimant que les Sud-Africains ne sont « ni prêts ni meilleurs que le reste du monde », il a critiqué les « vituperations internationales » et rejeté l'« intolérance injuste » de l'Occident. Pour lui, l'explication est simple : « D'un côté vous avez la haine historique des peuples non blancs du monde contre les Blancs d'Europe, de Grande-Bretagne et d'Amérique du Nord, fruit de siècles d'injustice. De l'autre vous avez le sentiment de culpabilité de certains pays occidentaux blancs à l'égard de ces peuples à cause de ce qui s'est passé au cours des siècles. L'Afrique du Sud est en général considérée comme le microcosme du monde. C'est là que le monde industrialisé et le tiers-monde se rencontrent. C'est le pays où la haine historique du tiers-monde et le complexe historique de culpabilité du monde industrialisé s'affrontent dans la vendetta contre l'Afrique du Sud. (...) Le sang de l'agneau du sacrifice est recherché comme la pénitence de siècles d'injustice. Cet agneau du sacrifice, c'est l'Afrique du Sud, et plus simplement le Blanc sud-africain ».

L'Afrique du Sud doit donc expier pour tous les péchés du monde d'après le président de la République, qui parle de « fraude politique du vingtième siècle » et de recherche de bouc émissaire dissimulant de véritables enjeux internationaux. Qu'il s'agisse de cela ou non, nous devons souffrir des sanctions pour préserver la liberté, la justice et l'ordre, non seulement nous survivrons, mais nous en sortirons plus forts ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

TUNISIE

L'université d'été euro-arabe a tenu avec succès sa première session

HAMMAMET
correspondance

L'université d'été euro-arabe, qui a tenu sa première session du 7 juillet au 9 août au Centre culturel international (le Monde du 20-21 juillet), a apporté la preuve que la formule d'une coopération d'« université des deux rives de la Méditerranée », grâce à laquelle elle a fonctionné, est bien une formule d'avenir, à la fois économique et performante.

Au cours de la séance de clôture, le président de l'université, M. Mohamed Aziza, a établi un bilan chiffré : 432 auditeurs inscrits,

dont 250 Tunisiens et 182 étrangers de 22 nationalités différentes, ont participé, cinq semaines durant, aux cours des 43 conférenciers, écrivains et universitaires qui ont effectué des lectures croisées de sujets intéressant l'Europe et le monde arabe. Grâce à la participation d'une vingtaine d'universités qui ont envoyé des conférenciers à Hammamet, l'opération sera revenue au moins de 500 000 francs à la Tunisie, avec des moyens classiques, une somme trois à quatre fois supérieure.

Au nord et au sud de la Méditerranée

La réalisation de la largement retenu l'attention au-delà des frontières de la Tunisie. Plusieurs autres universités, dont celles de Bari, Bâle, Genève, Philadelphie, ont fait part de leur intérêt. Quatre pays européens, dont la France, ont suggéré que l'université d'été se tienne alternativement au nord et au sud de la Méditerranée et proposé de l'accueillir en 1987.

Pour ce qui est du projet de l'université euro-arabe permanente qui devrait voir le jour en Andalousie, conformément à la résolution du Parlement européen de mars 1984, il devrait entrer dans une phase active en octobre prochain. Une commission d'experts composée de six membres (deux Européens, deux Arabes, deux Espagnols) sera alors constituée pour élaborer les grandes lignes du projet, comme l'ont annoncé MM. Juan Lojo, secrétaire d'Etat espagnol aux universités, et Rader Omar al Daf, ambassadeur du Qatar à Madrid, qui suit cette affaire au nom de la Ligue arabe.

Comme l'a constaté M. Amor Chadli, ministre tunisien de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, qui présidait la séance de clôture, cette première session de l'université d'été a été une contribution pour faire sortir de l'ornière le dialogue euro-arabe. Le fait est que, après les apports purement culturels du premier mois, la cinquième semaine a pris une dimension politique avec la participation de représentants de la CEE, de la Ligue arabe, du Conseil de l'Europe et de l'Institut européen des hautes études internationales.

PAUL BALTA.

Asie

INDE : la politique régionale de Rajiv Gandhi

Le Mizoram est devenu le 23^e Etat de l'Union

Le Parlement indien vient d'approuver le projet de loi visant à faire du Mizoram le 23^e Etat de l'Union indienne. La Chambre basse avait approuvé le même texte par 308 voix contre 2. Le Mizoram est peuplé de 500 000 habitants.

NEW-DELHI
de notre correspondant

En Inde, la différence entre un Etat et un territoire n'est pas minime, et il a fallu modifier la Constitution pour que le Mizoram passe de la tutelle administrative du gouvernement central à une assemblée locale élue au suffrage universel dont est issu un gouvernement disposant de pouvoirs étendus. Un deuxième amendement reconnaît la spécificité religieuse et sociale du Mizoram.

Les traits du semi-fédéralisme indien ne devraient pas être bouleversés par des mesures qui concer-

nent environ 0,5 % de la population de l'Inde et qui s'appliquent à un territoire de l'extrême Nord-Est engoncé entre les forêts birmanes et la jungle des monts du Chittawong, au Bangladesh. Pourtant tout confère à ce changement constitutionnel une portée historique.

Mise au pas des extrémistes

Le Mizoram, longtemps simple district de l'Assam, était resté depuis l'indépendance à l'écart du développement. La grande famine de 1959 révéla les passions des ethnies d'origine mongoloïde, en majorité de confession chrétienne. Le Front national Mizo créé alors prit le maquis en 1966, pour vingt ans de guerre civile larvée, ponctuée de tentatives de négociations. Mais, à chaque fois, celles-ci échouèrent sur la question du respect de la Constitution indienne qui ne reconnaît pas le peuple Mizo.

L'arrivée au pouvoir de M. Rajiv Gandhi, en décembre 1984, change

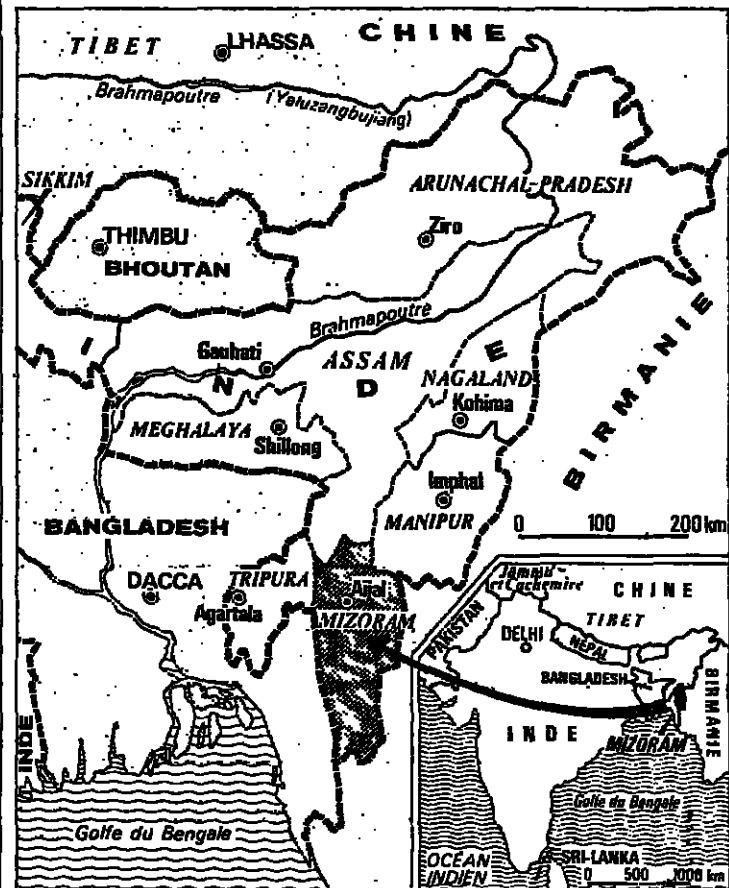
bien des choses. Signé le 30 juin, l'accord sur le Mizoram est d'ailleurs le troisième du genre, après celui du Pendjab passé avec les leaders sikhs, et celui de l'Assam mettant fin à l'agitation de l'AGP (Confédération du peuple assamais) aujourd'hui au pouvoir. A chaque fois, le processus est identique et comporte deux volets : d'une part, New-Delhi concède des droits à la communauté dominante d'un Etat en échange de la réaffirmation de l'intégrité de l'Union et d'une mise au pas des extrémistes. D'autre part, le Parti du Congrès « I », au pouvoir, accepte de s'effacer derrière le Parti régional. « Face aux crises régionales, Rajiv Gandhi (...) par touches successives accente la fédération et atténue la force du parti du Congrès placé au cœur de l'équilibre politique indien depuis quatre décennies », remarque un professeur de sciences politiques.

Avec le Mizoram, la portée de l'accord est amplifiée par la géopolitique. Il y a un an encore, les « sept Cours du Nord-Est » ressemblaient à un appendice gangrené dont on se demandait bien s'il appartenait vraiment à l'Union indienne (1). Les accords du Mizoram et de l'Assam pourraient renverser la situation. Les insurgés du Tripura devraient être l'objet, avec le Nagaland et le Manipur, d'une nouvelle offensive politique de New-Delhi.

Ces règlements internes sont d'autant plus urgents qu'ils conditionnent la diplomatie indienne dans cette région. L'amélioration des relations avec le Bangladesh et avec la Chine dépend pour beaucoup d'un contrôle des frontières communes à ces pays, véritable passeoire à double sens pour les rebelles et les brigands. Cela étant, la situation dans la région n'est pas exempte de grincements. Ils coïncident même avec la révolte des Gorkhas de Darjeeling (13 morts, le 31 juillet) dont le leader, Subhash Ghising, vient de prendre le maquis au nom de l'indépendance du Gorkhaland. Enfin, les Bengalis de l'Assam confinés dans le Cachar, district frontalier du Mizoram, vivent sous le couvre-feu depuis des affrontements survenus également à la fin du mois de juillet.

(Interim.)

(1) On appelle ainsi les sept Etats du Nord-Est qui regroupent l'Assam, l'Arunachal Pradesh, le Meghalaya, le Tripura, le Mizoram, le Manipur et le Nagaland.



A TRAVERS LE MONDE

Brésil

Les autorités démentent vouloir fabriquer une bombe atomique

Rio-de-Janeiro. — Le Brésil ne possède pas la technologie nécessaire pour la réalisation d'essais visant à la fabrication d'une bombe atomique, a affirmé mardi 12 août à Rio, le président de la Commission nationale de l'énergie nucléaire, M. Nazare. Il a également réitéré les démentis officiels apportés ces derniers jours par les autorités aux affirmations d'un quotidien, le *Folha de São Paulo*, selon lesquelles une base militaire secrète située en pleine forêt amazonienne pourrait servir de centre d'essais nucléaires. Deux journalistes du quotidien ont été interpellés dimanche à proximité de cette base (le Monde du 13 août).

Le Brésil ne réalise aucun programme nucléaire à des fins militaires, a affirmé M. Nazare. L'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), dont le siège se trouve à Vienne, « sait que le Brésil ne possède pas d'usine d'enrichissement de l'uranium et de plus, possédant un inventaire de tous les matériaux nucléaires que nous importons, elle aurait déjà détecté l'existence d'une quelconque activité anormale », a-t-il ajouté. — (AFP.)

Irlande du Nord

La police aux prises avec les deux communautés à Londonderry

Londonderry. — Vingt-cinq personnes, dont vingt policiers, ont été blessés, mardi 12 août, lors d'incidents à Londonderry, au nord de l'Irlande. Les forces de l'ordre ont été prises à parti, lors d'affrontements séparés, par des manifestants protestant et des catholiques.

Pakistan

Plusieurs centaines d'opposants arrêtés

Karachi (AFP, Reuters). — Plusieurs centaines d'opposants ont été arrêtés, ce mercredi 13 août, au Pakistan et le leader de l'opposition, M. Benazir Bhutto, a été empêchée de quitter Karachi pour participer à une manifestation dans le Pendjab (est du pays), a-t-on appris de sources proches de l'opposition.

Il s'agit des premières mesures sévères prises contre l'opposition depuis la levée de la loi martiale le 30 décembre 1985. La police a empêché M. Bhutto, fille de l'ancien premier ministre Ali Bhutto, de s'envoler pour Faisalabad (est du pays), d'où, après une marche de 120 kilomètres, elle devait rejoindre Lahore où les dix partis composant le Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD) avaient organisé un rassemblement à l'occasion de la fête nationale de l'indépendance jeudi. Toujours selon l'opposition, la police a ordonné à M. Bhutto de ne pas quitter Karachi

pendant cinq jours et plusieurs responsables du MRD ont été emprisonnés ou placés en résidence surveillée. Les autorités avaient interdit toute manifestation à l'occasion de la fête nationale.

Soudan

Echec des pourparlers d'Addis-Abeba

Addis-Abeba. — Les pourparlers qui se déroulaient depuis huit jours entre représentants du gouvernement de Khartoum et rebelles du sud du Soudan se sont achevés mardi 12 août sans aucun accord en vue. Le point sur lequel ces dernières conversations ont échoué porte sur la Constitution qui devrait être en vigueur dans l'attente d'un règlement définitif de la rébellion. Le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) réclame le retour à la Constitution de l'indépendance de 1958, amendée en 1964. Mais les membres de l'Alliance nationale, une coalition de partis ayant participé à la lutte contre le régime du président Nemeiry, attendent maintenant en vigueur la Constitution provisoire de 1985 jusqu'à ce que le conflit du Sud soit réglé.

Dans un communiqué, le MPLS réclame de nouveau l'abolition de la charia (loi islamique). Le premier ministre Sadek Al Mahdi, sans approuver la charia, est seulement prêt à l'édulcorer pour ne pas mécontenter certains musulmans du Nord. Le MPLS ajoute qu'il ne consentira à un cessez-le-feu que si Khartoum respecte les clauses de l'accord de Koka-Dam, signé par les deux parties en mars, et qui prévoit, outre l'abolition de la charia, la dénationalisation des traités de défense avec l'Egypte et la Libye, et la levée de l'état d'urgence. L'Oumma, la parti de Mahdi, membre de l'Alliance, a exprimé des réserves sur l'accord de Koka-Dam, et Mahdi n'a pris aucune mesure en vue de les appliquer depuis son arrivée au pouvoir en mai. Selon le communiqué du MPLS, les deux parties ont cependant consenti à poursuivre le dialogue. — (Reuters.)

CEPES
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 - 47.45.08.19
préparation intensive en septembre au **CFPA** centre formation professionnelle avocat

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AOUT 1986 DE

EL BADIL

- ALGÉRIE : LA LUTTE POUR LA SUCCESSION DE CHADLI A-T-ELLE COMMENCÉ ?
- DOSSIER : LES DROITS DE L'HOMME EN ALGÉRIE
- L'ISLAM ET LA VIOLENCE DANS LA VISION DE L'OCCIDENT
- TUNISIE : LA BOURGEOISIE AUX ABOIS GOUVERNÉE PAR UNE MOMIE
- ÉMIGRATION : LA DÉRIVE SÉCURITAIRE

Et ses chroniques habituelles sur l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie, les problèmes du développement... et sur l'émigration.

Deux éditions mensuelles (une en langue française, une en langue arabe). En vente dans tous les kiosques. Prix : 12 F. Spécimen sur demande à :

Abonnement à « EL BADIL »

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Pour chacune des 2 revues :

- ☐ 6 mois 65 FF
- ☐ 1 an 110 FF
- ☐ Soutien 500 FF et plus

- Choix :
- ☐ en français
- ☐ en arabe

Ecrire à : « EL BADIL », BP 253, 93511 MONTREUIL CEDEX (France)

Proche-Orient

La polémique sur le soutien à Paris d'une thèse par le général Tlass

« C'est un faux procès », nous déclare le ministre syrien de la défense

Après l'avertissement adressé aux responsables français par le Centre Simon-Wiesenthal sur le danger de « légitimation » que représenterait le soutien à la Sorbonne d'une thèse par le général Tlass, le ministre syrien de la défense nous a précisé le sujet de sa thèse et a répondu aux accusations du Centre. Le ministre syrien s'explique aussi sur la situation au Liban et dans le monde arabe.

Le Centre Simon-Wiesenthal ne met pas en cause le sujet de cette thèse mais un livre du ministre syrien, les Matzah de Sion, qui raconte l'assassinat à Damas du dix-neuvième siècle de deux chrétiens dont le sang aurait prétendument été utilisé pour préparer le pain azyme de la Pâque juive.

« Mon livre parle d'un incident qui a eu lieu en 1840, explique le général Tlass, et pour lequel les archives historiques font foi. Tout ce que j'ai écrit dans cet ouvrage l'a été sur la base de documents que l'on peut consulter, notamment à l'université américaine de Beyrouth. Certains sont en français. C'est un faux procès. D'ailleurs ce livre a été publié il y a cinq ans. Pourquoi en parle-t-on maintenant ? Mais cette campagne a été utile et, puisque l'on fait de la publicité à ce livre, je vais le faire traduire ».

Fermeture de deux publications palestiniennes à Jérusalem. — Les autorités israéliennes ont ordonné mardi 12 août la fermeture définitive des deux publications palestiniennes, le quotidien Al-Mithaq et l'hebdomadaire Al Ahd, paraissant à Jérusalem-Est. Les autorités israéliennes ont accusé le quotidien de l'hebdomadaire d'être financé par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache.

Il y a près d'un mois le quotidien Al-Mithaq avait été menacé de fermeture. L'Association des journalistes israéliens de Jérusalem était alors intervenue auprès du ministre de l'Intérieur pour solliciter la suspension de toute mesure dirigée contre ce journal. — (AFP).

diro dans toutes les langues vivantes.

— Pouvez-vous nous préciser le sujet exact de votre thèse et quel vous la soutenez ?

— Ma thèse pour l'obtention d'un doctorat en paléontologie porte sur « la méthode stratégique du général Jonkov ». Je la soutiendrai en juillet 1987, en français, à la Sorbonne, devant un jury présidé par M. Charles Zorgbibe.

— A propos de la situation au Liban, le plan de pacification de Beyrouth-Ouest avec la participation de troupes syennes sera-t-il étendu à Beyrouth-Est ?

— Pourquoi pas, si le gouvernement libanais nous le demande.

— Qu'est-ce pour vous le gouvernement libanais ?

— Le gouvernement national représenté par M. Rachid Karamé, Nabih Berri, Walid Joumblatt, le ministre de l'Intérieur (M. Racy, grand frère de l'ancien président Sleiman Frangie).

La rupture entre les présidents Assad et Gemayel

— Et le président Assad ?

— Entre le président Assad et le président Gemayel, c'est la rupture. Le président Assad n'a jamais laissé tomber un ami sans s'en être rendu compte. C'est le président Gemayel qui l'a voulu. S'il change d'avis maintenant, c'est son affaire. Il reconnaît ses erreurs parce qu'il est isolé. Mais pourquoi voulez-vous qu'on lui donne un coup de main. Nous préférons appuyer le gouvernement national libanais.

— L'entrée des forces syennes dans la banlieue sud de Beyrouth peut-elle faciliter la libération des otages ?

— La Syrie continuera à exercer des efforts sérieux pour cette libération. Tout est dans la main de nos réussites. Notre entrée dans la banlieue sud est très positive et peut être utile à cette libération.

— Comment expliquer-vous que la Syrie, qui contrôle une grande

partie du Liban, n'ait jamais pu agir plus efficacement dans cette affaire ?

— Si nous savions exactement où ils se trouvent, nous pourrions agir différemment. C'est vrai, nous sommes présents, mais cela ne veut pas dire que nous sommes partout.

— Quels sont aujourd'hui vos rapports avec les hezbollahs ?

— La Syrie est contre le fanatisme religieux en général, d'où qu'il vienne. L'extrémisme est insupportable. Nous défendons une ligne nationale arabe.

— Comment expliquez-vous alors votre soutien à l'Irak contre l'Iran ?

— Le président Assad a, dès le début, dit qu'il fallait finir cette guerre. C'était plus facile au commencement. La position syrienne de médiation de l'agression a empêché que cette guerre ne se transforme en conflit arabo-persan. C'est grâce à la Syrie que l'Iran n'a pas envahi le pays du Golfe. Nous n'avons pas intérêt à mobiliser les Perses contre nous. Un seul ennemi, Israël, suffit. Les Perses sont nos voisins et notre profond ennemi stratégique. Pourquoi les transformer en ennemis ?

— Après une période de tension, où en sont vos rapports avec l'Iran ?

— Nos relations sont bonnes. Elles l'étaient auparavant, elles le resteront. Mais nous sommes deux États. Nous avons des points de vue indélébiles. Toutefois, une vraie amitié nous lie. C'est comme avec la France, cela ne veut pas dire que nous nous entendons sur tous les points de vue.

— Depuis quelques mois, on évoque de plus en plus souvent la menace d'une guerre israélo-syrienne. Celle-ci serait d'ailleurs plus dangereuse que l'attaque israélienne de l'été 1982. Pourquoi ?

— Cela me permet de dire qu'une guerre contre la Syrie serait maintenant coûteuse et difficile. Nous ne sommes pas inquiets, nous n'avons pas peur d'une attaque israélienne, mais nous sommes prêts à toute éventualité.

Propos recueillis par FRANÇOIS CHAPPAUX.

Le raid irakien contre le terminal de Sirri

La capacité d'exportation pétrolière de l'Iran risque d'être affectée

Les prix du pétrole ont de nouveau augmenté, le 12 août, après l'annonce du raid irakien contre le terminal pétrolier iranien de Sirri et la confirmation par les Lloyds de Londres que trois pétroliers au moins avaient été touchés. Le brut de référence aux États-Unis, le West Texas Intermediate, a gagné plus de 20 cents, atteignant 15,40 dollars le baril pour livraison en septembre, tandis que le brut de mer du Nord a augmenté de 13,90 dollars le baril à Londres, en hausse de 57 cents. C'est la première fois, depuis plus d'un an, que les milieux pétroliers réagissent à une nouvelle sur la guerre du Golfe.

Il est vrai que le terminal pétrolier de Sirri est devenu déterminant pour la République islamique. Les bombardements incessants sur l'île de Kharg, naguère port d'exportation pétrolière, ont amené les autorités de Téhéran à développer, début 1985, leurs capacités d'exportation à partir de l'île de Sirri, proche du détroit d'Ormuz et de Dabai, à quelque 700 kilomètres au sud des côtes irakiennes. Les Iraniens ont ajouté aux capacités existantes sur l'île — quelques dizaines de milliers de barils — plusieurs pétroliers géants utilisés comme réservoirs flottants. Ceux-ci sont alimentés, depuis Kharg, par une navette de petits pétroliers affrétés par la République islamique et dont plusieurs ont été touchés par l'aviation irakienne.

Si des avions avaient survolé le terminal de Sirri, il y a deux semaines, celui-ci n'aurait encore jamais été l'objet d'un bombardement et était, jusqu'à présent, considéré comme hors du rayon d'action de l'aviation irakienne. La revue de défense nationale britannique Jane's a fourni une explication à l'attaque le jour même où elle s'est produite. Dans son numéro de mardi, selon l'AFP de Londres, la revue indiquait que les Mirage F-1 de l'armée de l'air irakienne pouvaient désormais être ravitaillés en vol grâce à l'achat à l'URSS d'avions de transport AN 12 CUB spécialement modifiés pour la circonstance.

Après la destruction, jeudi dernier, de nombreux quais de l'île de Kharg (mais le principal, Sealand, est intacte), l'attaque sur le

terminal de Sirri, qui, selon les Lloyds, pourrait être abandonnée, risque d'affecter les capacités d'exportation de l'Iran. La République islamique dispose bien d'un autre port, moins exposé, dans le détroit d'Ormuz, près de l'île de Larak, à environ 250 kilomètres à l'est de Sirri. Si l'Iran n'est pas encore en mesure de construire un oléoduc, il faudra de nombreux mois avant que celui-ci ne permette l'exportation du pétrole iranien par le port d'Alexandrette.

En vertu de l'accord intervenu à l'OCPEP le 5 juin, l'Iran peut exporter 2,3 millions de barils par jour (115 millions de tonnes par an).

Un « avertissement » de Bagdad aux dirigeants de Téhéran

L'Irak ne recourra pas au bombardement de zones civiles en Iran, en riposte au tir de la missile iranien, mardi sur la capitale irakienne, « qui n'a pas provoqué de pertes humaines ou matérielles », a indiqué mardi après-midi 12 août Radio-Bagdad. Se référant au bombardement du terminal de Sirri, la radio a précisé que l'Irak continuera à porter des « coups violents » à l'aide de son aviation aux objectifs économiques vitaux en Iran au cas où ce dernier poursuivrait ses bombardements des zones civiles en Irak.

Le raid contre les installations de Sirri doit être considéré comme un avertissement aux gouvernements de Téhéran pour qu'ils mettent un terme à leurs bombardements lâchés de zones civiles en Irak.

L'Irak de son côté a menacé de détruire « toutes les installations vitales » de l'Iran si ce pays continue à attaquer des objectifs civils irakiens.

Un communiqué de l'état-major iranien d'informations sur la guerre, indique toutefois que Téhéran est disposé « à arrêter ses représailles au cas où Bagdad cesserait de bombarder des zones non militaires en Iran ».

actuels, n'en est pas moins, selon la revue Jane's, elle aussi désormais à portée des Mirage F-1 irakiens. Or, en dehors de cela, l'Iran dispose de deux bouées (moins faciles à attaquer), plus au sud dans le détroit d'Ormuz. Et si Téhéran a signé, récemment, un accord avec la Turquie pour la construction d'un oléoduc, il faudra de nombreux mois avant que celui-ci ne permette l'exportation du pétrole iranien par le port d'Alexandrette.

En vertu de l'accord intervenu à l'OCPEP le 5 juin, l'Iran peut exporter 2,3 millions de barils par jour (115 millions de tonnes par an).

Le communiqué souligne par ailleurs que le tir de missile mardi matin contre la raffinerie de Al-Dowra « a prouvé que l'Iran est capable d'une riposte vigoureuse » et « a découragé l'Irak de commettre de nouveaux crimes ».

Selon ce texte, le choix de l'objectif et de l'heure de tir prouve que « l'Iran ne veut ni frapper un objectif non militaire ni blesser des civils irakiens » et n'a « jamais pris l'initiative des attaques contre des cibles résidentielles, industrielles et économiques, se contentant de riposter » à l'Irak.

A Londres, les services des assurances londoniens Lloyd's indiquent que le raid sur le terminal pétrolier iranien de Sirri, a fait au moins cinq morts et trois disparus. Trois pétroliers, l'Azarab (iranien), le Ventura (britannique) et le Kleia (chypriote), ont été touchés lors de l'opération, selon les Lloyds dont les informations ont été corroborées par des sources maritimes à Manama.

Les trois hommes d'équipage manquant appartenant au « Kleia » selon les Lloyds qui ont précisé qu'au moins cinq corps avaient été repêchés. — (AFP).

Dix-huit Casques bleus français blessés au Liban du Sud

Paris est vivement préoccupé

(Suite de la première page.)

Selon un haut responsable de la FINUL, qui a requis l'anonymat, « un milicien a mis le canon de son arme sur la gorge d'un soldat français », puis la voiture a tenté de forcer le barrage. Les soldats français ont alors ouvert le feu, tuant deux miliciens dont le responsable d'Amal pour le village de Maarak.

Aussitôt, des miliciens d'Amal sont arrivés des villages environnants et ont encerclé la position française d'Abbasieh et Toura ainsi que le QG du contingent à Maarak, les tenant sous un feu nourri de roquettes, mortiers, mitrailleuses, minartilles et grenades.

Rapidement, le mouvement Amal, du moins sa direction, a pris le parti de circonvenir l'incident et c'est sous la protection d'une escouade de ses miliciens et de soldats de l'armée libanaise — qui, au Sud, est dans la mouvance de la milice chiite — que les premiers blessés ont été évacués mardi matin par des ambulances de la Croix-Rouge. Mais les ambulances sont tombées dans une embuscade dans la zone tenue par le contingent fidjien qui a dû intervenir et ouvrir le feu pour les dégager et leur permettre d'atteindre le QG de la FINUL à Nakoura. Dix autres blessés ont été évacués après l'arrêt des combats, d'abord par la route jusqu'à la position française de Jouaya, puis par hélicoptères jusqu'à Nakoura.

Le souci d'Amal de ne pas entamer une épreuve de force avec la FINUL en général et le contingent français en particulier, en dépit de l'engagement de ses hommes sur le terrain, a été patent tout au long de l'incident.

Effort de conciliation

De Damas où il se trouvait, le chef de la milice chiite, M. Nabih Berri, a dépêché une délégation de conciliation, ayant à sa tête le mufti de sa communauté, le cheikh Abdel Amine Kabalet et appuyée par une force de cent vingt miliciens. Il a déclaré : « Malgré la gravité et l'ampleur du regrettable incident (...), je tiens à rappeler notre position ferme et constante concernant la résolution 425 des Nations unies et la FINUL et ce qui en découle, le soutien (...) absolu de notre parti à l'égard des forces internationales au Liban sud dont la présence fait partie de notre lutte contre Israël (...). Je demande ins-

tamment à tous les membres d'Amal (...) de dépasser leur douleur et de ne pas oublier qu'Israël est leur ennemi et qu'Israël a coutume de pêcher en eau trouble comme il l'a fait à l'occasion du présent incident en dépêchant navires et avions ».

M. Berri n'est pas seul à adopter cette position modérée. A l'exception des extrémistes du « Hezbollah », nombre de dirigeants chiites se sont employés à minimiser l'incident et à le circonvenir par le biais d'une commission conjointe Amal-FINUL à laquelle participerait le CKCR et en rejetant la responsabilité sur des « agents » au sein du contingent français : M. Daoud Daoud, chef local et homme fort d'Amal au Sud, a ainsi accusé le « Mossad israélien d'avoir planifié l'incident ».

Amal n'a aucun intérêt à une remise en question de la FINUL. Il y a quatre mois, le 17 avril dernier, Amal organisait une manifestation au Liban du Sud pour demander le maintien du contingent français de la FINUL, au moment où l'ONU se prononçait sur le renouvellement de son mandat.

Le retour de l'ambassadeur de France

Revenu précipitamment à Beyrouth, l'ambassadeur de France, M. Christian Graft, devait rencontrer, ce mercredi, le président de la République, M. Amine Gemayel, lequel n'en peut mais, n'ayant aucune prise sur ce qui se passe au Sud. La France a déjà décidé de réduire de moitié sa participation à la FINUL en retirant son bataillon logistique et en maintenant son bataillon opérationnel, celui précisément qui se trouve actuellement dans le collimateur. La relève avait été cependant trouvée en Suède. Malgré leur gravité, les événements des deux derniers jours ne devraient pas torpiller la solution élaborée pour la prochaine échéance de la FINUL, le mois prochain.

Néanmoins, comme jadis avec les Palestiniens, la FINUL se retrouve en situation conflictuelle avec les combattants libanais du Sud y compris ceux d'Amal. C'est indéniable, dès lors que ceux-ci mènent des opérations de résistance contre Israël dans la bande frontalière sous le contrôle de l'Etat hébreu et sont donc amenés à traverser en armes le territoire sous autorité onusienne.

LUCIEN GEORGE.

La FINUL: 6 000 hommes en mission périlleuse

La Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) — prise de 8 000 hommes, dont 1 000 Français — a toujours été en butte aux attaques des milices locales, libanaises pro-irakiennes ou palestiniennes. Chargée par le Conseil de sécurité, en mars 1978, de superviser le retrait total de l'armée israélienne après sa première invasion et d'aider le gouvernement libanais à tenter de rétablir son autorité dans le Liban du Sud, cette force s'est toujours trouvée entre le marteau et l'enclume. Elle a perdu, depuis, 126 hommes, dont 18 Français. Cependant, à la demande de presque toutes les parties concernées, son mandat a été renouvelé en avril dernier, avec même, pour la première fois, le soutien de l'URSS et du bloc soviétique.

Les Palestiniens devraient prochainement participer au contingent de la FINUL.

Equipés d'armes légères et ayant l'ordre de n'ouvrir le feu que pour riposter, les « casques bleus » ont dû laisser passer les colonnes de chars et de camions israéliens qui envahissaient le Liban en 1982. Sous l'occupation, la FINUL était mal vue de l'armée israélienne, dont elle gênait les opérations de représailles lorsque la résistance devenait active dans sa zone, en 1985. De même, le fait qu'elle interceptait des commandes de résistants armés ou désamorçait leurs bombes créait des tensions avec la population locale. Mais ses rapports avec le mouvement chiite Amal, qui tient notamment la région de Tyr (80 kilomètres au sud de Beyrouth), restaient bons. En revanche, l'armée du Liban du Sud du général Antoine Lahad, milice pro-irakienne, harcelait les « casques bleus ».

En juin 1985, lors de l'incident le plus spectaculaire, elle a pris en otage pendant quatre jours, vingt-quatre soldats finlandais.

Le contingent français

Le contingent français, particulièrement déstabilisé dans son opposition aux opérations israéliennes, est longtemps resté en bons termes avec la population

chita. Le 17 avril 1986, Amal organisait une manifestation au Liban du Sud pour demander le maintien du contingent français de la FINUL. Paris avait alors annoncé que la France ne voulait pas assurer seule la logistique de la FINUL. Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, précisait, en juin, que la France entendait maintenir ses forces opérationnelles dans la FINUL, mais soulignait que soient remplacés (par d'autres pays) une partie de ses hommes assurant des fonctions logistiques au sein de cette force. Aucune décision n'a encore été prise.

Voici les principaux incidents dont le contingent français a été victime depuis 1978 :

— 2 mai 1978 : au cours d'affrontements dans la région de Tyr entre « casques bleus » français et Palestiniens du « Front populaire », deux Français sont tués et neuf blessés, dont le commandant du contingent français, le colonel Jean Salvan ;

— 29 mars 1979 : un soldat du bataillon logistique français de la FINUL est tué et deux autres sont blessés, près de Nakoura au Liban du Sud, à la suite de tirs déclenchés par les milices chiennes contre le poste de ce bataillon et le quartier général des « casques bleus » situés à proximité ;

— 13 avril 1979 : le commandant Christian Jamain, commandant en second du bataillon logistique français de la FINUL, circulant lors d'une permission à bord d'un véhicule de la FINUL, est tué par une rafale de balles dans la montagne au sud de Beyrouth, à plus de 150 kilomètres du théâtre d'opérations de la force intermédiaire ;

— 3 septembre 1982 : le lieutenant-colonel Jean Bizeul, affecté au soutien logistique de la FINUL, est tué par un tir isolé alors qu'il effectuait une mission de reconnaissance au quartier général de la force intermédiaire, situé dans la banlieue sud de Beyrouth.

Plusieurs autres soldats sont morts dans des explosions de mines ou en tentant de désamorcer des engins. — (AFP).

● La pilote du président du Parlement se réfugie à Bagdad. — Le pilote iranien d'un Fokker Falcon gouvernemental s'est réfugié en Irak mardi 12 avril, et a appelé à renverser le régime de Téhéran. Le capitaine Ali Akbar Mohammadi, trente-cinq ans, a précisé qu'il travaillait pour la compagnie aérienne iranienne Asman et qu'il était le pilote particulier du président du Parlement, M. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani. Il a indiqué que son épouse et son fils se trouvaient déjà à Bagdad, mais n'a pas dit quand et comment ils étaient arrivés. — (Reuters).

Apprenez l'ITALIEN en vacances en TOSCANE Séjours linguistiques à Florence et à la mer

- Cours le matin ;
- Leçons d'information socio-culturelle l'après-midi ;
- Visites guidées.

Hébergement en famille d'accueil ou à l'hôtel.

Inscriptions et renseignements : CENTRE SCONE 27, rue Paradis 00122 FLORENCE Tél. : 1938 (060) 20300 Roma, Novelle FRONTIERES 167, bd du Montparnasse 75014 PARIS. Tél. : 43-22-98-28

L'EVENEMENT

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

VOUS BRONZEZ ? LA PLANETE BRULE !

L'INDISPENSABLE ENQUETE SUR L'ETAT DU MONDE EN 1986

Les reportages de nos envoyés spéciaux en Indonésie, aux Philippines, en Egypte, au Mexique, en Argentine et dans les autres pays où ça va exploser.

MEME LE 15 AOUT il ne faut pas manquer L'EVENEMENT DU JEUDI

Politique

La loi sur la liberté de communication est définitivement adoptée

M. François Léotard en a enfin terminé : son projet de loi a été définitivement adopté par le Parlement, mercredi 13 août à l'aube. L'Assemblée nationale puis le Sénat

Les députés auraient dû être satisfaits de cette victoire ministérielle. Si ce fut bien le cas du rapporteur M. Michel Péricard (RPR, Yvelines) et de M. Jacques Baumel (RPR, Haute-Loire), les autres orateurs manifestèrent quelques regrets. Très fortement, bien entendu, M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) s'inquiéta particulièrement de l'équilibre économique du secteur des médias après cette réforme, craignant que les garanties de recettes publicitaires au secteur public soient tout à la fois insuffisantes pour celui-ci, et que leur limitation ne suffise pas à préserver l'équilibre de la presse écrite.

Curieusement, M. Alain Lamas-soure (UDF, Pyrénées-Atlantiques), s'il félicita M. Léotard pour son texte, manifesta le même genre de soucis. De plus il demanda, à nouveau, une accélération de la mise en œuvre de « libéralisme » dans l'audiovisuel et les télécommunications. Ce qui permit au ministre, en lui répondant, de se placer dans la situation de Jean le Bon à la bataille de Poitiers : « Père, gardez-vous à gauche, père, gardez-vous à droite ».

La contestation la plus sévère vint de M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). Ce proche de M. Raymond Barre n'acceptait pas qu'une partie du mécanisme anticoncentration, qu'il avait mis au point et fait accepter par le gouvernement lors de l'examen du texte par l'Assemblée en première lecture, n'ait pas été retenue par la commission mixte paritaire. Le député UDF avait alors obtenu que la commission nationale

ont en effet approuvé le texte mis au point la veille par la commission mixte paritaire. Mais le ministre de la culture et de la communication a tenu à faire modifier celui-ci

de la communication et des libertés lorsqu'elle accorderait une autorisation d'émission à une radio ou à une télévision privée, comme dans le choix de l'acheteur de TF 1, aurait à tenir compte dans ses analyses d'éventuels « abus de position dominante ».

Les membres de la CMP, dont ne faisait pas partie M. d'Aubert, assurèrent que cette disparition ne s'expliquait que par un souci de clarté et de cohésion rédactionnelle. Il faut toutefois remarquer que la suppression de cette précision peut arranger le groupe Hersant.

La « tolérance » du Sénat

Ne pouvant pas, constitutionnellement, déposer lui-même un amendement, il demanda à M. Léotard de le faire. Celui-ci refusa, en avançant une raison de forme, mais aussi en faisant remarquer que « le perfectionnement dans la lutte contre la concentration conduisait en fait à l'impuissance ». Après avoir évoqué, en privé, la possibilité d'un mouvement d'humeur lors du vote des députés barriéristes, M. d'Aubert dut bien convenir que la solidarité majoritaire ne le lui permettait pas. D'autant que le gouvernement avait pris ses précautions en demandant un vote bloqué sur ses amendements joints à l'ensemble du texte. Celui-ci fut ainsi voté par le RPR, l'UDF et le FN, alors que le PS et le PC votèrent contre.

Autre Assemblée, autre mécontentement. Le Sénat ne tolère pas

facilement, selon le mot véridique de M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort), la moindre remise en cause des accords élaborés en CMP. Il y était d'autant moins explicite cette fois-ci que les ultimes interventions gouvernementales constituaient, en fait, à peu près autant de refus de prendre en considération des desiderata des sénateurs.

Pour avoir méconnu ou transgressé cette tradition, le ministre de la culture et de la communication s'est vu infliger un ultime baroud de retardement au palais du Luxembourg. Le règlement du Sénat oblige ses membres à se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du texte tel qu'amendé à l'Assemblée nationale. Il n'y avait donc guère de risque que la droite sénatoriale puisse traduire dans un quelconque scrutin sa mauvaise humeur. Lui restait alors la tactique qu'elle avait déjà utilisée tout au long de la première lecture : laisser la gauche dérouler une dernière fois interminablement l'écheveau de ses critiques sur de nombreux articles du projet.

L'humeur grinçante de M. Michel Dreyfus-Schmidt fut une fois encore mise largement à contribution. Humour aussi, mais au second degré, sur les bancs de la majorité, quand M. André Diligent (Un. centr. Nord) s'interrogea sur les responsables des « propos de gazettes, bruits de sous-couloirs » qui avaient fait état d'un « complot personnel » contre le secrétaire général du PR : « barriéristes souterrains, giscardiens déguisés RPR en goguettes ».

Le sourire n'était pas de mise en revanche, lorsque M. Diligent, toujours, lança « un SOS-démocratie » à propos de l'indispensable contrôle de la transparence du financement des partis, rendu d'autant plus nécessaire qu'ils sont maintenant autorisés à faire de la publicité à la télévision et donc invités à ratisser encore plus d'argent.

Hors même de ces propos, les réticences de la majorité se manifestèrent dans les décisions de la commission spéciale. Sur les six amendements du gouvernement, elle en accepta trois sans barguer, un quatrième du bout des lèvres, et en refusa deux très nettement. Expression symbolique d'un agacement dont aucune trace ne pouvait subsister dans l'unique vote final : 204 voix contre 101.

Les réactions

● La CFDT : la loi Léotard « fragilise et déstabilise le secteur audiovisuel, notamment en matière de création et de production », déclare, dans un communiqué publié à l'issue du vote, le syndicat CFDT. Les « déclarations » en matière de communication exigent, ajoute-t-il, « autre chose qu'une privatisation de TF 1, refusée par 60 % des Français et imposée au nom d'une idéologie (...) ». L'horizon est sombre pour assurer le financement du service public de l'audiovisuel du fait du plafonnement des recettes publicitaires et la diminution sensible des rentrées de la redevance ».

La CFDT dénonce également « les menaces qui pèsent sur Radio-France, l'INA, la SFP, les télécommunications », ainsi que la suppression du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA). Enfin, elle affirme qu'il ne saurait être question pour elle « d'accepter la restriction d'une liberté essentielle comme le droit de grève des personnels des sociétés publiques de l'audiovisuel, introduite au dernier moment, à la majorité de l'Assemblée nationale ».

● Restreindre les libertés syndicales assure mal d'une politique prétendant libérer la communication », conclut le syndicat.

● RFI : Les journalistes de Radio-France internationale ont enregistré « avec satisfaction » l'arbitrage prévoyant que leur futur PDG serait choisi par la CNCL parmi les quatre administrateurs de RFI désignés par l'Etat. « Cependant, précise un communiqué des journalistes de la radio, la rédaction de RFI ne saurait oublier les campagnes de dénigrement dont elle a été l'objet ces derniers temps. Conscients de représenter la diversité française auprès de dizaines de millions d'auditeurs à l'étranger, les journalistes de RFI ne se résigneront pas à devenir des fonctionnaires ».

● Le Syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes (SIRTI), qui regroupe de nombreuses radios à vocation commerciale, se déclare « à 70 % satisfait d'une loi réaliste et à philosophie libérale ». Il compte sur la CNCL « pour faire preuve enfin de lucidité et d'efficacité pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés actuellement plusieurs centaines de radios locales », mais juge les dispositions de la loi concernant les radios « trop succinctes » et « regrette que la radio ait été traitée comme un média mineur face à la télévision ».

l'audiovisuel vient d'être adopté par l'Assemblée nationale. En revanche, selon le sondage Gallup-Faits et opinions réalisé du 9 au 12 juillet auprès de 810 personnes, qui paraît dans l'Express, 36 % ont une « mauvaise opinion » de l'action du ministre de la culture et de la communication, 13 % ne se prononcent pas.

Les ultimes modifications

Les six amendements introduits par le gouvernement dans le projet, après les travaux de la commission mixte paritaire, apportent à la loi sur la liberté de communication les ultimes modifications suivantes :

— BUDGET DE LA CNCL (art. 7) : « Les crédits nécessaires à l'accomplissement des missions de la commission sont inscrits au budget général de l'Etat ».

Il n'était pas possible, selon le gouvernement, sous peine d'inconstitutionnalité et en dérogation totale aux règles en vigueur de laisser la CNCL fixer elle-même le montant de ses crédits de fonctionnement. Le système retenu est celui qui est appliqué pour les autorités administratives indépendantes, telles que le médiateur.

— RECETTES PUBLICITAIRES DES CHAINES PUBLICAIRES (art. 55). Le Parlement « approuve (...) le montant du produit annuel des recettes provenant de la publicité de marques. Ces recettes seront plafonnées à compter de 1987 et pour les deux années suivantes ».

Le gouvernement refuse la « rigidité excessive » que constituerait la « répartition » entre sociétés nationales de programmes du produit de la publicité (thèse du Sénat et de la commission mixte paritaire).

Pour le plafonnement des recettes, retour au calendrier du gouvernement : trois ans à partir de 1987. (M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée, avait souhaité la limitation à un an de plafonnement). L'année de référence retenue pour le plafonnement est 1987.

● 51 % des Français jugent positivement l'action de M. François Léotard. — Parmi les hommes politiques qui sont ministres pour la première fois, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, remporte la palme. 51 % des Français ont une « bonne opinion » de l'action ministérielle de M. Léotard, dont le projet de loi sur



PANCRO

Le Conseil constitutionnel s'interdit de participer à un débat politique

Réuni le mardi 12 août, le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution la loi organique relative au régime électoral de Saint-Pierre-et-Miquelon. A cette occasion, ses neuf membres se sont intéressés à la polémique qui se développe sur son rôle dans les institutions et la vie politique française. Le Conseil rappelle dans un communiqué qu'« il tient de la Constitution la mission juridique de vérifier

la conformité à celle-ci des lois qui lui sont déférées ». « Il s'interdit donc, ajoute-t-il, de participer au débat actuel qui s'inscrit dans un cadre politique ».

Auparavant, M. Michel Debré avait exprimé à l'Antenne 2 sa détermination à « défendre l'institution du Conseil », mais aussi son souhait que « les nominations de ses membres soient impeccables » et effectuées sans « arrière-pensées ».

Le recours des députés socialistes contre le statut des étrangers

Pins de soixante députés socialistes viennent de déférer au Conseil constitutionnel le texte de la loi relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, qui a été définitivement adopté par le Parlement le 7 août.

Les députés socialistes contestent le « caractère immédiatement exécutif » donné par la loi au refus d'accès au territoire, « quand bien même l'étranger en cause ne présenterait aucune menace pour l'ordre public, n'aurait fait l'objet d'aucune interdiction ni d'aucune expulsion ». Les requérants estiment que, pour avoir pas prévu une dérogation explicite en faveur de ceux « qui manifesteraient l'intention de

demandeur le statut de réfugié politique », cette disposition de la loi n'est pas conforme à la Constitution.

Il font d'autre part remarquer que les décisions de reconduire à la frontière des étrangers, qui sont actuellement des mesures prises par l'autorité judiciaire, acquièrent de la loi un caractère administratif : « Les pouvoirs ainsi redonnés à l'administration s'exerceraient discrétionnairement, sans que soient, à aucun moment, assurés les droits de la défense ».

Ils demandent également au Conseil constitutionnel de censurer l'article de la loi qui détermine les catégories d'étrangers non susceptibles d'être expulsés.

TH. B. et M. K.

Le redécoupage électoral

Le projet du gouvernement sera transmis à M. Mitterrand avant la fin de la semaine

M. Charles Pasqua transmettra officiellement au président de la République le projet de découpage des futures circonscriptions législatives avant la fin de la semaine. En fait, l'Elysée est déjà en possession du rapport élaboré par la commission dite des « sages », et donc des travaux effectués par le ministre de l'Intérieur et les parlementaires de la majorité dans la perspective des prochaines élections législatives et du retour au scrutin majoritaire.

Le Conseil d'Etat sera saisi du projet de découpage le lundi 18 août. Il est probable que le chef de l'Etat attendra de connaître son avis avant d'exprimer ses propres observations. La procédure choisie par le gouvernement et le calendrier qu'il a établi peuvent être politiquement significatifs d'une volonté d'éviter un nouveau conflit avec le président de la République. Si le projet est examiné par le conseil des

ministres du 3 septembre, comme l'a indiqué M. Pasqua, le délai sera suffisant pour permettre un examen attentif par M. Mitterrand, la transmission d'éventuelles remarques de sa part et la prise en compte par le gouvernement des souhaits du président de la République.

Cette procédure — pour peu qu'elle traduise une volonté réelle d'apaisement — est en tout cas radicalement différente de celle choisie lors du débat sur l'ordonnance relative aux privatisations. M. Mitterrand n'avait été saisi de la précédente ordonnance qu'en dernière minute, ce qui, techniquement, ne lui laissait le choix qu'entre la signature et le refus de signature.

Politiquement, l'affaire ne se présente pas non plus de la même manière. M. Mitterrand avait fait des privatisations et de leurs conséquences, à ses yeux, sur l'indépen-

dance nationale une question de principe. Il ne pouvait, selon cette logique, que refuser de signer, même si le gouvernement s'était montré accommodant. Il en va autrement avec le découpage électoral. Le chef de l'Etat souhaite que soient respectés un certain nombre de critères. Il peut donc estimer qu'il lui sera possible de peser sur les choix du gouvernement, qu'il en soit le dernier extrême à lui renvoyer sa copie avant de se déterminer sur sa signature.

Pour l'heure, il apparaît que les remarques de la commission dite des « sages » sont moins anodines qu'on ne l'a dit jusqu'à présent. Elles portent notamment sur le respect de l'équilibre démographique, affaire que l'on croyait pourtant réglée d'un point de vue strictement mathématique.

J.-Y. L.

Les six sages

tribunal de Tananarive (Madagascar).

Procureur de la République au Cameroun en 1955, conseiller juridique du président de la République du Congo, l'abbé Fulbert Youlou, en 1959, il devint successivement procureur de la République à Rochefort (1964), puis près le tribunal supérieur de la cour d'appel de Moroni aux Comores (1968), procureur de la République adjoint à Versailles (1972), procureur de la République à Valence (1974), Nice (1976), procureur général près la cour d'appel de Rouen (1980-1984), et enfin conseiller à la Cour de cassation en mars 1984.

M. André Kerever

Licencié en droit, licencié en sciences, ancien élève de l'Ecole libre des sciences politiques, M. André Kerever, conseiller d'Etat, est né le 16 février 1922 à Paris. Entré dans l'administration en 1945, il a été successivement chargé de mission au cabinet de M. Henri Ulver, secrétaire d'Etat au budget (1953-1954), conseiller technique au cabinet de M. Edmond Michelet, ministre de la justice (1959-1961), au cabinet de M. André Malraux, ministre des affaires culturelles (1965 et 1968) et au cabinet de M. François-Xavier Ortoli, ministre du développement industriel et scientifique (1969-1971).

En 1983, il est président de la commission chargée d'examiner les candidatures au troisième concours de l'ENA, président de la commission du statut général des fonctionnaires, en 1985, membre du Conseil supérieur de la fonction publique, puis président de la commission de recours de ce conseil et, en mars 1986, il devient président du collège des actionnaires du groupe Union des assurances de Paris (UAP).

M. Jean Mialet

Licencié en droit, ancien élève de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, ancien élève de l'ENA (promotion « Albert Thomas »), M. Jean Mialet, conseiller maître à la Cour des comptes, est né le 3 avril 1920 à Sarrebruck (RFA). Sorti de Saint-Cyr, il entre dans la Résistance en

1943. Arrêté par la Gestapo en juillet 1943, il est déporté au camp de Buchenwald d'où il revient en 1945.

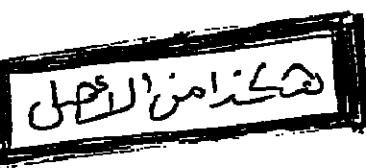
Après une brève carrière militaire, il entre dans l'administration des finances après son passage à l'ENA (1953-1955). Il sera chargé de mission au cabinet de M. Jacques Baumel, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre de juillet 1969 à janvier 1970. Président de la commission spéciale pour la classification et l'évaluation des invalidités résultant des infirmités et maladies contractées pendant l'internement et la déportation depuis 1976, M. Mialet est devenu président du conseil d'administration du musée de l'armée en 1984.

M. Jean Michaud

Licencié en droit DES de droit public et droit privé, M. Michaud, conseiller à la Cour de cassation, est né le 15 octobre 1927 à Montargis (Seine-et-Marne). Avocat à Dijon en 1948, il y devient, à sa demande, juge suppléant en 1954 avant d'occuper plusieurs postes de juge d'instruction de 1956 à 1972 (Saint-Michel, Bar-le-Duc, Pontois, Versailles, tribunal de grande instance de Paris). Il est conseiller technique au cabinet de M. René Pleven, ministre de la justice dans les gouvernements Chaban-Delmas et Messmer, entre mars 1972 et janvier 1973.

Nommé premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris en 1974, il instruit notamment l'affaire Bride Abatte, course de chevaux truquée. Chargé des fonctions d'inspecteur des services judiciaires, il est ensuite affecté à l'administration centrale du ministère de la justice. M. Michaud devient parallèlement président de chambre à la cour d'appel de Paris (janvier 1978), inspecteur général adjoint des services judiciaires, et il est enfin nommé directeur des services judiciaires au ministère de la justice en mai 1980, en remplacement de M. Yves Roca, promu directeur de cabinet de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux.

Titre de Turc du Syndicat de la magistrature en 1981, M. Michaud est remplacé à son poste au ministère de la justice en décembre et devient conseiller à la Cour de cassation en février 1982.



SCIENCES

Dans l'attente d'une nouvelle réglementation en France

Les grands de la chimie préparent « l'après-pyralène »

Le pyralène est mis en accusation ? Qu'importe. Nombreux sont ceux qui préparent déjà l'ère de l'après-pyralène, comptant élargir leurs affaires sur les cendres de cet isolant pour transformateurs électriques — qui a le fâcheux inconvénient, lorsqu'il brûle accidentellement, de dégager des substances toxiques (le Monde du 23 juillet). Les uns proposent d'éliminer l'insoluble substance des appareils électriques ; d'autres de la détruire ; d'autres encore de la remplacer. Tous s'attendent à prendre une part de l'important marché qui s'ouvre en France où l'on compte quelque cent cinquante mille transformateurs (1), renfermant en moyenne 75 kg de pyralène chacun. Ils n'attendent qu'un signal : la publication de la réglementation française en la matière.

Depuis les incendies de transformateurs à Reims en janvier 1985 et à Villeurbanne en juillet dernier, et avant même que l'annonce de la présence de pyralène dans le métro parisien ne relance la polémique (le Monde du 7 août), les pouvoirs publics ont étudié la question. On s'attend qu'ils annoncent prochainement — sans doute à l'automne — des normes fixant les teneurs maximales de pyralène admissibles dans les fluides isolants. Ce pourrait être 100 parties par million (ppm), à l'instar de ce qui se fait en Grande-Bretagne, ou 50 ppm, comme c'est la règle aux États-Unis. Mais une chose est sûre : les concentrations tolérées seront très inférieures aux 50 % à 70 % de pyralène que renferment la plupart des liquides isolants pour transformateurs. Ces derniers devront donc être soit remplacés, soit modifiés pour être mis en conformité avec les nouvelles normes.

Unison, une filiale du groupe chimique américain Union Carbide, est déjà sur les rangs des prestataires de services. La firme a conquis 75 % du marché américain du « nettoyage » des transformateurs, et se dit prête à investir le

marché français que son président, M. Edward Lower, chiffre à 500 millions de dollars. Son atout ? Un « service » nommé « Reclate 30 », car il permet de réduire à 50 ppm la teneur en pyralène dans les transformateurs, en éliminant le liquide visqueux qui imprègne les parties solides des appareils. De ce procédé, M. Lower ne dit — presque — rien, sinon qu'il utilise un liquide au nom laconique de « TFI » (Transformer fluid 1), capable non seulement d'aider à soustraire le pyralène, mais aussi de le remplacer comme isolant pendant les quelques mois que dure la décontamination.

Augmenter les capacités de destruction

Il faut ensuite détruire l'énorme pyralène. La encore, Union Carbide pourrait intervenir. Tablant sur le fait que les capacités françaises sont insuffisantes en la matière, le groupe américain « envisage d'installer de nouvelles unités de combustion de pyralène ou d'augmenter la capacité de celles qui existent ».

Mais le groupe américain risque de rencontrer des concurrents. L'entreprise Tyrdi, la seule en France capable de détruire le pyralène, va prochainement accroître la capacité de son usine de Saint-Vulbas (Ain), afin de pouvoir d'une part décontaminer 6 000 à 8 000 transformateurs par an (contre 3 000 actuellement), d'autre part brûler tout le pyralène recueilli. La firme a d'ailleurs conclu, début juillet, un accord avec l'électricien Alstom (auquel pourrait se joindre Jeumont-Schneider), afin de proposer une gamme de services de transformation isolés au pyralène.

Il faudra peut-être compter dans ce domaine avec la Société des techniques en milieux ionisants (SIMI), du groupe CEA-EDF, et

avec le Centre d'étude et de recherche des Charbonnages de France (CERCHAR), qui ont récemment développé un nouveau procédé de destruction de pyralène. La méthode fait appel au craquage à la vapeur ; surtout, elle refroidit brusquement les gaz émis, afin d'éviter toute réaction secondaire qui pourrait conduire à la formation de furannes et de dioxines toxiques. Le procédé a été testé dans des unités pilotes et, selon le directeur technique de SIMI, M. Henri Godard, « son développement commercial dépend du marché ».

Une fois le pyralène éliminé des transformateurs, et réglés les problèmes liés à sa destruction, il restera à lui trouver un remplaçant approprié. Les solutions ne font pas défaut — même si aucune n'est idéale — pas plus que ne manquent les entreprises qui proposent des substances traditionnelles ou nouvelles (huiles minérales, silicones, composés organiques divers) adaptées à cet usage. Atochem, BASF, Bayer, Dow Corning, Rhodène-Poitevin, pour n'en citer que quelques-unes, sont déjà sur les rangs. La plupart des grands noms de la chimie ont déjà investi dans l'après-pyralène.

ELISABETH GORDON.

(1) Un très récent recensement des transformateurs français tendrait à prouver que ces estimations sont bien inférieures à la réalité.

● **Boycottage syndical au CNRS.** — Plusieurs syndicats des personnels du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) — FEN, CGT et CFDT — ont refusé de participer, le mardi 12 août, au comité technique paritaire chargé de préparer des nouveaux décrets sur les modes d'élections, la composition et le fonctionnement du Comité national, organe consultatif de l'établissement. Ils critiquent la diminution de la représentation des élus du personnel et protestent contre la « précipitation » et l'absence de négociations qui ont accompagné la préparation des textes. On indique, au CNRS, que la réunion du comité technique paritaire est reportée à une date ultérieure, et que les discussions pourront se dérouler en l'absence des représentants syndicaux, si ces derniers persistent dans leur boycottage.

● **Nouveaux joints pour la navette de la NASA.** — Des ingénieurs de la NASA ont terminé les plans d'un nouveau modèle de fusée d'appoint pour la navette spatiale, a annoncé l'agence spatiale américaine, mardi 12 août. La principale modification du moteur porte sur les joints d'étanchéité, dont la rupture avait provoqué l'explosion de Challenger, en janvier dernier. Dans leur nouvelle conception, les fusées d'appoint comporteront un effet trois joints (au lieu de deux actuellement), une « ligne » métallique maintenant ces derniers en place et un système d'isolation empêchant que les gaz brûlants n'entrent en contact avec les joints caoutchouteux. Les premiers essais en laboratoire de la nouvelle fusée d'appoint commencent à l'automne prochain, et les tests en lancement pourraient avoir lieu en 1987.

JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

Le juge a désormais la faculté d'inculper M. Nucci

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Leducq, a rendu, le mardi 12 août, un arrêt par lequel elle désigne « le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris » pour instruire l'un des aspects de l'affaire du Carrefour du développement pouvant conduire à l'inculpation de M. Christian Nucci. La cour a, en outre, annulé l'inculpation de M. Daniel Ronjat, imprimeur à Beaupré, en considérant qu'elle aurait dû être saisie avant cette inculpation.

Dans la même journée, le parquet de Paris communiquait l'arrêt à M. Guy Floch, vice-président du tribunal, qui désignait M. Jean-Pierre Michau, le magistrat chargé d'instruire l'affaire depuis le 14 mai dernier.

Statuant sur la requête du procureur de la République de Paris, la cour a expliqué sa décision en notant : « Bien que les plaintes soient dirigées contre des personnes non dénommées, il s'agit de l'information qu'est mis en cause M. Christian Nucci, maire de la commune de Beaupré, et, à ce titre, officier de police judiciaire, lequel serait susceptible d'être inculpé de complicité de faux en écritures de commerce et usage et de complicité de recel d'abus de confiance. Les faits qui lui sont imputés auraient, à la supposition établie, été commis par lui, hors l'exercice de ses fonctions de maire, mais dans la circonscription où il est territorialement compétent ».

Après avoir justifié la procédure de désignation de juge, les magistrats observent : « Le juge d'instruction a procédé à l'interrogatoire de première comparution et à l'inculpation de M. Ronjat, alors qu'il était incompétent pour le faire. En effet, la mise en cause de M. Nucci résultait des déclarations de M. Ronjat contenues dans le procès-verbal des fonctionnaires de police, au vu duquel le magistrat instructeur a procédé à cette inculpation, alors que le procureur de la République n'a adressé à la Chambre criminelle de la Cour de cassation la requête prescrite par l'article 687 du code de procédure pénale, que le 5 août 1986 ». Aussi, la cour « déclare nuls l'interrogatoire de première comparution de M. Ronjat en date du 23 juillet 1986 et les actes d'instruction subséquents ».

Dans ses déclarations à la police, M. Ronjat avait notamment affirmé que s'il avait effectivement établi des factures faisant état de travaux différents de ceux réalisés, c'était sur la demande de M. Nucci. A la lecture du procès-verbal d'audition mettant en cause un maire, le juge d'instruction aurait dû immédiatement communiquer le dossier au parquet pour qu'une requête en désignation de juge soit présentée à la Cour de cassation. A la rigueur, s'il décidait d'inculper l'imprimeur sans attendre, le magistrat devait rapide-

ment effectuer la même démarche ; et la Cour de cassation a souligné le trop long délai entre la mise en cause de M. Nucci et la requête du procureur de la République.

Sur le plan judiciaire, toutes les irrégularités du dossier ont donc été effacées et M. Michau, désormais compétent, pourra inculper à nouveau M. Ronjat et toute autre personne qu'il jugera nécessaire, dont M. Christian Nucci, qui n'est plus protégé par l'immunité parlementaire jusqu'à la réouverture de la session de l'Assemblée nationale.

MARC PORTEY.

Selon « le Canard enchaîné »

M. Alain Juppé n'aurait pas réglé lui-même ses affiches électorales de 1983

Les affiches électorales commandées par plusieurs candidats RPR pour les élections municipales de 1983, dont M. Alain Juppé, actuel ministre chargé du budget, n'ont pas été réglées par leurs véritables destinataires mais par des entreprises, affirme le Canard enchaîné, dans son édition du 13 août. Selon l'hebdomadaire, les factures établies à l'ordre de ces entreprises porteraient, en outre, de faux initiales.

C'est en décembre dernier, poursuit le Canard enchaîné, que douze factures litigieuses portant sur 600 000 F ont été découvertes par les inspecteurs de la Direction nationale des enquêtes fiscales lors d'un contrôle de la comptabilité du Groupe. Saint-Martin, spécialisé dans la fabrication d'affiches. Deux d'entre elles concernaient des travaux effectués pour le compte de M. Juppé, candidat dans le huitième arrondissement de Paris, et ont été réglées par la société de publicité Horne Power, affirme l'hebdomadaire, en publiant un extrait d'une note de synthèse établie par la direction des enquêtes fiscales. La première facture, datant du 28 janvier 1983, porte sur 40 650 F ; la seconde du 15 mars 1983 se monte à 41 154 F.

De son côté, M. Alain Juppé a affirmé dans un communiqué publié le mardi 12 août, qu'il n'y avait eu dans cette affaire « aucune faus-

sette ». « Il s'agit de la relation commerciale entre un client qui paie, une agence de publicité qui réalise l'affiche et l'imprimeur qui la tire », a-t-il déclaré.

M. Juppé a précisé s'être adressé, en compagnie de ses colistiers, MM. Roger Chénard et Jean-Pierre Pierre-Bloch, à l'agence de publicité Horne Power pour la réalisation d'une affiche commune. Les frais devaient être « répartis entre les trois candidats », a indiqué le ministre délégué, ajoutant que le publicitaire avait commandé les affiches aux Etablissements Saint-Martin à Asnières-sur-Seine.

M. Juppé a déclaré avoir payé 10 000 F le 18 janvier 1983 et 6 666 F le 31 janvier, sur la première livraison d'affiches. « Ces sommes correspondent au tiers des sommes dues à Horne Power, vis-à-vis de qui l'imprimeur a émis, le 28 janvier, la facture citée par le Canard enchaîné, indique le communiqué. Pour la deuxième livraison, M. Juppé a réglé a-t-il dit, 15 000 F. La société Horne Power a fait son affaire du règlement à la société Saint-Martin ».

« Ni le candidat, ni l'élu, ni le ministre du budget, jusqu'à la publication de l'article du Canard enchaîné, n'ont eu connaissance de la situation fiscale de l'imprimeur Saint-Martin », conclut M. Juppé.

MÉDECINE

Les morsures de serpents soignées... à l'électricité

Encore un anonyme dont le nom mériterait de figurer dans les livres d'histoire de la médecine : on sait seulement qu'il était fumeur dans l'Inde, qu'il était allergique aux piqûres de guêpes : qu'un jour, n'y tenant plus, il s'appliqua un choc électrique à l'aide d'une petite électrode et la piqûre ne survint. Pas le moindre œdème ! Surpris mais heureux, il conta son histoire dans le journal local. Et le docteur Ronald Guderian parcourut cet article avant de partir travailler dans la forêt amazonienne de l'Équateur.

Arrivé là, le docteur Guderian constata que 4 % des décès étaient dus à des morsures de serpent, 45 % des membres de la tribu Wapichana, et qu'il était mortel une fois dans leur vie, et mortel par un serpent. Autant dire qu'il n'y avait pas de serum anti-venin pour tout le monde. Une carence qui incita le docteur Guderian à tenter le pas. Et à traiter successivement trente-quatre personnes qui venaient d'être mordues par un serpent par... un choc électrique.

A chaque fois « le traitement » avait été prodigué dans les trente minutes suivant la morsure et dix à quinze minutes plus tard la douleur avait disparu, sans qu'apparaisse le moindre signe de morsure (tumescence, saignement...). Une heure plus tard, les « mordus » pouvaient regagner leur domicile. Parmi les sept personnes ayant refusé de se voir administrer un tel traitement, deux ont dû être amputées.

La « recette » est simple : on prend un petit moteur — ceux d'un canot ou d'une tondeuse à gazon conviennent parfaitement, indique le docteur Guderian — sur lequel on branche une petite électrode. Celle-ci est appliquée pendant une à deux secondes directement au niveau de la morsure. Habituellement, quatre à cinq chocs électriques de ce type suffisent, chacun étant séparé par un intervalle de cinq à dix secondes. 1 kilovolt et moins d'1 milliampère sont largement suffisants (1), une trop forte puissance pouvant endommager le muscle cardiaque.

D'autres médecins — équatoriens, mais aussi péruviens et indonésiens — utilisent cette méthode thérapeutique, qui, paraît-il, est également efficace dans les cas de piqûres de fourmi et de scorpion. Pour le moment, on ne connaît rien

des bases physiologiques d'un tel traitement. Mais une chose semble sûre : ça marche !

F. N.

(1) La description détaillée de ce traitement est publiée dans la revue scientifique The Lancet (numéro du 26 juillet).

SPORTS

FOOTBALL Regroupement en tête du championnat

Paris SG, tenu en échec par Metz au Parc des Princes, mardi 12 août à l'occasion de la troisième journée du championnat de France de football, est rejoint en tête du classement par Bordeaux, Marseille et Nantes, les autres favoris de la compétition, et par Brest, impressionnant vainqueur à Nancy (4-0).

RÉSULTATS

*Paris SG et Metz	0-0
*Marseille b. Toulouse	2-1
*Nantes b. Nice	1-0
Brest b. Nancy	4-0
*Bordeaux b. RC Paris	2-0
*Le Havre b. Saint-Etienne	1-0
*Rennes b. Toulon	2-0
*Lens et Auxerre	1-1
*Monaco et Laval	0-0
*Sochaux b. Lille	1-0

Classement. — 1. Brest, Marseille, Bordeaux, Nantes, Paris SG, 5 pts ; 6. Rennes, 4 ; 7. Metz, Toulouse, Lens, Nice, Sochaux, 3 ; 12. Saint-Etienne, Toulon, RC Paris, Auxerre, Le Havre, Laval, Nancy 2 ; 19. Lille, Monaco 1.

● **TENNIS :** tournoi de Toronto. — La Française Guy Forget a été éliminée par l'Américain Tim Wilkerson (6-3, 5-7, 6-3), mardi 12 août, au premier tour du tournoi de Toronto, doté de 525 000 dollars.

● **ULM :** record du monde. — Patrick Fourcig, commandant de bord à Air France et responsable de l'assistance aérienne du rallye Paris-Dakar, a battu le record du monde de distance en ultra-léger-motorisé (ULM) en parcourant 1 033 kilomètres sans ravitaillement, mardi 12 août, entre Brest et Saint-Tropez, à bord d'un Falcon monoplace trois axes.

LA SNCF COMMUNIQUE :

Du lundi 4 au vendredi 29 août 1986 (sauf les samedis, dimanches et le 15 août) de 9 heures à 17 heures pour permettre la réalisation de l'importante tâche de renouvellement de voie et de ballast entre les gares de Brétigny et de Savigny, la SNCF va être amenée à modifier provisoirement la desserte banlieue de certaines gares de la ligne C du RER.

Pendant cette période, les gares de :
— Saint-Michel-sur-Orge,
— Sainte-Geneviève-des-Bois,
— Episy-sur-Orge
seront desservies par autocars, en remplacement des trains de banlieue se dirigeant vers Paris.

De même, mais seulement à partir du mercredi 13 août, la desserte favorisée des gares de :
— Longjumeau,
— Chilly-Mazarin,
— Grigny-Bailly,
— Petit-Vaux
ne pourra être assurée en direction de Paris.

Un service de cars, spécialement mis en place, permettra aux voyageurs concernés de rejoindre dans les meilleurs délais les gares de Brétigny ou de Savigny, où une correspondance par train sera assurée.

Ce service fonctionnera dans les conditions suivantes :

Ligne bleue : gare de Saint-Michel-sur-Orge → gare de Juvisy
Ligne rouge : gare de Sainte-Geneviève-des-Bois → gare de Juvisy (direct)
Ligne verte : gare d'Episy-sur-Orge → gare de Savigny (direct)
Ligne orange : gare de Brétigny → gare de Savigny (avec desserte des gares intermédiaires)
Ligne marron : gare de Massy-Palaud → gare de Savigny (avec desserte des gares intermédiaires)

Des affiches apposées dans les gares indiqueront aux voyageurs intéressés les horaires et les points de stationnement des différents cars. La SNCF vous prie de bien vouloir l'excuser pour les désagréments occasionnés par ces travaux.

(Publicité)

BRÈVES

● **Les poursuites de MM. Pasqua et Pandraud :** réactions de SOS-Racisme. — L'association SOS-Racisme a vivement réagi, mardi 12 août, lors d'une conférence de presse, aux poursuites en diffamation que MM. Pasqua et Pandraud ont l'intention d'engager contre elle, le Nouvel Observateur et M. Francis Terquem, avocat de William Normand (fusé par un gardien de la paix à Fontenay-sous-Bois) et auteur d'une tribune publiée par l'hebdomadaire.

L'association SOS-Racisme a annoncé qu'elle continuerait à intervenir dans le débat sur les bavures policières et à apporter une aide matérielle et juridique aux familles concernées.

D'autre part, l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USCP, proche de la droite), s'est félicitée, mardi, de l'initiative des deux ministres en déclarant notamment que ces entreprises de dénigrement de la police « devaient être dénoncées et constituèrent un danger pour la paix publique ».

● **M. Georges Faisans maintenu sous contrôle judiciaire.** — La cour d'appel de la Guadeloupe a décidé, le mardi 12 août, de maintenir sous contrôle judiciaire M. Georges Faisans, secrétaire général du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MUGI). Celui-ci avait été condamné en 1985 à quatre ans de prison pour avoir blessé d'un coup de sabre d'abbatis un enseignant d'origine métropolitaine (peine réduite à trois ans). En juin 1985, le militant indépendantiste avait été transféré de la prison de Basse-Terre à l'hôpital-prison de Fresnes en raison de son état de santé. Après cinq jours d'émousses à la Guadeloupe, principalement dans l'agglomération de Pointe-à-Pitre, la cour d'appel décidait, le 29 juillet 1985, de placer sous contrôle judiciaire M. Georges Faisans en Seine-Saint-Denis, son lieu de résidence habituel. L'avocat de M. Faisans avait demandé, le 25 juillet, la levée du contrôle judiciaire de son client dont l'épouse vient d'obtenir sa mutation à la Guadeloupe dans le corps enseignant à compter de la rentrée prochaine. — (Corresp.)

● **Un Basque espagnol écroué dans le Lot-et-Garonne.** — M. Ignacio Alberdi Urquiza, Basque espagnol réfugié en France et membre présumé des Commandos autonomes antitotalitaires, a été inculpé puis écroué à la maison d'arrêt de Marmande (Lot-et-Garonne), mardi 12 août, pour « infraction à un arrêté d'assignation à résidence ».

● **Deux morts au cours d'un hold-up à Saint-Raphaël.** — Un client, Marius Darnesin, cinquante-neuf ans, a été tué alors qu'il tentait de quitter la caisse d'épicerie de Saint-Raphaël (Var) attaquée, mardi 12 août, par quatre malfaiteurs. Un policier municipal, Alain Perinetti, quarante ans, qui arrivait sur les lieux, a été, à son tour, mortellement

blessé. Les quatre malfaiteurs sont entrés en moto malgré l'intervention d'un autre policier municipal armé d'un fusil chargé de balles en caoutchouc.

M. Georges Martin, président de la Fédération nationale des policiers municipaux, a déploré, à cette occasion, que les policiers municipaux de Saint-Raphaël « ne soient pas armés ».

● **Faillite au palais de justice de Montpellier.** — Un délégué de la maison d'arrêt de Montpellier, Mabrouk Djennas, trente ans, s'est évadé, mardi 12 août, alors qu'il était conduit chez un juge d'instruction par deux gardiens de la paix. Un complice, caché derrière un pilier du palais de justice, a ouvert le feu sur les deux policiers qui ont riposté. Une passante, M^{lle} Hélène Horant, cinquante-cinq ans, a été blessée à la jambe.

Mabrouk Djennas, qui se trouvait en détention préventive après une tentative d'homicide volontaire sur un policier, et son complice, ont pris la fuite à bord d'une moto.

● **Les suites de la noyade de Gérard Longué.** — Après la mort par noyade de Gérard Longué, un jeune Camerounais de quinze ans, dans le lac de Vassivière (Creuse), l'Association du centre culturel et des loisirs de Montreuil et la famille de l'adolescent se sont constituées partie civile.

Au cours d'une conférence de presse, M^{lle} Sylvie Rimancin, premier adjoint au maire de Montreuil et présidente de l'association responsable de la colonie, a indiqué le mercredi 13 août que Gérard Longué avait nagé « contre tous les avertissements de la police ». — (AFP)

● **BRÉSIL :** un Français tué par des voleurs sur une plage. — M. Daniel Chabé, quarante-sept ans, ingénieur français demeurant au Brésil, a été tué dimanche 10 août sur la plage de São Paulo, à 100 kilomètres à l'est de São Paulo, par deux voleurs. Les deux agresseurs ont réussi à s'enfuir, mais l'arrestation de l'un est imminente, selon la police. — (AFP)



Mehdi Ben Barka

M. Mehdi Ben Barka, l'un des principaux dirigeants de l'Union nationale des forces populaires du Maroc, aurait, selon ses amis politiques, été appréhendé vendredi au milieu de la journée sur les Champs-Élysées par deux personnes présentant des cartes de police.

On serait depuis lors sans nouvelle de lui.

A l'ambassade du Maroc on déclare ne pas disposer d'informations sur cette affaire. Quant à la police française, elle ignore tout de cette interpellation.

(31 octobre-1^{er} novembre 1965.)



Le frère de Mehdi Ben Barka, Abdelkader, avec ses avocats. De gauche à droite : Maurice Buttin, René-William Thorp, Michel Brugnier, Abdelkader Ben Barka, Michèle Beauvillard et Germaine Sénéchal.

Le plus actif des opposants marocains est enlevé le 29 octobre 1965, en plein Paris, par deux policiers français travaillant pour des truands à la solde des services marocains. Mehdi Ben Barka ne réapparaîtra jamais.

NORMALEMENT, il n'aurait pas dû y avoir d'affaire Ben Barka, si l'affaire, montée avec un soin minutieux de professionnels, n'avait accoché sur un détail fortuit. Comme on l'avait prévu, on enlève bien le leader marocain, le 29 octobre 1965, à Saint-Germain-des-Près, non loin de la brasserie Lipp, où il avait rendez-vous, peu de temps après, avec le journaliste Bernier et le cinéaste Franju : deux hommes, exhibant leur carte de la police française, le font monter dans une voiture... Mais voici l'accroc. Ben Barka n'est pas seul : il est accompagné d'un étudiant en histoire, El Azemmouri, qu'il veut associer au film dont il est venu parler avec les Français. Quand les deux policiers l'interpellent, ils écartent le témoin inopiné. Celui-ci donne l'alarme. Dès le lendemain, le *Monde* et l'*Europe* 1 livrent la nouvelle.

Qui est Mehdi Ben Barka ? Le plus intelligent, sans doute, et le plus actif des opposants au régime autoritaire de Hassan II ; en même temps, l'un des responsables les plus en vue du tiers-mondisme militant. Issu d'une modeste famille de la médina de Rabat, ancien professeur des mathématiques, il a d'abord été engagé dans le mouvement nationaliste marocain, l'Ishtiqal, ce qui lui a valu la prison et le camp d'internement, mais aussi sa participation aux pourparlers de la cellule-Saint-Cloud, en 1955, prélude à l'indépendance du Maroc.

Démocrate, il avait des goûts socialistes et s'attachait à promouvoir un socialisme qui, depuis son exil formel de 1953, symbolisait la souveraineté nationale. L'indépendance n'aurait pas acquiescé en 1956, Ben Barka va progressivement se heurter au monarque, qui diffère trop, à son goût, l'éléction d'une assemblée constituante, pourtant promise. En 1959, des fédérations autonomes du parti de l'Istiqal se forment et, finalement, se regroupent dans une Union nationale des forces populaires (UNFP), dont Ben Barka est l'un des dirigeants.

Après la mort de Mohammed V en 1961, les tendances absolutistes de son successeur Hassan II ne font qu'aviver la lutte entre le Palais et l'UNFP. La popularité

grandissante de Ben Barka retient l'attention du général Oufkir, patron des services de renseignements. La répression contraint Ben Barka à vivre à l'étranger, à Genève notamment. Même là, il se sent trahi. En octobre 1963, un tribunal militaire royal le condamne à mort par contumace ; en mars 1964, la Cour criminelle de Rabat confirme la peine capitale... Cependant, le régime chérifien doit faire face à des mécontentements croissants.

Dans le même temps, Ben Barka s'est imposé comme un leader du tiers-monde, partisan actif de l'union des peuples contre l'impérialisme américain. Au Comité permanent afro-asiatique, il a mis pied en 1963, en Tanzanie, à l'issue de la conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques. La conférence suivante, qui se tient à Winneba, au Ghana, décide son largissement à une conférence des trois continents, dont la tenue est prévue pour le 3 janvier 1966 à La Havane. Son activité internationaliste conduit Ben Barka à Moscou, à Pékin, à Tokyo; le voici auprès de Castro, pour la préparation de la conférence...

C'est cet homme, revenu à Paris pour préparer un film anti-impérialiste, intitulé *Basta*, qui a été enlevé, le 29 octobre, par deux policiers français. Car, après que Roger Frey eut nié l'implication d'un quelconque service national dans cette histoire, on apprend, le 13 novembre, l'arrestation des deux policiers, Souchoin et Veit. On saura plus tard que Ben Barka avait été enlevé à l'hôtel de la Fontenay-le-Comte, une villa de deux étages, appartenant à un riche marocain ; que les soldats des services de renseignements du régime, le capitaine Dine, directeur adjoint de la Sûreté personnelle, ainsi qu'ouïfoudj en personne ont débarqué à Orly, qu'ils se sont rendus ensuite dans la villa de Fontenay-le-Comte, puis à Ormoy, dans la villa appartenant à Antoine Lopez, agent de l'AFI, France, en chenille avec l'ADCE. Mais de Ben Barka, plus rien. A tout jamais. Les cadavres meurent aussi.

Dès le 8 novembre, des anciens du Comité France-Maghreb, dont François Mauriac est le président, se font les interprètes de l'émotion publique. Dans les semaines qui viennent, l'intervention des intel-

lectuels suit : articles, déclarations, pétitions. Un vrai calvaire pour Mauriac. Plus que tout autre, il est tenu de participer à la campagne (n'est-il pas rentré dans le combat politique, peu après son « Nobel », à propos du Maroc ?), mais il est aussi désormais un inconditionnel du général. Or nous voilà en pleine campagne électorale pour la première élection présidentielle ! Il concilie à sa manière les deux engagements, puisque ce n'est qu'une fois de Gaulle élu qu'il démissionne de l'association France-Maghreb : « Au vrai, écrit-il dans le *Figaro littéraire* du 22 janvier 1966, j'étais un ressuscité malgré lui, condamné à signer, tous ces jours-ci, des communiqués que je n'avais pas rédigés. Certes, j'en approuvais l'esprit et la lettre — mais non toutes les intentions. Je ne veux pas qu'on puisse me croire d'accord avec ces gaullistes qui, pour tirer sur les ministres de de Gaulle, ont attendu l'heure du guer-apres. »

Un allistie surtout est visé à Maurice Clavel, qui exige la vérité sur tous les tons. Depuis 1958, cet ancien combattant de la France libre, libérateur de Chartres, a pris fait et cause pour le général. Il a usé de tous les arguments, avec sa passion coutumière, pour défendre contre la gauche - sa famille naturelle - l'homme du 18-Juin, qui admi- et qu'il aime. S'il lui arrive parfois de dire des bêtises, comme tout le monde, il les dit avec de telles hyperboles qu'on a tendance à les croire plus fréquentes sous sa plume. Il est « auteur dramati- que ». En politique aussi. Il n'est pas inspiré par l'esprit de calcul mais par l'esprit de Saint-Exupéry, un volcan jamais éteint. Or l'enlève- ment de Ben Barka provoque une nouvelle éruption de sa part. De Gaulle dut-il en recevoir sur la tête les retombées.

Le président de la République, en février 1966, s'explique et met nommément en cause Oufkir. Des Français sont-ils compromis dans l'affaire ? Non, rien « que de vulgaire et de subalterne » ; le prétexte : « Rien, absolument rien, n'indique que le contre-espionnage et la police, en tant que-tels et dans leur ensemble, aient connu l'opération, a fortiori qu'ils l'aient couverte. » Mauriac prend cette affirmation pour argent comptant. Son idée est simple : il y a une liaison entre

Qufkir et les services secrets américains. D'une pierre deux coups : on s'en débarrassait du dangereux Ben Barka, tout en plaçant de Gaulle dans une position délicate. Clavel ne veut pas en rester là. Car pourquoi la vérité n'éclatelle pas ? Pourquoi le pouvoir gaulliste, afin de confondre l'adversaire, ne fait-il pas toute la clarté ? Il y a eu des complicités à un très haut niveau : lesquelles ? Clavel supplie Mauriac : Mauriac « choisit l'ordre gaulliste ».

Le 5 septembre 1967 s'ouvre le procès Ben Barko. Il dure près d'un mois et demi. Six accusés, dont le plus haut en grade est Leroy-Finville, ancien chef d'études au SDECE, qui utilise Lopez. Un témoin important, Figeon, s'est suicidé, dit-on, entre-temps. Dossier olumneux, brouillamini de barbouzes, embrouillamini des avocats... On s'y perd. Croit-on en avoir fini, la trente-septième journée d'audience, le 19 octobre, que se produit un coup de théâtre, l'arrestation à Paris du commandant Dimi, qui se met à la disposition de la justice française, après s'être refusé pendant des mois. C'est reparti.

Le second procès s'ouvre le 17 avril 1967. Dans l'interval, les trois principaux avocats de la partie civile, M^{rs} Stübbe, Thopp et Brugnier, sont morts de crise cardiaque. On s'en passera ! Les regards sont pointés sur Dilmi. Lui, très à l'aise dans son numéro de sincérité blessée : Ben Barka ? Mais je le cherche ! Je suis ici pour le retrouver ! Au bout du compte, force acquittements. Sauf pour deux lampistes : Sou-chan écope de six ans, et Lopez de huit ans de réclusion criminelle. Nous sommes le 5 juin 1967 : la guerre qu'on baptisera « de six jours » vient d'éclater. Le capital de passion disponible n'est plus pour Ben Barka.

En 1898, le président du conseil Méline avait lancé à la tribune : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus. » En 1966 ou en 1967, l'affaire Ben Barka a failli avoir lieu...

En guise d'épilogue, signalons que Maurice Clavel a définitivement rompu avec le gaullisme. Il devient le « journaliste transcendantal » du *Nouvel Observateur*. Mauriac écrit un *De Gaulle*, dont Jean Lacouture dit : « une hagiographie souvent laborieuse ». L'opposition sied toujours mieux à la littérature.

MICHEL WINOCK.

publique. Dans les semaines qui viennent, l'intervention des intel-

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

POUR L'HONNEUR DU NAVIRE
Par SIRIUS

Seuls les gaullistes approuvent sans réserve les déclarations du chef de l'État

E L'AFFAIRE BEN BARKA

sur l'affaire Ben Barka et la réforme de l'O.T.A.N.

Mauriac écrit un *De Gaulle*, dont Jean Lacouture dit : « Une hagiographie souvent laborieuse ». L'opposition sied toujours mieux à la littérature.

MICHEL WINOCK.

Un homme que le président réélu de la République entendait affirmer et clarifier la République nouvelle, a grand et...
est en accord.

les circonstances ultérieures, valaient cependant la possibilité de l'acquisition.

se du général de Gaulle
nombreuses et in-

Notes de...

Jouer par continuance les accusés en fait, ont conduit Mohamed Oufdi, Georges Bonchoulide,...

L'ÉPILOGUE JUDICIAIRE

Ahmed Dilel, El Mohl, Velout, Marcel Le Ruy-
 ville et Philippe Barrois acquiescèrent. L'opinion
 de Soucheaux était respectueusement à bout et dix
 ans de réclusion criminelle, mais du seul chef
 d'arrestation légale. Les témoins ayant été négatifs
 sur la complicité de l'assassin et ayant déclaré
 plus d'un mois à la défiance totale l'un contre
 l'autre, après deux heures vingt de délibérations,

Juger par contumace les accusés en fuite, ont condamné Mohammed Oufkir, Georges Bouchassine, Jean Pallua, André Dubail, Julien Le Ny et le mystérieux Chéouki au maximum de la peine prévue, c'est-à-dire la réclusion criminelle à perpétuité, bien que le fait de cette condamnation ne soit

les circonstances atténuantes, valorise cependant la possibilité de l'acquiescement.

de du général de Gaulle
nombreuses et un peu
noble-t-il, qu'à l'habitude,
e.
claration

forme de l'O.T.A.N.

- Cinq accablés, dont deux condamnés à huit et
- Par contumace, réclus pour le général O

de Dlimi • Lopez et
ans de réclusion crimin
on criminelle à perpét
r et les autres fugi

...ait de savoir si le Roy lui-même
avait pensé mourir, à son état
d'abord, puis la préfecture
pouvait et a-t-elle été l'attention
longue s'occupant l'enquête, les
les éléments qu'il avait en sa pos-
session.

Si son acquittement est le s
suit d'un examen attentif
son cas, il mériterait notamment
que Louis lue et qu'il s'attende
l'entière vérité, et qu'il s'attende
elle lors de l'œuvre de l'œuvre

du « plan »
 ● A L'É-
 ral d'élém-
 presse. Si la
 sèvre dis-
 loir déman-
 sci, surjont
 tivement mo-
 à court ter-
 niques s'éton-

RANGER, on ne trouve pas en général de bien nouveaux dans la conférence de presse allemande, dans l'ensemble, est d'un homme qui est accusé de vouloir F.O.T.A.N., les Américains, qui pensent et de l'absence d'un ton relatif à l'Union soviétique, de toute manière que le chef de l'Union soviétique.

ment présentée à l'expert.

Pour la défense, et notamment pour celle de l'Etat, le danger possible vient de là. C'est bien ce que le général de Gaulle et Albert Naudin ont compris, plaçant l'expert d'après-midi, de sa chaire surchargée, à peine revêtue de ses insignes militaires.

Les arguments avancés par l'expert pour la défense avaient une portée très limitée.

En ce qui concerne la part qui peut se situer

u d'audience
E et K. CHRISTITCH

un crime que, du même coup, il
pouvait dénoncer. Il en ressort
fait aussi que les expressions
"Récupération de Ben Barko" et
des moyens non orthodoxes" s'y
trouvent dans un des rapports
du SDECE n'avaient aucun
sens alarmant, comme
"viennent d'ailleurs".

Demain : la mutati

on des quotidiens

Demain : la mutation des quotidiens

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Rencontre avec un violoncelliste américain

Starker soliste et caricaturiste

Janos Starker, violoncelliste d'exception, est très rarement invité en France, mais il était à Prades. « Les chefs ne m'aiment pas », dit-il. Il le leur rend bien.

Un petit volume vient de paraître aux États-Unis. On y voit Paul Teller en Don Quichotte, Rudolf Serkin en Don Noël, Karajan en pilote de Schiphol, Mautner en colporteur, Gullini sous la bure. Une dernière image montre le méchant caricaturiste et le très féroce auteur des légendes fuyant, l'échine basse, une foule prête à le lyncher. Le premier est un violoncelliste peu connu de l'Orchestre de Chicago. Le second y a été violoncelliste solo. Puis il est devenu soliste illustre.

A Prades, où nous l'avons rencontré, Janos Starker a sorti de sa valise ce brûlot dont il espère beaucoup. Non qu'il aime, semble-t-il, susciter



Janos Starker
« Celui dont la chaleur intérieure gèle l'air autour de lui »

l'inimitié. Mais il arrive que les mœurs musicales actuelles le laissent insatisfait. On a pourtant dû mal à imaginer qu'un musicien au sommet de sa carrière, maître de ses

passions comme de sa technique, bon père, bon Américain, professeur à l'université (celle de Bloomington dans l'Indiana), se permette de mettre ses collègues en boîte avec une telle liberté. On a encore plus de mal à croire que cet humoriste non agité demeure, dans la jungle du métier, une star harcelée.

C'est qu'il joue du violoncelle comme personne, avec des moyens qu'il s'est forgés pour vaincre, ou pour dissimuler, toutes les résistances qu'il oppose à un gros objet. Plus rapide, plus léger, plus élégant et délié, son jeu est ainsi un triomphe sur le pesant, un parcours sans faute au millimètre près. Mariage de la soie et de l'or : c'est Alain Planès, un piano doux au toucher, qui lui donnait la réplique à Prades dans Debussy et Beethoven, dans Bartok, Copland et Boccherini. Des concerts comme celui-là, il n'y en a qu'un dans l'année. On pleure, il y en a aussi à New York — il n'a pas joué à Paris depuis 1978 — ne restait en France si injustement ignoré. Hasards de la programmation ? Négligence d'imprésario ? Ou susceptibilité ?

« L'Orchestre de Paris, dit par exemple Janos Starker, est avec le Philharmonique de New-York le pire orchestre qui soit au monde. Non qu'il réunisse de mauvais musiciens, bien au contraire. Mais autant on ne peut en vouloir à des musiciens médiocres de jouer de façon médiocre, autant d'excellents musiciens qui se comportent comme des enfants de dix ans sont réellement des cochons. Ce que je vous dis là, je l'ai déjà déclaré à un journal new-yorkais. Il n'est pas étonnant que je ne sois pas invité à Paris ».

— Mais pourquoi venez-vous si rarement en France ?

— Les chefs ne m'aiment pas. Et puis, vous d'Amérique, vos cachets sont dérisoires. Il y a trois raisons de jouer à l'étranger : motifs artistiques, considérations de carrière, avantages financiers. Aucune des trois ne me pousse à venir en France. Si j'ai joué au Festival de Prades, c'est pour le plaisir et parce que Casals m'y avait invité, il y a trente ans tout juste.

— Vous aimez les festivals ?

— Pas une ville, pas un village, pas une université, qui puisse désormais s'en passer. Alors, qu'on parle plutôt de concerts d'été : un festival ne mérite son nom que s'il donne lieu à une expérience différente de celle des grandes villes pendant l'année.

« Voyez ces Américains qui ne vont jamais au concert et qui passent leurs étés dans les grands festivals d'Europe. Ils prennent leur ration de musique pour toute l'année. Après leur demande de subventionner un orchestre, ils ne veulent pas en entendre parler. Ils sont saturés ».

Quand je suis arrivé en Amérique il y a trente-huit ans, les sons musicaux étaient très courts, entre vingt-huit et trente-six semaines, et les musiciens n'étaient pas rétribués à l'année. Les festivals ont été inventés pour leur permettre de toucher leur budget en leur évitant de se placer pendant les vacances comme maitres nageurs ou courtiers d'assurance. Maintenant, tous les orchestres américains ont leur résidence d'été. En Hongrie, il y a des festivals partout, et toute l'année. C'est un moyen d'attirer le touriste et de faire entrer les devises.

— La musique y perd-elle ?

— Cela n'a sur elle aucun effet. Pas plus que les concours qui, eux aussi, ont disparu. Pendant quarante ans, je m'y suis opposé, j'ai refusé de siéger dans un jury, puis j'ai changé d'avis. Les concours ne plus ne changent rien à rien. Un musicien qui le mérite fera toujours entendre un jour ou l'autre. Remporter un concours lui permettra au mieux de gagner un peu de temps.

— Rubinstein se plaignait qu'il n'y ait plus de grands pianistes alors qu'il y en a tant dans la technique est excellente. Je pense au contraire qu'il existe, comme il a toujours existé, trois ou quatre grands pianistes par génération. Les musiciens sont plus nombreux, les vrais artistes toujours aussi rares.



Daniel Barenboim
« Le petit Napoléon qui oublie souvent de rester chef lui pour travailler gratis »

« En fait, on est écrasé sous le nombre, et ça c'est quand même formidable. L'université de Bloomington enseigne à mille sept cents élèves musiciens, abrite six orchestres symphoniques, dont une formation baroque, imprime plus de mille programmes et présente huit ou neuf productions lyriques chaque année. Quand on a transporté l'un de nos spectacles au Mex, il a fallu l'adapter. Leur théâtre était plus petit et beaucoup moins commode que le nôtre ».

— Aimez-vous votre violoncelle ?

— Je le déteste quand je dois marcher trop longtemps dans les couloirs d'un aéroport. Pour le reste, le travail, la technique, je n'aime pas en parler. Mon violoncelle et moi sommes synonymes. Mon bus est que l'auditeur oublie mes difficultés. Les violoncellistes qui prennent un air souffrant pour s'attirer la sympathie du public n'ont toujours raison. On ne vient pas voir notre cinéma, mais écouter de la musique.

— Que pensez-vous de Rostropovitch ?

— C'est un autre style, un autre jeu, un autre monde que le mien. C'est un formidable interprète de scène. C'est avec lui que le public s'amusait, pas avec Bach et Beethoven. Ne croyez pas que je suis jaloux. Personne ne prend jamais le concert de personne. Il n'y a que les jeunes pour croire à ces rivalités. J'ai d'ailleurs entendu Rostropovitch jouer du violoncelle exactement comme il faut en jouer.

— Pensez-vous que Casals ait été un grand chef d'orchestre ?

— Peut-on vraiment parler de chef ? Il dirigeait, d'accord, on doit tous être capables de diriger, cela fait partie du métier. Il n'arrive à moi aussi de prendre la baguette, je ne me crois pas chef d'orchestre pour autant. De très bons musiciens qui ne sont pas des chefs ont passé leur vie à diriger. Les chefs non dilettantes se comptent actuellement sur les doigts des deux mains.

— En quoi consiste votre enseignement ?

— A dérouter les élèves. Ce qu'ils savent faire ne m'intéresse pas. Je ne m'intéresse que sur ce qui leur est impossible. Mais la musique est d'abord une affaire de conscience. Si quelque jour j'ai mal et si l'en est satisfait, on n'y peut rien ».

Propos recueillis par ANNE REY.

★ Les caricatures qui illustrent cet article sont empruntées à un ouvrage édité par Occidental Press à Washington.

Le renouveau du Festival de Prades

Survivre à Casals, sans oublier

C'est avec celui d'Aix-en-Provence le plus célèbre des festivals de musique française. C'est aussi, par bien des aspects, le plus précieux, le moins adapté aux cérémonies mondaines comme aux ras de marée touristiques. C'est là que le premier violoncelliste de réputation internationale, celui qui a mit le violoncelle sur le podium, reçut pendant près de vingt ans, de 1950 à 1967, le gratin du Who's Who musical. Casals y fut, là comme ailleurs, le Jupiter tonnant de l'archet. Mais plus encore : un chef d'orchestre, un compositeur, champion de la culture catalane, résistant irréductible au fascisme, fixé là, sur l'autre versant des Pyrénées pour rappeler par la moindre de ses sarabandes son « non » à Franco. L'applaudir fut aussi, une façon d'être de ce côté.

simé des orchestres français. Starker l'insoumis, le Prométhée. Ce fut pour un soir le violoncelle dans sa gloire : Prades retrouvé.

Mais après ? Michel Lethiec rêve, pour le Festival, d'une image de marque restaurée, à peine différente de celle du passé (l'œil leur de Casals évidemment excepté), solidement démarquée du tout-courant festivalier : un noyau d'amis pour un répertoire allant de la sonate au nonetto, de grands solistes pour forcer la note haut de gamme, les artistes résidents réquisitionnés pour des master classes, les stagiaires ayant, en fin de parcours, la possibilité d'assurer eux-mêmes de petits concerts décentralisés. Le Festival de Prades se rapproche donc d'une grande académie de musique de chambre pour répliquer par un Pôle incontournable aux quatre cent soixante manifestations du « type festival » disséminées l'été dans le Languedoc-Roussillon.

A Prades, le nom de Pablo Casals est encore, pour tous, le mot de passe et, sur chaque concert, l'ombre portée. Michel Lethiec, jeune directeur artistique préposé depuis cinq ans au renouveau — un clavieriste dans le temple du violoncelle, mesure les avantages de cette formidable éducatrice et s'applique à conserver au gros violon la place d'honneur qui lui était traditionnellement consacrée.

De Leonard Rose, celliste d'un prestigieux trio qui comptait aussi Stern et Istomin, il obtint le concours et le patronage, jusqu'à la mort de celui-ci il y a un peu moins de deux ans. Pianiste, certes, mais grand ami de Casals et habitué de la grande époque, Mieczyslaw Horszowski, quatre-vingt-quatre ans, se conforma cette année à cet esprit de participation obligée. Vint aussi Janos Starker, le neveu d'Amérique, premier classé par ses pairs et si mal

A. R.

L'Opéra-Bastille semble sauvé

Les travaux reprennent sur le chantier de la Bastille. François Léotard semble l'avoir — pour une fois — emporté sur ses collègues des finances.

Jolie discrète rue de Valois, au ministère de la culture, où l'on brandit, dans une euphorie silencieuse, le communiqué, d'ailleurs fort alambiqué, scellant le sort de l'Opéra-Bastille. François Léotard, une fois n'est pas coutume, l'a emporté sur ses collègues des finances. Les travaux interrompus, ou plutôt considérablement ralentis, depuis le 17 juillet dernier, vont pouvoir reprendre leur vitesse de croisière. Mais la bataille fut rude, si l'on en croit certains fonctionnaires de la Rue de Rivoli, repaire des plus farouches détracteurs du nouveau temple de l'art lyrique parisien. Jacques Chirac a tranché en faveur de son ministre de la culture, et le communiqué émane du gouvernement.

Victoire donc pour les partisans de l'Opéra-Bastille, car s'il est indéniable que le palais Garnier doit conserver sa « vocation lyrique », il est également précisé que « l'équipement de la Bastille comprendra une grande salle de théâtre à vocation musicale, chorégraphique et lyrique ». Cela suppose que les équipes scéniques et la salle de répétition seront achevées. Ce point est d'ailleurs confirmé par le cabinet du ministre. En revanche, la salle modulable, souhaitée et défendue par Pierre Boulez, sera vraisemblablement supprimée.

● Mort du chef d'orchestre Jean-Pierre Jacquillat. — Le chef d'orchestre français Jean-Pierre Jacquillat est mort, le 11 août, des suites d'un accident. Il était âgé de cinquante et un ans. Pianiste de formation et percussionniste, Jean-Pierre Jacquillat avait été le chef assistant ou permanent de nombreuses formations françaises.

Golgotha de Frank Martin à Salzbourg A l'image de Rembrandt

Distribution somptueuse et coups de tonnerre pour l'oratorio à l'ancienne d'un compositeur suisse méconnu : Salzbourg se met en frais.

Le Manège aux rochers de Salzbourg est le lieu des fêtes, des drames et des mystères. Au pied de la muraille de pierre qui porte la forteresse, la musique semble communiquer directement avec la nature et l'univers. Malgré le fait qu'on a dressé au-dessus des spectateurs, on sent encore passer le souffle de l'air et la lumière du soir jette un dernier reflet tout en haut des galeries creusées dans le roc. Décor puissant, austère, qui convenait mieux que tout autre au Golgotha de Frank Martin. Les longues rangées de musiciens et de choristes devant la paroi lisse symbolisaient les foules chrétiennes méditant au calvaire. Et quand Jésus vint paraître : « Malheur à vous, scribes, pharisiens, sépulchres blancs », le déchaînement d'un orage formidable se mêla comme une réponse du ciel au déchaînement des timbres de l'orchestre.

On entend trop rarement cette grande œuvre écrite par le compositeur genevois entre 1944 et 1948 (il était né en 1926). Elle est à la fois proche par l'esprit et très différente des Passions de Bach. Structurée de la même manière et au même moment dramatique et contemplatif, elle emprunte ses textes aux divers évangélistes, mais les condense pour les centrer sur la personne et les paroles du Christ, en alternance avec d'amples effusions tirées des Confessions de saint Augustin.

Née de la vive impression produite sur l'auteur par les Fêtes Croix, une œuvre forte de Rembrandt, l'œuvre est à l'image de celle-ci, et joue du contraste des ténèbres et de la lumière. La violence du discours au Temple, les scènes dramatiques du procès, l'abîme de défection qui se creuse à chacune des supplications de Jésus à Gethsémani, jusqu'à ce cri sur « la puissance des ténèbres » lors de son arrestation, don-

nent un relief saisissant à l'ineffable donateur de l'institution de l'Eucharistie, de la montée au calvaire et de la mort du Christ, devenues comme étrangères aux tumultes extérieurs.

Le chœur, dont le rôle est primordial, accompagne et raconte la passion comme un pèlerin, au pas lent d'un récit simple et déposé, dont la couleur harmonique très dense reflète les sentiments et la piété. Il ne devient acteur un moment que pour représenter, comme chez Bach, et par des procédés semblables, la foule avide de sang. Mais il est surtout le lieu de la méditation chrétienne ; il interprète les événements à la suite de saint Augustin en admirables stances douloureuses, indignées, ferventes, accablées jusqu'à cette dernière page qui, après la proclamation, celle de la résurrection s'envole avec fraîcheur et une allégresse indicibles pour rejoindre très doucement « la lumière de la vérité ».

L'orchestre, très fourni, reste pourtant au second plan, comme un complément du chœur, soutenant son impulsion rythmique, avant sa couleur harmonique. On notera cependant quelques détails savoureux, comme l'intervention des bassons associés à l'alto et au ténor, pour imaginer l'incertitude et la détresse des apôtres à Gethsémani, seul élément pittoresque de cette partition austère ; et surtout le commentaire mystique d'une couleur qui rappelle le troisième acte de Parsifal, et que l'orchestre développe en marge de l'air sublime du ténor sur la mort du Christ.

Le nouveau directeur musical de l'Opéra de Paris, Lothar Zagrosek, a donné de cette œuvre une interprétation d'une grande beauté avec les chœurs et l'orchestre de la Radio autrichienne, Edda Moser, Christa Ludwig, Peter Schreier, Harry Pöschel et surtout Dietrich Fischer-Dieskau, qui chantait les paroles du Christ avec une sobriété, une intensité et une transparence exemplaires.

JACQUES LONCHAMPT.

V.O. : MARIGNAN CONCORDE PATHÉ • UGC MARRETT
UGC DANTON • MONTMARNASSE PATHÉ • FORUM LES HALLES
CINÉ BEAUBOURG LES HALLES • 14 JUILLET BEAUGRENELLE
V.F. : REX • FRANCAIS PATHÉ • ST-LAZARE PASQUER
UGC MONTMARNASSE • LES IMAGES • UGC CONVENTION • NATION
UGC GARE DE LYON • FAUVETTE • MISTRAL • MAILLOT • 3 SECRETAIN

UN POLAR
où tous les moyens sont bons.

FX
EFFET
DE CHOC

... DODI FAYED - JACK WIENER - ROBERT MANDEL
FX EFFET DE CHOC
BRYAN BROWN - BRIAN DENNEHY - DIANE VENGRA - CLIFF DE YOUNG
BILL CONTI - MEL BOURNE - MIROSLAV ONDRICEK
MICHAEL REYER - ROBERT T. MCGINNIS - GREGORY FLEEMAN
DODI FAYED - JACK WIENER - ROBERT MANDEL

V.F. : VERSAILLES Cyrano • RUEIL Ariel • POISSY Rex • ORSAY Uls 2
9 DEFENSE 4 Tamps • VELIZY 2 • COLOMBES Club • ENGHEN Français
THIAIS Belle Epine Pathé • CHAMPIGNY Multiciné Pathé • MONTREUIL MARAIS
PANTIN Carrefour • CRETEIL Ariel • ROSNY Ariel • NOGENT Ariel
AULNAY Parisior • VAL D'YERRES Buxy • LA VARENNE

DOLBY STEREO
DANS CERTAINES SALLES

EXPOSITIONS

Les sculptures de Tapiés à l'abbaye de Montmajour
Quand le moqueur se fait ermite

Le peintre Tapiés, plus grave qu'à son habitude, se convertit au modelage et à la sculpture. Sans doute parce qu'il expose dans une ancienne abbaye. Mais il demeure fidèle à son style. Et la rigueur lui va bien.

Un peintre contemporain qui expose en été dans un monument historique : rien de plus banal et de plus décevant, d'ordinaire. Un peintre contemporain qui se convertit au modelage et au volume : rien de plus convenu et de plus périlleux. Celui qui triomphe heureusement de ces épreuves démontre ainsi sa subtilité et son adresse. Ces vertus que Tapiés pratique de longue date nous sont révélées dans une vieille abbaye provençale. L'exercice surprend moins qu'il ne ravit.

Son intelligence, c'est de s'être laissé suggérer sujets et matériaux par les lieux. Les ruines glorieuses de Montmajour, l'église nue, les tombes taillées dans le rocher, les

murs à demi renversés, tout incite à de sombres pensées, à des songes funèbres, d'incendie et de mort. Aussi l'artiste, plus grave qu'à son habitude, s'est-il éloigné de ses thèmes usuels, leur préférant des vanités, des fragments de calvaire ou la représentation des instruments du culte, de la cloche à la bible. Le crâne d'Adam, le portement de croix, une dent énorme et déchaussée : on reconnaît à peine Tapiés l'humoriste, celui qui magnifie la pantoufle et exalte la clinique beauté d'une salle de bains. Le moqueur s'est, l'espace d'un printemps, fait ermite, et cette métamorphose lui va bien.

Elle ne l'a cependant pas précipité vers l'anecdote ou l'imagerie. Si tragique il y a, il transparaît par allusions, par bribes et sous-entendus : la tête de mort reste incomplète, et la passion du Christ n'est évoquée que par symboles interposés. Tapiés demeure essentiellement fidèle à son style, si bien que l'objet lui-même importe moins que ne compte le traitement qu'il lui fait subir. En peinture, celui-ci se compose de

maculations et d'effacements, de salissures concertées et de brouillages précis.

Pour trouver l'équivalent sculptural de tels sévices, Tapiés emploie la terre, qu'il peut à son gré modeler, inciser, rogner, émietter, cuire et enduire d'émail noir. La plupart des pièces semblent échappées d'un cataclysme qui les aurait brûlées après les avoir éraflées. Le matériau feint l'érosion et la rouille avec une grande habileté, communiquant à la sculpture un air de désolation fort accordé à son sujet. Aussi adroit pour construire de vastes compositions que pour indiquer l'ombre d'un corps absent à l'aide d'un trait, ce quasi-néophyte a des trouvailles de maître.

On aimerait qu'une fois Montmajour entièrement restauré, les salles rendues à leur majesté d'autrefois, Tapiés y revienne pour achever l'œuvre entreprise, tant l'alliance de ces terres cuites et de la pierre blanche a de noblesse et de force.

PHILIPPE DAGEN.

★ Abbaye de Montmajour, Arles. Jusqu'au 13 octobre.



Jambe et croix, terre, 1986. Un faux air de désolation.

Kandinsky et Sol Lewitt à Grenoble

Les mésaventures de l'angle droit

Un Russe, Kandinsky, et un Américain, Sol Lewitt, sont à l'honneur, au Musée de peinture et de sculpture et au Centre national d'art contemporain de Grenoble.

Avec un point commun : l'ascétisme et la rigueur.

Echange de politesses : pour avoir souvent contribué aux expositions du Centre Pompidou, le musée de Grenoble a obtenu qu'on lui prête le temps d'un été, quelques œuvres majeures de la donation Nina Kandinsky. Majeures mais non canoniques : plutôt que d'illustrer l'expressionnisme de Murnau ou les débuts de l'abstraction, trop connus peut-être, elles résument une époque peu connue, la période du Bauhaus. En 1922 à Weimar, de retour de Moscou, Kandinsky devient professeur de peinture murale. Mais l'enseignement qu'il donne compte moins de celui qu'il reçoit, et qui le métamorphose. A la différence de Klee, son éphémère collègue, passablement indifférent à l'esprit ou à la mode - Bauhaus, Kandinsky se laisse progressivement captiver par la rigueur et le dépouillement. Soumis à la doctrine d'un Moholy-Nagy ou d'un Albers, impressionné par leur religion de la droite et du cercle complet, celui qui peignait dix ans auparavant des batailles de couleurs et des « improvisations » échouées ne jure plus que par la géométrie la plus euclidienne. Le souffle froid du néoplasticisme a congelé l'inspiration. Kandinsky s'est rangé.

La suite, suite lointaine il est vrai, de cette histoire, il faut aller la chercher au « Magasin » du cours Berriat, officiellement promu Centre national d'art contemporain. Là, comme s'il ne s'était presque rien passé depuis 1933, Sol Lewitt a exécuté un décor mural que n'eût pas désavoué le plus orthodoxe des papes de Dessau. Or Lewitt doit sa notoriété au rôle qu'il prit, dès les années 60, dans le développement du minimalisme américain. S'il consent désormais à introduire quelques triangles, et jusqu'à des pyramides, à l'intérieur de son système de cubes, s'il s'entendit au point d'user de brun, de gris ou de bleu, lui qui si longtemps a proscriit la couleur, le résultat, longue frise de volumes peints en trompe-l'œil, reste

d'une parfaite austérité. Lewitt, se « réchauffe » un peu, atteint le point où était parvenu le plus glacé des Kandinsky. Coïncidence ? On a peine à le croire. L'un et l'autre, bon gré mal gré, ont mis en images la théorie de l'angle droit née du cubisme « réformé » de Mondrian. D'un bout à l'autre du siècle, celle-ci a régenté les arts. Bien des manières contemporaines, à cet égard, du minimalisme au conceptuel, n'en sont que des reprises plus ou moins renouvelées. Toutes sont entichées d'ascétisme, toutes sont tentées par le monumental ou le décoratif.

A cette généalogie du purisme, il serait commode d'opposer la tradition du geste et du cri. Une troisième exposition grenobloise, celle d'un jeune Allemand, Walter Dahn,

en fournit l'occasion. Les puérilités, les dégoulinades hâtives, les inscriptions pseudo-comiques qui adornent ses toiles relèvent à l'évidence d'un parti pris de désinvolture fort ignorant des plaisirs de l'abstinence. Mais Dahn met à son exhibitionnisme tant d'excès, en si peu de fusées, qu'il n'obtient qu'un résultat : celui de rendre, au moins momentanément, plus attirantes et plus dignes de respect les œuvres les plus strictes des géométristes. Car celles-ci ont, du moins, le mérite de la maîtrise.

PHILIPPE DAGEN.

★ Kandinsky : Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun, jusqu'au 15 septembre. Sol Lewitt et Walter Dahn, Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, jusqu'au 25 septembre.

CHRONIQUE



La bronzette sur les berges de la Seine

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

QUEST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ? Jusqu'au 13 octobre. Grande Galerie.

MAGNELL. Ardoises et collages. Jusqu'au 21 septembre. Salle d'art graphique.

DEBORAH TURBEVILLE. Jusqu'au 29 septembre. Galerie du Forum.

ENZO CUCCHI - TONI GRAND - LA REVUE PARKETT. Jusqu'au 24 août. Galeries contemporaines.

LE GRAND PARI. Un projet de la Mission Beaulieu 89. Jusqu'au 1^{er} septembre. - CRÉER DANS LE CRÉE. Jusqu'au 8 septembre. - LIEUX DE TRAVAIL. Jusqu'au 13 octobre. CCI.

IMAGES DE TRAVAIL. Jusqu'au 29 septembre. BPI.

REGARD COMPLEXE. Photographies de cinéastes par M. Cornier. Jusqu'au 8 septembre. Foyer de la salle Garance.

SENS DESSUS DESSOUS. Atelier des enfants. Entrée libre. Jusqu'au 30 août.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tj, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars 1987.

CHÈS-D'ŒUVRE DE LA TAPISERIE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE (collections de la Ville de Paris). Jusqu'au 17 août - LA RENAISSANCE AU PETIT PALAIS. Nouvelle présentation des collections permanentes. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 16 F.

PRUD'HON. La Justice et la Vengeance divine poursuivant le crime. Jusqu'au 1^{er} septembre - LES MOTS DANS LE DESSIN. Acquisitions récentes. Jusqu'au 29 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 45 h 17 h. Entrée : 20 F (gratuite le dimanche).

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'Océanie. Collection Girardin. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

1968. LES NOUVEAUX RÉALISTES - JEAN-LOUP SIEFF. Photographies 1953-1986. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 septembre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1927. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). En permanence.

REBECCA HORN. Nait et jure sur le dos du serpent à deux têtes - FRANÇOIS PERRODIN - REINER RUTHEN-HECK. Entre chien et loup. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

MARINETTE CUECO. Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

GEORGES MÉLIÈS - KEIICHI TAJARA. Images de la fin de siècle - MARC TRIVIER. Jusqu'au 26 septembre. ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septembre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS, XVIII^e-XIX^e siècles - ANIMAUX D'ÉDO. Fonds

Cernuschi, 1871-1872. Musée Cernuschi, 7, avenue Voltaire (45-63-50-75). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 octobre.

YVES SAINT LAURENT ET LE THÉÂTRE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 7 septembre.

YVES SAINT LAURENT. 28 années de créations. Musée des arts de la mode, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 octobre.

PAUL POIRET ET NICOLE GROUT. Maîtres de la mode art déco. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

JEAN CLAREBOUDT V. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

BENNY. Paysages et visages de Paris. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 octobre.

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellechasse

(45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

L'ART DE LA PLUME AU BRÉSIL. Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (45-28-12-38). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 septembre.

LISZT ET LE ROMANTISME FRANÇAIS. Musée Renan-Schaeffer, 16, rue Chapon (48-74-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

BIJOUX, TABLEAUX ET MÉDAILLONS EN CHEVEUX. Donation A. Chancel. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma Gandhi (bois de Boulogne) (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'en octobre.

SUR L'EAU... SOUS L'EAU... Imagerie et technique dans la Marine 1689-1730. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée Bourdelle, 16, rue A. Bourdelle (45-48-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

PAUL BAUDRY. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-32-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

L'ATELIER DE RAYMOND CORBIN. Sculptures, dessins, médailles. Monnaie de Paris, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

HISTOIRE DE LA STATUE DE LA LIBERTÉ. Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (43-20-15-30). Sauf les jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

L'ENCYCLOPÉDIE VIVANTE. Arts, sciences et techniques à la fin du XVIII^e et du XIX^e siècle. Espace Diderot. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 octobre : LE TEMPS DES ROBOTS LEGO. Météo-musée et atelier de créations pour les enfants. Niveau S1. Entrée libre. Jusqu'au 15 août ; 3D. LA MAQUETTE DE L'ENTREPRISE. Espace Entreprise, niveau S2. Entrée libre. Jusqu'au 31 août. PRODUCTIQUE. PRODUIRE AUTREMENT. Explora, niveau 1. Entrée : 30 F (comprise dans le billet Explora). Jusqu'au 24 août ; LES LIVRES SCIENTIFIQUES POUR LES JEUNES A TRAVERS LE MONDE. Médiabrique. Niveau S1. Entrée libre du mardi au dimanche inclus, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 août. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (42-41-33-88). Sauf le lundi, de 14 h à 22 h. Les samedis, dimanches et jours fériés, de 12 h à 20 h.

Tous les jours de 13 h à 19 h. Dimanches et fêtes, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

DOTREMONT ET LA PEINTURE COBRA. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (42-36-27-53). Tj, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

LIBERTÉS DE LA PEINTURE. Union de banques à Paris, 22, boulevard Malesherbes (42-68-33-33). Jusqu'au 30 août.

BIÈRES ET BRASSERIES DU NORD-PAS-DE-CALAIS. Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (42-46-18-14). Sauf sam. et dim., de 9 h à 19 h. Jusqu'au 4 octobre.

LES MONUMENTS HISTORIQUES ET LEUR PROTECTION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE. Orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). Sauf les jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 septembre.

En région parisienne

BÈVRES. Montagnes, photographies d'Edith Clère. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-10-60). Tous les jours, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h à 18 h. Jusqu'au 29 août.

BRETAGNE - SUR - ORGE. Dessins/Propositions de V.C. Blanc, G. Chaplain (sculptures). Centre culturel communal, rue Henri-Douard (60-84-38-68). Jusqu'au 27 septembre.

BOUY-EN-JOSAS. Les années 60. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Sauf lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

NEMOURS. Liliane Emilie Crea. Crea-musée, rue Gastier-1^{er} (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre - 1000 ans av. J.-C. en Europe « barbare ». Musée de préhistoire, avenue de Stalingrad (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. Art dicté par Jean Dubuffet/Art brut. Musée d'Art brut, Château Guérin 39, avenue du Général-de-Gaulle, nationale 34 (43-08-82-35 : 43-09-62-75). Les mardis et jeudis, de 14 heures à 18 heures en permanence.

PONTOISE. Hommage à Albert Gleizes, 1881-1953. Jusqu'au 21 septembre. - MONSIEUR ET MADAME TAVET. Méditerranéens et douaniers. Jusqu'au 28 septembre. Musée Taveret-Delaunay, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). Sauf mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 30 h 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

ANTRES. La médecine de la préhistoire au Moyen Âge. Musée d'histoire et d'archéologie, Bastion Saint-André (93-34-48-01). Jusqu'au 15 septembre.

ARLES. Tapiés. Sculptures et dessins 1985-1986. Abbaye de Montmajour (90-54-64-17). Jusqu'au 13 octobre.

AUXERRE. Peintures sans frontières. La gastronomie revue par la peinture. Maisons du tourisme, 1-2, quai de la République (86-52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

AVALLON. Plein-air de sculptures polonoises. Esplanade en bas de la rue Bocquillon. Renseignements au : 86-34-28-78. Jusqu'au 24 août.

BAYONNE. Hans Seiler. Musée Bonnat, 5, rue Jacques-Laffitte (59-59-08-52). Jusqu'au 15 septembre.

BELLAC. XXXIII^e Festival national Jean Giraudoux. Pierre Mabillet, Didier Mathieu, 8, avenue Jean-Jaures (55-68-76-03). Jusqu'au 31 août.

BORDEAUX. Hommage à Bonnard. Musée des beaux-arts, cours d'Albret (56-90-91-60). Jusqu'au 25 août. - Gilbert and George. Cape, entreey Lait, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 7 septembre.

BOURG-EN-BRESSE. L'oubli afflige la mémoire. Les Américanistes italiens. Prénat de Brou, 63, boulevard de Brou (74-22-22-31). Jusqu'au 28 septembre.

BRIVE. Vincent Bioelet. Salles d'exposition du Théâtre municipal (55-23-31-39). Entrée gratuite. Jusqu'au 21 septembre.

CAGNES-SUR-MER. Dix-huitième Festival international de la peinture. Châteauneuf-de-Grimaldi (93-20-67-29). Jusqu'au 30 septembre.

CALAIS. Jochen Gerz. Œuvres sur papier photographique 1983-1986. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 8 septembre.

CANNES. Grands maîtres de la sculpture. Mémoire d'une collection. Salles de la Malmouss, 47, La Croisette. Jusqu'au 21 septembre.

CARCASSONNE. Albert Ayne. Paradigmes 1962-1986. Thèmes et variations. Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun (68-37-80-90). Jusqu'au 30 septembre. Les Figurations des années 60 à nos jours. (92 peintures figuratives). Les Tours narbonnaises. Cité de Carcassonne (68-47-80-90). Jusqu'au 14 septembre.

CASES-DE-PÈNES. Bernard Dufour. Peintures 1958-1967. Fondation du château de Jau (68-64-11-38). Jusqu'au 30 août.

CLUNY. Joan Miró. Œuvre gravé et tapisseries. Ecuens de Saint-Hughes (85-59-05-87). Jusqu'au 14 septembre.

COLMAR. Bryen. Musée d'Unterlinden, place d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au 5 octobre.

COUTANCES. Yo Marchand. Musée, 2, rue Cassin-Morinier (33-45-11-92). Jusqu'au 31 août.

Le cheminement et l'évolution de l'écriture textile depuis 40 ans. 31 créateurs dont Lurçat, Gromaire, Le Corbusier, F. Léger, S. Delany, Braye, Adam, Picco, Pignatelli, Lapèque, Lucire, Bussière, Ubae, Vassari, Gieb, Arthur, Bertrand, Abakowicz, Petaliba, Bici, O de Amal, Gutierrez, Fortin, Rado, Dague, Kandaya, Gran-Garaga, Bruchet, Pata, Moulner, Meyer, Tcheby, Nicks, Œuvre Culturel de l'Yonne, Quaxere, Œuvre Saint-Germain, Jusqu'au 12 octobre.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

RIVE DROITE		RIVE GAUCHE	
SAADA	48-87-29-23 37, rue Beaubourg, 3 ^e	LE MAHARAJAH	43-54-26-07 72, boulevard Saint-Germain 5 ^e T.L.J.
LE PÊCHEUR	43-87-56-87 27, bd des Batignolles, 8 ^e (M ^o Rome) T.L.J.	TIEMKO	46-33-12-12 3, rue Champollion, 5 ^e
TY COZ	48-78-42-93 35, rue Saint-Georges, 9 ^e F. dim., lundi		
PALAIS DU TROCADERO	47-27-05-02 7, avenue d'Eylau, 16 ^e		
Tous les jours		Tous les jours	

CADRE RAFFINE. Spécialités MAROCAINES. Couscous, Méchouis, Tagines, Bastels. Déjeuners et dîners d'affaires. Banquets. Mariages. Ambiance typique avec danseurs.

Cuisine familiale. Spécialités de poissons, coquilles saint-jacques, lotte à la royale, sole, raie, etc., viandes. Prix moyen à la carte 120 F.

NOUVEAU TY COZ A LYON (1^{er}). 15, rue Royale. Fermé dimanches et lundis. 78-27-36-29. MEMES SPECIALITES DE POISSONS, CRÊPES, GALETTE. J23 h.

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Service et livraison à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.

J. 23 h 30. SPÉC. INDIENNES, PAKISTANAISES : Biriani, Tandoori. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. - GRILL D'OR 86 : de la gastronomie indienne.

Nouveau décor. Cuisine traditionnelle : spécialités OKROCHKA, SMARODINNIK, caviar - OHOTNIK. Menu : 75-110 F. et carte. Grand choix de VODKA. Dîners aux chandelles. Musiciens.

THÉÂTRE

Sous le signe des stars

Belmondo, Serrault, Berry, Moreau, Baye... Les stars attaquent les planches pour fuir la crise du cinéma.

La rentrée théâtrale à Paris est placée sous le signe des stars. De Jean-Paul Belmondo à Michel Serrault, de Jeanne Moreau à Nathalie Baye, les locomotives réputées de l'écran se bousculent sur les planches. Rien d'étonnant à cela. La crise du cinéma, crise des auteurs, crise financière, précipite au théâtre comédiens et comédiennes, qui l'avaient un peu oublié en même temps. Les hommes de plus de trente ans sont désormais personnes non gratas sur le grand écran. C'est-à-dire qu'ils ne sont plus intéressants pour les producteurs ou distributeurs, mais leur offre tant la machine cinématographique est frappée de misogynie. Les hommes de plus de trente ans sont désormais personnes non gratas sur le grand écran. C'est-à-dire qu'ils ne sont plus intéressants pour les producteurs ou distributeurs, mais leur offre tant la machine cinématographique est frappée de misogynie.

Pendant ce temps-là, le théâtre s'est fait des bras. Avec l'aide du ministère de la culture, jusqu'ici prodigue en subventions, il s'est pris à rêver d'affiches prestigieuses. Encouragé par le succès d'un metteur en scène comme Robert Hossein, dont les spectacles font des scores à faire pâlir de nombreux professionnels du cinéma, il a pris conscience de ses possibilités, et les stars avec lui.

En tête du lot, Jean-Paul Belmondo, qui, avec le même Robert Hossein, peut espérer un succès comparable en nombre d'entrées à Paris à son dernier film, *Hold up*. Juste derrière, Michel Serrault que l'on n'avait pas vu sur les planches depuis *La Cage aux folles*. Le spectacle comique la carrière que l'on sait. Il revient pour un *Avare*, dirigé, pas toujours sans mal, par Roger Planchon et partage l'affiche avec une grande actrice de l'écran, Annie Girardot, et un jeune premier frais émoulu du cinéma, Pierre-Loup Rajot, fragile et séducteur apprécié des ténors. Retour aussi de Jeanne Moreau, dans le cadre du Festival d'automne, pour un spectacle ambitieux et donc à sa mesure, *Le Récit de la servante Zerkine*, mis en scène par Klaus-Michael Grüber. Son amie Micheline Presle accompagnera à l'Atelier les premiers pas sur les planches de Nathalie Baye



Jean-Paul Belmondo

pour une pièce italienne, *Adriano Monti*, de Natalia Ginzburg.

Marthe Keller scellera ses retrouvailles avec le Théâtre de la Ville pour la première mise en scène, controversée lors du dernier Festival d'Avignon, de Michelle Marquis. Elle a choisi l'admirable pièce de Schiller, *Don Carlos*. Retrouvailles encore pour Richard Berry, qui sera confronté à Niels Arestrup dans la pièce d'Alain Page, *B 29*. Il avait quitté le Français il y a sept ans déjà. Retrouvailles enfin pour Daniel Auteuil, qui interprétera le rôle principal de la nouvelle pièce de Gérard Lauzier, *L'Amuse-gueule*. Le théâtre a aussi ses stars bien à lui, qui n'ont pas toujours trouvé au cinéma des rôles à la mesure de leurs talents. Jacqueline Maillan, bien sûr, qui reprend *Lily et Lily* au théâtre Antoine, mais aussi Pierre Dux pour *Le Triomphe de Shakespeare*. Guy Tréhan, pour *La Villa bleue*, qu'il jouera en compagnie de Madeleine Robinson et Xavier Deluc ou encore Denise Gence, qui sera Madame Peuchum dans *L'Opéra de quat'sous*, mis en scène par Giorgio Strehler.

De bons, de grands moments en perspective que nous avons rassemblés ici. Il n'est jamais trop tôt pour organiser sa saison de théâtre. En voici les principaux rendez-vous :

ANTOINE (42-48-77-71)
A partir du 22 août : *Lily et Lily*, de Marilène et Grédy. Mise en scène de Pierre Mondy. Avec Jacqueline Maillan.

Jacqueline Maillan, l'unique, retrouve son double rôle, après quelques vacances.

ATELIER (46-06-48-24)
A partir du 20 septembre : *Adriano Monti*, de Natalia Ginzburg. Mise en scène de Maurice Benichou. Avec Micheline Presle, Nathalie Baye et Patrick Chesnoy. *Nathalie Baye délaisse le cinéma pour se lancer sur scène. Elle suit l'exemple de Jacqueline Presle, à qui cela a fort bien réussi.*

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50)
A partir du 5 décembre : *Le Récit de la servante Zerkine*, de Hermann Broch. Mise en scène de Klaus-Michael Grüber. Avec Jeanne Moreau.

Après des débuts éclatants chez Jean Vilar, à la Comédie-Française et même au Boulevard, Jeanne Moreau n'a pas en tellement de chance au théâtre. Elle a même eu du mal à trouver des rôles à la dimension de sa personnalité et de sa légende. En voici un.

THÉÂTRE DE LA COMMUNE (Amberlilliers - 48-33-16-16)
A partir du 21 octobre : *La Tempête*, de William Shakespeare. Mise en scène d'Alfred Arias. Avec Pierre Dux.

Un Prospero très doux, bon génie plutôt que magicien redoutable : c'est ainsi que l'on a vu Pierre Dux dans la Tempête, créé dans la Cour d'honneur lors du dernier Festival d'Avignon.



Nathalie Baye

MARIGNY (42-56-04-41)
A partir du 13 septembre : *Les Brumes de Manchester*, de Frédéric Dard. Mise en scène de Robert Hossein. Avec Georges Marchal et François Biston.

A partir de la mi-janvier : *Kean*, d'Alexandre Dumas, dans l'adaptation de Jean-Paul Sartre. Mise en scène de Robert Hossein. Avec Jean-Paul Belmondo.

Quand il était à Reims, Robert Hossein avait trouvé un slogan : le théâtre comme si vous étiez au cinéma. L'un des derniers rôles de Belmondo, au théâtre c'était dans la Mésure apprivoisée, version Audel, avec Suzanne Flon et Pierre Brasseur, qui, plus tard, a créé Kean dans la version de Jean-Paul Sartre que reprend Hossein aujourd'hui.

MOGADOR (42-85-45-38)
A partir du 16 octobre : *L'Avare*, de Molière. Mise en scène de Roger Planchon. Avec Michel Serrault, Annie Girardot et Pierre-Loup Rajot.

MONTFARNASSE (43-22-77-74)
A partir du 9 septembre : *La Maison du lac*, d'Ernest Thompson. Mise en scène de Raymond Gérôme. Avec Edwige Fenech et Jean Marais.

Comme au cinéma Henry Fonda et Katharin Hepburn, deux monstres sacrés du spectacle réunis sur la scène.

PALEIS-ROYAL (42-97-59-81)
A partir du 8 septembre : *L'Amuse-gueule*, de Gérard Lauzier. Mise en scène de Pierre Mondy. Avec Daniel Auteuil.

Daniel Auteuil, un habitué du monde de Gérard Lauzier, aura de la chance de jouer le rôle de Claude Berry, Jean de Florette.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53)
A partir du 26 septembre : *B 29*, d'Alain Page. Mise en scène de Derek Goldby. Avec Richard Berry et Niels Arestrup.

Richard Berry était parti de la Comédie-Française pour faire du cinéma. Il a rencontré Alain Page, l'auteur de Tchao Pantin, et, ensemble, ils ont fait un bon film, Taxi Boy. Ils continuent à faire équipe au théâtre et ont entraîné Niels Arestrup dans l'aventure.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)
A partir du 7 octobre : *Don*

Carlos, de Schiller. Mise en scène de Michelle Marquis. Avec Marthe Keller, Bernard Fresson, Gérard Desarthe et Jean-Michel Dupuis.

Le sourire de Marthe Keller a éclairé cet été les rues d'Avignon où fut jouée cette belle pièce de Schiller au Théâtre des Carmes.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (Châtelet - 42-61-19-83)
A partir du 31 octobre : *L'Opéra de quat'sous*, de Bertolt Brecht. Mise en scène de Giorgio Strehler. Avec Denise Gence et Milva.

Milva a déjà été Jenny, la prostituée douloureuse, pour Giorgio Strehler. Denise Gence a quitté la Comédie-Française pour chanter Madame Peuchum, redoutable



Richard Berry

*reine des clochards. Il avait été question de Nastassia Kinski pour être sa fille, la juive Polly. On parle de présence de Barbara Sukowa pour *Quant à Macky* - le surinéen - il aura, dit-on, l'accent autrichien.*

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-48)
A partir du 12 septembre : *American Buffalo*, de David Mamet. Mise en scène de Marcel Maréchal. Avec Philippe Léotard et Laurent Malet.

Philippe Léotard, Laurent Malet et Yves Robert, paumés comme des naufragés sur un radeau à la dérive. C'est l'Amérique d'aujourd'hui à travers son théâtre.

COLETTE GODARD et OLIVIER SCHMITT.

FESTIVALS

Dix Festival : « Jazz in Marciac »

Les ténors du Gers

A Marciac, dans le Gers, à l'heure où les festivals ont plié boutique, les musiciens se réunissent autour de Guy Lafitte, le ténor du cru. On y trouve Didier Lockwood comme Maxime Saury, Art Farmer ou Daniel Humair. Autant dire que, si la ligne générale a des allures traditionnelles (Gilbert Leroux Washboard, Irakli Swing Orchestra), il ne faut pas se fier aux apparences : la « nouvelle cuisine », après tout, ne peut rien, ou si peu, sur le foie gras du Gers.

Pour Guy Lafitte, le jazz est question de fidélité. Il convoque donc les témoins de la grande époque qui ne se considèrent pas comme des survivants : Illinois Jacquet, par exemple, rocailleux, rugissant et lyrique, qui vient ici en big band, ou Johnny Griffin. L'ancien compagnon de Thelonious Monk, souvent en France, n'a cessé de gagner en plénitude et en autorité. A croire qu'il joue plus large, avec plus de fougue, semblant carner carrément dans la musique.

Ajoutons, pour faire bonne mesure, Marc Hemmeler, Slade Hampton, Gordon Beck ou Monty Alexander (1) - dont la séduction semble idéale pour ce genre de rencontres - et l'on saisira l'arrière-pensée de Marciac : le jazz comme un art de vivre.

FRANCIS MARMANDE.

* « Jazz in Marciac », du 14 au 16 août, 4, place du Chevalier d'Assas. Rens. : 62-09-31-98 ou 62-09-38-03.
(1) Monty Alexander, au Petit Opéra (maître Châtelet), du 16 au 19 août.

■ Festival de Venise. - Un seul film français a été sélectionné pour la semaine de la critique. Il s'agit de *Désordre*, d'Olivier Assayas, dont c'est le premier long métrage, avec pour interprète : Wladimir Stanczak, Aron-Glass et Lucas Delvaux.

EXPOSITIONS

DIJON. Troisième édition. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

DOUAL. Amalé Goumard. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

DUNKERQUE. Christiane. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

EVREUX. Hans Hartung. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

FONTENAY-LEZ-TOURNAI. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

GRENOBLE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ISOUARD. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

JONGNY. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

LA ROCHELLE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

LA ROCHE-SUR-YON. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

LA TOUR-PAIGUES. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

LE PUY. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

LIOR. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

MACON. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

MARSEILLE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

MENTON. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

MEYMAC. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

MOISSAC. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

MONTAUBAN. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

MONTPELLIER. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

MORLAIX. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

NANTES. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

NICE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ORLÈANS. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

PARAY-LE-MONIAL. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

PONT-AVEN. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

QUIMPER. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

RENNES. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ROANNE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ROCHEFORT. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

SAINT-FARGEAU. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

SARREBOURG. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

SESTRON. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

STRASBOURG. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

TROYES. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

VALENCE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

VALENCIENNES. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

VASSIÈRES-EN-LIMOUSIN. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

VEZELAY. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

VILLEURBANNE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

VIZILLE. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

WADDOCK STANCAK. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

YVES ROBERT. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNOVA. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon. Musée de la Ville de Dijon.

ZARNO

هكذا امتحان

Tourisme

Cascades, rapides et canons à eau...

Le raz de marée de l'aquamanie

Un groupe de soixante enfants d'origine maghrébine s'est vu interdire, le mardi 12 août, l'entrée de l'Aquacity des Pennes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône). La direction du parc aquatique affirme que le « groupe présentait des signes d'agressivité et d'agressivité qui pouvaient nuire à la clientèle ». Mais, pour les animateurs qui

accompagnaient ces enfants venus de deux cités HLM marseillaises, ce refus est incontestablement d'origine raciste. Cet incident est révélateur des problèmes posés par la fréquentation des parcs de loisirs aquatiques en France. Le prix élevé de la grande majorité d'entre eux (58 F aux Pennes-Mirabeau, et même 65 F à l'Aquatica de

Fréjus), sélectionne naturellement la clientèle. Mais pour grossir le flot des visiteurs (trois mille cinq cents par jour en moyenne à l'Aquacity) des réductions sont proposées aux groupes. Elles entraînent une certaine démocratisation du public — ce qui ne ravit pas la clientèle chic, comme nous avons pu le constater à l'Aquacalud du Touquet.

Lourd de nuages sombres, le ciel menace à tout moment de se déverser sur le pays, tandis qu'un vent violent fait souffler les K-Way. Sale temps pour un mois d'août : le thermomètre du Touquet marque 15 degrés. Mais sur la plage immense, où les maillots de bain ont cédé la place aux pulls marins, un flot tropical, sous une pyramide de verre, offre un havre de chaleur. L'Aquacalud du Touquet, ouvert depuis juin 1985, est l'un des dix parcs de loisirs aquatiques français, qui, depuis l'inauguration en 1983 de l'Aquacalud du cap d'Agde, se propagent à la vitesse d'un raz de marée.

La recette, importée des Etats-Unis par l'Américain Armand Lehmann, est simple et tient en un mot : l'eau. Maintenu à 28 degrés, elle accompagne sous toutes ses formes les ébats des baigneurs : cascades, mitrailleurs et canons à eau sur le parcours du combattant ; rapides et remous pour les nostalgiques du Zaïre ; piscine à vagues pour les nageurs confirmés ; mince filet d'eau le long des toboggans géants et autres pentagisses ; douche glacieuse pour les amateurs de sauna, et bains bouillants dans les spas, ou piscines à bulles.

Que vous alliez à l'Aquacity de Gujan-Mestras (Gironde), à l'Aquatica de Fréjus (Var) ou à l'Aquacalud du Marquenterre (Somme), les attractions sont à peu de chose près identiques, même si, ici ou là, on vante « la plus grande piscine à vagues d'Europe », ou sa programmation par ordinateur.

Sur 3 à 6 hectares, elles représentent toutes ou presque le même décor exotique, sensé transporter vers d'autres rivages : palmiers, eaux bleutées et lames à la Tarzan, pour que les « gros bras » puissent impressionner leur Jane.

Le choix tropical, qui revient, pour quatre parcs sur dix au cabinet d'architectes Robert et Ruols, a été imité ailleurs. Trop, au goût

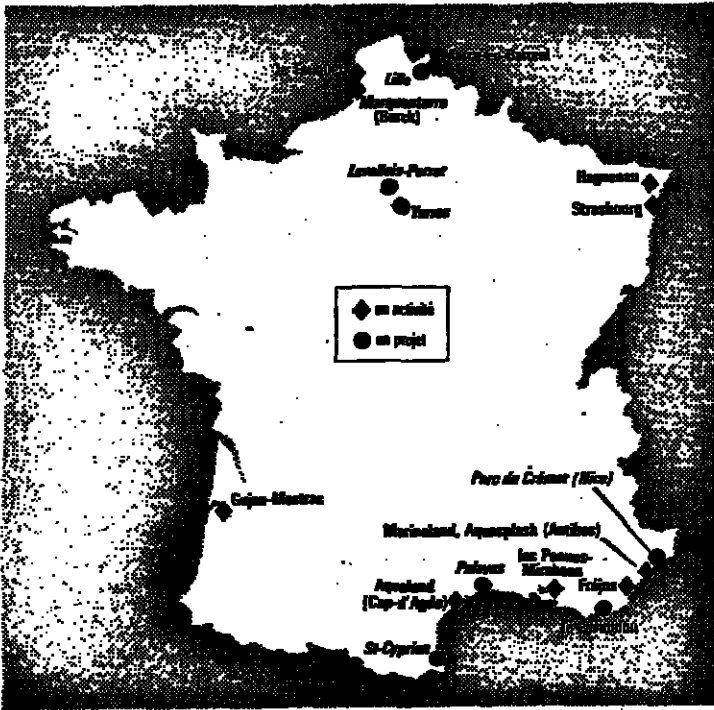
de M. Ruols, qui reproche aux investisseurs de développer un « produit type », sans tenir compte des caractéristiques locales. A Fréjus, toutefois, ils ont réussi à créer un style, avec l'aide du sculpteur Sabatier, dont les immenses formations rocheuses représentent des monstres mythologiques vomissant des flots d'eau.

Avec son élégante pyramide de verre qui s'élève à 20 mètres, l'Aquacalud du Touquet remporte la palme esthétique. Il a aussi la particularité d'être ouvert toute l'année. Qu'il est agréable de s'y baigner l'hiver tandis qu'à l'extérieur la neige tombe ! Certains journalistes sportifs ont même profité de sa situation exceptionnelle pour suivre, bien au chaud, l'Enduro du Touquet en février dernier.

Est-il rentable de faire fonctionner toute l'année un parc aquatique ? Ceux qui ne sont pas couverts fonctionnent à plein, du 1^{er} juin au 30 septembre, avec une moyenne de trois mille visiteurs par jour. A 50 francs en moyenne l'entrée, l'investissement de départ est amorti en quatre ans. Mais, au Touquet, qui tourne à mille deux cents visiteurs par jour l'été, et cinq cents en basse saison, l'affaire est loin d'être fructueuse pour le groupe ISM-Investissement, qui en est le constructeur et le gestionnaire.

Pour encourager la clientèle, M. Marc Honoré, le jeune directeur de l'Aquacalud, organise des soirées en association avec des discothèques, et lance à la rentrée prochaine une grande offensive de séduction-réduction envers les

Les parcs en activité et en projet



Mode

A faire vous-même
La veste de la rentrée



Vêtement en flèche pour la rentrée, le cardigan sept huitièmes surtillé et à grandes emmanchures fait partie de ces tricotés souples et pratiques. Vous le porterez sur une jupe droite au genou, en cuir noir ou en flanelle grise, à moins que vous ne préfériez un pantalon fuselé extensible.

Alain Darda a créé ce modèle exclusif pour les lectrices du Monde en fil poudreuse PINGOUIN, opposant en dernière OZ pétales les tons sours Nègre 07 et Nuage 02, un gris orageux, à réchauffer d'un vaste col-cagoule réchauffé.

Le veste demande vingt-quatre pelotes de 50 grammes

(16,80 F), soit un prix de revient de 403,20 F environ. Pour en recevoir les explications, envoyez une enveloppe timbrée à votre nom au :

Club du tricot Pingouin, 150, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.

Vous fixerez facilement le rembourrage des épaules grâce à une astuce de couturière : pressio-nnez-le en utilisant une bande de bolduc conçue à cet effet, dont la base maintiendra, de surcroît, le montage (dans les merceries et les grands magasins).

NATHALIE MONT-SERVAN.

AQUAPLASH-MARINE-LAND : avenue Mozart, 06600 Antibes. Tél. : 93-33-49-49. 4 juin à fin septembre. 55 F (35 F pour les moins de douze ans).

AQUACITY PENNES-MIRABEAU : route de Septèmes-les-Vallons, Bédit Le Petit Pêche, 13170 Les Pennes-Mirabeau. Tél. : 91-96-12-13. 1^{er} juin au 14 septembre. 58 F (45 F pour les moins de douze ans).

AQUACITY GUJAN-MESTRAS : route des Lacs, 33470 Gujan-Mestras. Tél. : 56-66-39-39. 1^{er} juin au 14 septembre. 58 F (45 F pour les moins de douze ans).

AQUALAND : avenue des Iles-d'Amérique, Cap d'Agde, 34300, Agde. Tél. : 67-26-71-09. 1^{er} juin au 30 septembre. 55 F (42 F pour les moins de douze ans).

FOREST HILL NAUTICLUB : avenue de la Mer, 59700 Marquenterre-Barvaux. Tél. : 20-98-97-97. Ouvert toute l'année. 50 F (40 F pour les moins de douze ans).

AQUALUD : boulevard de la Mer, 62520 Le Touquet. Tél. : 21-05-63-59. Ouvert toute l'année. 50 F (37 F pour les moins de douze ans).

AQUADROME OCEADE : parc du Rhin, 64000 Strasbourg. Tél. : 88-61-92-30. Ouvert toute l'année. 35 F (20 F pour les moins de douze ans).

NAUTILAND HAGUENAU : 8^e rue des Dominicains, 67500 Haguenau. Tél. : 88-73-49-59. Ouvert toute l'année. 38 F (30 F pour les moins de douze ans).

AQUALAND MARQUENTERRE : promenade de Marquenterre, 80790 Fort-Mahon. Tél. : 22-23-45-50. 29 mars à la mi-octobre. 50 F (37 F pour les moins de douze ans).

AQUATICA : RN 98, route de Saint-Tropez, 83600 Fréjus. Tél. : 95-52-01-01. 1^{er} juin à fin septembre. 65 F (45 F pour les moins de douze ans).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

Communication

Réorganisation au « Matin de Paris »

Le quotidien *le Matin de Paris* est en pleine réorganisation. M. Jean-François Pertus, PDG du journal depuis le mois de mars (*le Monde* du 29 mars), vient de procéder à une augmentation de capital, qui passe de 15 millions à 42 millions de francs. Le nouveau capital est maintenant détenu à 31 % par l'Union d'économie sociale (UES Média, proche de la Fédération de l'éducation nationale), à 16,7 % par M. Max Théret — ancien PDG du journal — et ses amis, et à 52,2 % par la Société pour le développement de la presse et de la communication (SDPC) — les trois principaux actionnaires de cette dernière étant M.M. Jean-François Pertus, Max Théret et Laurent Bénichou (PGG de l'agence de publicité Laurent-Bénichou), qui détient chacun 10 % du capital, les autres actionnaires ne possédant qu'entre 2 % et 8 % des actions.

Cette augmentation de capital devrait permettre, selon M. Pertus, de différer voire d'apurer le passif

du journal et de favoriser de nouveaux investissements. Son objectif est d'atteindre une diffusion de 140 000 exemplaires à la fin de l'année 1987, alors qu'elle se situe de 100 000 actuellement).

Pour gagner ce pari, le *Matin* lance une nouvelle formule le 26 août. M. Pertus, qui ne cache pas sa volonté d'animer lui-même la rédaction, est actuellement en négociations pour étoffer la hiérarchie du journal, notamment avec des journalistes venus de *l'Express*.

Une dizaine de rédacteurs du quotidien ont cependant décidé de le quitter en invoquant la clause de cession ouverte après l'arrivée de M. Pertus. M. Stéphane Bugat, rédacteur en chef adjoint chargé de la culture, a déjà présenté sa démission « pour raisons morales et politiques » et d'autres départs pourraient avoir lieu prochainement au sein de la hiérarchie du *Matin*.

Y.-M. L.

Échecs

Après la sixième partie

Un défi pour Kasparov



CHAMPIONNAT
DU MONDE
LONDRES-
LENNINGRAD
1986

Comme prévu, la sixième partie, ajournée le lundi 11 août, s'est conclue par la nulle. Comme prévu, elle a été déclarée telle sans reprise du jeu et, comme prévu enfin, Karpov a attendu le plus longtemps possible pour annoncer qu'il « offrait » cette nulle à son adversaire.

Ce n'est en effet qu'à 17 h 20 (heure de Paris), mardi, soit seulement quarante minutes avant l'heure prévue de la reprise, que le challengeur a prévenu de son offre M. Lothar Schmid, arbitre du match. Ce dernier la transmet alors à Kasparov, lequel l'accepta rapidement. Jusqu'au dernier moment, Karpov a donc essayé de faire croire à son rival que, après analyse, il avait transformé son infime avantage, à l'ajour-

nement, en position gagnante. Classique guerre des nerfs.

Voici donc, au premier quart du match, les deux joueurs à égalité (3-3). La situation n'est en soi pas mauvaise pour Kasparov qui, s'il maintenait un score nul jusqu'au bout, conserverait son titre. A ce même stade de la compétition il était mené en 1984, 2-0 et, en 1985, 2-1. Il s'agit seulement de savoir si la terrible défaite qu'il a subie dans la cinquième partie, avec la défense Gruenfeld, ne l'a pas marqué trop profondément. Qu'il défie encore Karpov avec la même défense, ce mercredi 13 août dans la septième partie, sera un début de réponse.

B. de C.

JEU DE LA FORTUNE

GRAND SUCCÈS AU JEU DE LA FORTUNE!
TOTAL PORTE DE 65 A 71 MILLIONS
(DONT 165 BX) LA DOTATION EN JEU.

AU 6 AOÛT
ILS ONT GRATTE
DES MILLIONS... ET ÇA ROULE!

DÉJÀ UN LOT DE 500.000 F GAGNÉ A LIMOGES
ET DES MILLIERS DE LOTS DANS TOUTE LA FRANCE!

... DONT

3 lots de 100.000 F à : BAR-LE-DUC (53) BRIEC (22) DREUX (28) 2 lots de 50.000 F à : GAP (05) JAVAI (53) 1 lot de 25.000 F à : BAR-LE-DUC (53) 8 lots de 10.000 F à : AUXERRE (87) COULOMMIERS (77) LE PONTET (84) LOURDES (65) MANDELIEN (06) MONTREUIL (93) VANDOEUVRE (54) VIENNE (38) 3 lots de 5.000 F à : AUBERGES (63) CARPENTRAS (84) RAU (64)	6 lots de 2.500 F à : AUX-EN-PROVENCE (13) CARBON-BLANC (53) COULOMMIERS (77) LA CHAPELLE-ST-MESMIN (45) ST-GENEST-LE-REPT (42) STRASBOURG (67)	BOURGES (18) DINARD (35) FREPILLON (95) LA CHAPELLE-D'ARMENTIÈRES (59) LA SEYNE-SUR-MER (83) LUCCIANA (20) MARLES-LES-VIGNES (62) MEULX (77) MELUN (77) MERCUES (46) MONTAUBAN (82) MORLAIX (29) NANTES (44) NICE (04) NORMOUTIERS (85) PERROS-CUREC (22) PIERRE-BENITE (69) ST-CILLES-CROIX-DE-VIE (65) SALLANCHES (74) TOULOUSE (31) TOURS (37) VILLERIVE-SUR-LOT (47) ETC.
---	---	--

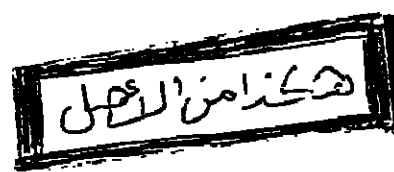
... ET EN PLUS
31 BX

ALLENCON (41) AMBIENS (80) ANGOULEME (16) AURAY (54) BACHANT (59) BAPLUME (62) BEAUVAIS (60)	ALLENCON (41) AMBIENS (80) ANGOULEME (16) AURAY (54) BACHANT (59) BAPLUME (62) BEAUVAIS (60)
--	--

ET AUSSI 377 LOTS DE 1.000 F ET 96 LOTS DE 250 F
ENCORE 134 BX
ET DES DIZAINES DE MILLIERS DE LOTS EN JEU!

TOTAL

QUAND LA FORTUNE EST BONNE LE PLAISIR EST TOTAL



Economie

REPÈRES

Automobile

Renault progresse toujours

Les immatriculations d'automobiles Renault ont progressé de 11,8 % en juillet par rapport au même mois de 1985, pour atteindre 46 600 véhicules. Peugeot, en revanche, a perdu 1,6 %, Citroën 15,4 %, ce qui donne un total de 45 200 véhicules (- 6,9 %) pour PSA. Sur un marché global en légère progression (+ 1,2 %) en juillet, les constructeurs français progressent (+ 1,7 %) plus vite que les étrangers (+ 0,6 %), mais le taux de pénétration de ces derniers atteint 44,8 % pour juillet, un mois traditionnellement élevé, « en raison du changement de millésime qui perturbe la production française », explique la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, qui publie ces statistiques.

Sur sept mois, la progression des voitures étrangères (+ 8 %) reste plus importante que celle des françaises (+ 7,7 % sur Renault et - 3,2 % pour PSA, soit + 1,8 % au total). Les constructeurs étrangers concurrencent 37,7 % du marché français.

Crédits

Premier prêt d'ajustement structurel au Burundi

Le Burundi sera le premier pays à bénéficier d'un prêt du Fonds monétaire international au titre de la facilité d'ajustement structurel (FAS) créée pour les pays les plus démunis et dont les fonds, 2,7 milliards de dollars de tirage spécial (1 DTS = 8,08 FF), sont gérés conjointement par le FMI et la Banque mondiale. C'est ainsi que, outre un crédit stand-by classique de 21 millions de DTS, le Burundi bénéficiera de 20,1 millions de DTS sur trois ans au titre de cette facilité, pour l'aider à diversifier une économie trop dépendante des exportations de café. Bujumbura a reçu l'appui du FMI et de la Banque mondiale pour la mise en œuvre d'un plan de redressement sur trois ans, permettant au pays de retrouver une croissance de 4 %, de ramener l'inflation à 7 % et le déficit de la balance des paiements à 6,5 % du produit national brut. Désengagement de l'Etat, plus grande liberté des prix et adoption d'une politique de taux de change réaliste sont à la base de ce plan triennal.

Croissance

+ 1,1 % au deuxième trimestre

Accélération de la croissance en France : le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 1,1 % au cours du deuxième trimestre (par rapport au trimestre précédent), alors qu'il avait stagné durant les trois premiers mois de 1986, selon les estimations préliminaires de l'INSEE. Les importations ont notamment enregistré une forte poussée (+ 7,6 %), ainsi que la formation des stocks (+ 4 milliards de francs) et les investissements des entreprises (+ 4,5 %). La consommation des ménages a progressé à un rythme soutenu (+ 0,9 %).

Pour les douze mois se terminant en juin, le PIB a augmenté de 2,3 % par rapport aux douze mois précédents, l'objectif gouvernemental pour 1986 étant de 2,5 %. La demande intérieure s'est accrue de 4,1 %, la consommation des ménages ayant progressé de 3,3 % et la formation brute de capital fixe de 5,6 %. Les importations se sont accrues de 6,7 % et les exportations de 0,3 % seulement.

Energie

Le Japon s'interroge sur sa politique charbonnière

A Tokyo, une réunion du Conseil du charbon, chargée de préparer le huitième plan nippon, a été reportée sine die. Les utilisateurs n'acceptent plus de surveiller leur houille comme par le passé. L'industrie sidérurgique a décidé de ne plus acheter son charbon à coke que 54,8 dollars par tonne aux compagnies locales, alors que le prix officiel est de 156,6 dollars. Le prix du charbon importé est de 51,7 dollars la tonne. La baisse du prix de l'énergie et la hausse du yen rendent ces subventions inacceptables : sur les cinq premiers mois de cette année, le surcoût pour les maîtres des forges a atteint 1,9 milliard de dollars. Le MITI (ministère du commerce extérieur et de l'industrie) essaie de sauvegarder ce qui reste des mines japonaises, qui n'emploient plus que 25 000 ouvriers, contre 450 000 dans les années 50. La production est déjà tombée à 16,4 millions de tonnes, contre des importations de 80 millions de tonnes. Le septième plan charbonnier, qui expire en avril 1987, prévoyait une production de 20 millions de tonnes. Les pertes des mines atteignent 260 millions de dollars l'an passé.

SOCIAL

La politique de l'emploi

L'impasse sur les jeunes les plus défavorisés

Favorable aux jeunes, la politique de l'emploi menée par le gouvernement de M. Jacques Chirac l'est-elle, équitablement, pour tous ?

A observer les dispositifs mis en place, tant par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, que par M. Nicole Catala, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, rien n'est moins sûr. On peut, en effet, se demander si toute une population, celle des jeunes en difficulté, n'a pas été oubliée, voire ignorée.

Quelques décisions laissent même à penser que l'on ne prête guère d'attention au risque représenté par ces moins de vingt-cinq ans, sans réelle insertion sociale et professionnelle, dont le rapport de M. Bertrand Schwartz, dès 1981, avait mis en évidence l'extrême vulnérabilité sur un marché du travail en crise.

Les entreprises intermédiaires (1), qui font souvent office de cliniques, sont dans les faits supprimées. On leur reproche une justification économique discutable et un coût en subventions trop élevé au regard du nombre des jeunes accueillis (2 500).

Les stages 16-18 ans et 18-25 ans, qui bénéficient actuellement à 120 000 jeunes par an, ont été revus à la baisse. L'objectif de la prochaine campagne, traditionnellement lancée l'été pour prendre effet à la rentrée, a été ramené à 30 000 stages pour les 16-18 ans, à 18 000 stages pour les 18-25 ans, à 20 000 stages pour les jeunes chômeurs de longue durée. Ces programmes, a expliqué récemment M. Catala, « sont en voie d'extinction ».

Quant aux missions locales, au nombre de 106, créées dans les basins d'emploi les plus défavorisés, et qui constituent, avec les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) l'ossature du plan de soutien aux jeunes en difficulté, elles s'interrogent sur leur futur. Pour l'instant, elles ne doivent leur maintien qu'à l'inquiétude manifestée par les collectivités locales, toutes opinions politiques confondues, qui y voyaient le moyen de « désamorcer » des situations explosives et, du même coup, avaient accepté de supporter une partie de la charge financière.

Leur fonctionnement fera l'objet de trois rapports, et elles seront

jugées en fonction de leur efficacité, y compris économique. En tout état de cause, elles seront « recentrées » sur le placement dans l'emploi, ainsi que l'indique une circulaire du 1^{er} juillet dernier.

La pression des réalités

Pourquoi une telle révision ? Une première explication doit être cherchée dans la différence d'analyse sur les vertus du marché du travail. Bien que le traitement social ait été récemment réhabilité, sous la pression des réalités, le credo de la nouvelle majorité demeure. L'emploi dépend d'abord de l'entreprise, et rien, pas même une stratégie d'insertion, ne peut se substituer à celle-ci. La deuxième explication tient dans la croyance que la solution, pour les jeunes, dépend de l'orientation. A l'appui de cette thèse, on observe que 120 000 jeunes sortaient du système scolaire sans formation ni diplôme il y a dix ans, contre 70 000 à 80 000 aujourd'hui. L'amélioration, espère-t-on, ne pourra que se poursuivre, et l'on compte bien que la réforme de l'éducation produise un jour des effets positifs.

Au nom de cette double logique, deux plans ont été élaborés, l'un par M. Séguin, l'autre par M. Catala, dont on veut croire qu'ils sont parfaitement complémentaires. Ils organiseraient le passage de l'école à la vie active et forceraient la porte de l'usine ou du bureau. « Il n'y a pas de contradictions entre les mesures de M. Séguin et les miennes », assure d'ailleurs le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle.

Une clientèle particulière

Le plan pour l'emploi des jeunes de M. Séguin va donc favoriser l'entrée dans la vie active des moins de vingt-cinq ans, à coup d'exonérations de charges sociales. Mais les entreprises, dont la vocation n'est pas philanthropique, auront toujours tendance à préférer, à âge égal, une qualification ou une formation supérieure. Ici ou là, on observe déjà que le niveau scolaire des jeunes recrutés, grâce à la formation en alternance, tend à s'élever, et le phénomène pourrait bien se développer. Parallèlement, le programme imaginé par M. Catala (2) ne vient

pas compenser cette évolution ou en corriger les conséquences pour les plus démunis. Ainsi, le secrétaire d'Etat a pu déclarer que son dispositif ne vise « ni spécifiquement ni principalement » les jeunes en difficulté. Faisant observer que 63 % des titulaires d'un CAP en 1985 étaient à la recherche d'un emploi après l'obtention de leur diplôme (20 % en 1980), elle a même précisé que son plan s'adressait à une clientèle particulière, celle des jeunes de niveau V (CAP, BEP)...

En trait-il autrement — et toute mesure se modifie à l'usage — que la méthode retenue additionnerait les obstacles pour les jeunes en difficulté. Leur demander de revenir s'asseoir sur les bancs de l'école, à eux qui viennent de quitter leur établissement scolaire en situation d'échec ou pourvus d'un diplôme insuffisant, paraît psychologiquement délicat. Croire que cette même école qui les a rejetés ou qu'ils ont rejetés peut réussir au cours d'une brève période ce qu'elle n'est pas parvenue à faire pendant des années relève de l'illusion. Mais, rattaché au ministère de M. Monory, le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle pouvait-il agir autrement ?

Dès lors, le problème reste entier pour les jeunes en difficulté, à propos desquels se pose une question majeure : peuvent-ils, d'emblée, sans soutien particulier, participer à la course à l'emploi avec quelque chance de réussite ? Entre l'embauche et l'orientation, les deux plans ne leur accordent pas de traitement de faveur, bien au contraire, à moins de les renvoyer vers l'action sociale ou l'assistance.

Pourtant, et c'est bien là le nœud de toute l'affaire, ces laissés-pour-compte sont nombreux (40 % des chômeurs de moins de vingt-cinq ans ont, au mieux, le certificat d'études), et l'absence d'emploi risque de les marginaliser toujours davantage. Ce sont eux qui, aujourd'hui, fournissent les bataillons pour les petits boulots, le travail précaire et les contrats à durée déterminée. On les retrouve dans les unités de stages et dans les TUC. Beaucoup ont maintenant « épuisé leur crédit » pour des dispositifs d'aide, sans avoir un semblant d'emploi ou aucun espoir d'en avoir un. Parmi les 300 000 jeunes, qui ont achevé leur passage en TUC,

une forte proportion doit se trouver dans ce cas.

Si, apparemment, la politique actuelle paraît faire une impasse sur ce douloureux sujet, cela ne saurait durer très longtemps. Est-ce un signe ? Une circulaire, en date du 7 août, et signée conjointement par M. Séguin et M. Catala, a été adressée aux commissaires de la République et aux recteurs. Si elle n'annonce aucun changement sur le fond, cette circulaire pourrait préparer une inflexion. On prête d'ailleurs à M. Séguin l'intention de se saisir du dossier.

De fait, à moins de parler sur la passivité et la résignation des jeunes en difficulté, une telle situation exige la poursuite des actions entreprises. Partout, dans les endroits les plus désertés, ces différentes formules ont permis à des équipes locales de se saisir du dossier du chômage des jeunes. Surtout, l'ensemble de ces moyens, même insuffisants, avaient révélé l'existence d'une population et fait émerger la connaissance d'une série de handicaps.

Pour l'équilibre du marché du travail et même de la société, il y a là un danger. On ne peut se satisfaire de la mise à l'écart quasi définitive de certaines catégories, principalement des jeunes voués, dès qu'ils ont atteint l'âge adulte, à demeurer des victimes de la crise.

ALAIN LEBEAUE.

(1) Les entreprises intermédiaires accueillent des jeunes en difficulté pendant une période limitée. Elles fonctionnent comme de vraies entreprises mais sont subventionnées pour compenser l'emploi d'un personnel à la fois en formation et peu compétitif. Soit ces entreprises organisent une rotation de leurs effectifs, soit, progressivement, elles s'adaptent aux conditions du marché et perdent donc leur statut.

(2) Les dispositions prévues confient aux enseignants le soin de préparer les jeunes à l'emploi pendant une courte période d'évaluation, fixée en septembre. Elles s'adressent à des volontaires qui viennent de quitter le système scolaire. A l'issue de ce bilan, ces jeunes pourraient revenir dans un établissement pour y recevoir une formation complémentaire, être orientés vers l'apprentissage ou encore être accueillis dans les entreprises avec les trois formules de la formation en alternance.

POINT DE VUE

Les méfaits de l'hyperfiscalité pétrolière

par Jean-Claude Achille, vice-président du CNPF

Les impôts qui pèsent sur nos entreprises ont souvent été créés à la hâte, uniquement pour permettre à l'Etat de satisfaire ses besoins croissants. C'est ainsi que le législateur a instauré, en mars 1985 et janvier 1986, une hyperfiscalité sur l'énergie, qui a subitement grevé le compte d'exploitation des entreprises françaises, au point de mettre certaines d'entre elles en difficulté. Ces mesures ont affaibli notre compétitivité, comme l'attestent, hélas ! les résultats de notre commerce extérieur depuis un an.

Aujourd'hui, les entreprises consommatrices de fuel lourd doivent acquitter une taxe de 300 F par tonne, pour un produit acheté 400 F la tonne sur le marché de Rotterdam. Quant au gaz industriel, il est désormais taxé à 10 % ou 12 % de son prix. Ces impôts ont été, selon le législateur, rendus supportables par la baisse du pétrole.

Ce serait exact si nous vivions encore en économie fermée, au lieu de vivre dans un monde dominé par l'interdépendance, et particulièrement dans une Europe où les produits circulent en franchise de tout droit de douane. Car nos concurrents étrangers, eux, se sont bien gardés de faire perdre à leurs entreprises les bénéfices nés de la baisse des hydrocarbures. Aucun pays européen ne taxe le gaz industriel, tandis que la taxe sur le fuel lourd est en moyenne six fois moins lourde à l'étranger qu'en France.

L'évolution des cours des hydrocarbures a rendu son attrait au fuel lourd, qui est redevenu le produit directeur du marché de l'énergie. Dans le monde entier, il tire à la baisse le prix des autres formes d'énergie. Il joue donc un rôle planétaire dans la maîtrise de l'inflation et dans les gains de compétitivité des entreprises.

En Europe, le prix directeur de l'énergie thermique s'élève aujourd'hui à un peu plus de 5 centimes par kWh. En France, le prix

directeur de l'énergie se situe, du fait de l'hyperinflation du fuel lourd, aux alentours de 8 centimes. Autrement dit, lorsque les marchés étrangers de l'énergie sont orientés par un prix du pétrole à 15 dollars le baril, le nôtre s'organise autour d'un baril à 22 ou 23 dollars.

La Communauté européenne a débattu, au printemps, sur l'opportunité d'instituer une taxe destinée à compenser la baisse du pétrole. Elle s'est abstenue de prendre une telle décision, pour préserver la compétitivité des entreprises européennes. Hélas ! en France, le mal était déjà fait. Et, au début de 1986, les entreprises de notre pays acquittaient 42,5 dollars de taxe sur le fuel lourd par tonne contre 6,47 dollars par tonne pour les entreprises allemandes.

De faibles arguments

Pour justifier le maintien de la taxe sur le fuel lourd, certains ont souligné que cet impôt accélérerait l'adoption par nos entreprises de sources d'énergie plus modernes. Argument bien faible : le retour du charbon nous montre qu'il n'y a pas d'énergie de l'avenir ou d'énergie du passé, mais seulement des énergies qui, selon la période, sont plus avantageuses que d'autres.

L'hyperfiscalité sur les hydrocarbures présente, aux yeux de certains, un autre avantage. En majorant artificiellement le prix des hydrocarbures, elle retarde la nécessaire adaptation des produits concurrents au vrai prix directeur de l'énergie, et permet à certains tarifs d'ignorer délibérément les contraintes du marché.

Marcel Boiteux le soulignait encore, le 11 juillet, dans *Le Monde* : A EDF, les tarifs sont fixés, non pas en fonction des prix du marché de l'énergie, mais essentiellement en fonction des coûts de production internes. Quelquefois, l'application de ces principes conduit à des résultats qui étonnent le profane. Alors que la France a donné la priorité à

l'électricité d'origine nucléaire, dont les investissements particulièrement lourds exigent un usage régulier, elle développe, seule dans la CEE, le chauffage électrique, qui est l'usage le plus générateur de pointes saisonnières coûteuses. Dans le même temps, certaines entreprises abandonnent des productions continues, comme l'aluminium et le chlore, rendues déficitaires par l'insuffisance des sous-produits de l'électricité industrielle française.

Au contraire, dans le reste de l'Europe, on voit s'amorcer chez les producteurs d'électricité la prise en compte de la baisse des prix directeurs de l'énergie. Combien de temps EDF pourra-t-elle se permettre d'ignorer ce mouvement, alors que les entreprises françaises voient se réduire de ce fait leur compétitivité ?

Les principes qui gouvernent la gestion d'EDF n'ont pas été retenus chez nos concurrents européens. Quel que soit l'intérêt théorique qu'ils présentent, ils ont peu de chances d'être appliqués dans d'autres pays. Cette situation n'est pas sans rappeler la définition de la télévision en 819 lignes. Celle-ci était peut-être la meilleure, mais, demeurée seule, la France a dû y renoncer et se ranger au choix de ses partenaires étrangers.

Pour l'économie française, les grands choix politiques sont arrêtés depuis longtemps. Ils ont pour nom l'Europe et l'ouverture sur le monde. Il ne reste plus qu'à tirer les conséquences de ces choix, jusque dans la fiscalité sur l'énergie et dans la tarification d'EDF.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'URBANISME SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX TRAVAUX PUBLICS OFFICE DU PROJET ROUTIER AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Réf. : 3PR 9A

L'Office du projet routier procède dans le cadre des travaux du troisième projet routier à un appel d'offres internationaux en vue de la livraison de matériels de terrassement, de transport et d'équipement divers répartis dans les lots suivants :

- Lot 1 : Matériel de terrassement ;
- Lot 2 : Matériel de compactage ;
- Lot 3 : Véhicules de transport lourds ;
- Lot 4 : Véhicules de transport légers ;
- Lot 5 : Motopompes ;
- Lot 6 : Ateliers de chantier ;
- Lot 7 : Conteneurs frigorifiques ;
- Lot 8 : Equipement pour mess logement et bureaux ;
- Lot 9 : Groupes électrogènes ;
- Lot 10 : Petits équipements de chantier ;
- Lot 11 : Equipement radio longue distance et mobile ;
- Lot 12 : Conteneurs et matériaux perforateurs.

Ces livraisons seront financées avec le concours de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et l'Association internationale pour le développement (AID).

Le présent appel d'offres est ouvert aux sociétés éligibles selon les règles de passation des marchés de ces bailleurs de fonds.

Les dossiers peuvent être retirés à partir du 15 août 1986 à :

L'OFFICE DU PROJET ROUTIER

PK 10 - route de l'Aéroport - Boîte postale 581 - CONAKRY (Guinée).

Le coût du dossier d'appel d'offres est de deux cents dollars US. Les offres devront parvenir à l'adresse ci-dessus au plus tard le 31 octobre 1986, à 10 heures.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'URBANISME SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX TRAVAUX PUBLICS OFFICE DU PROJET ROUTIER AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Réf. : 3PR 9B

L'Office du projet routier procède dans le cadre des travaux du troisième projet routier à un appel d'offres internationaux en vue de la livraison de matériels de terrassement, de transport et d'équipement divers répartis dans les lots suivants :

- Lot 1 : Matériel de terrassement ;
- Lot 2 : Matériel de compactage ;
- Lot 3 : Véhicules de transport lourds ;
- Lot 4 : Véhicules de transport légers ;
- Lot 5 : Motopompes ;
- Lot 6 : Ateliers de chantier ;
- Lot 7 : Conteneurs frigorifiques ;
- Lot 8 : Equipement pour mess logement et bureaux ;
- Lot 9 : Groupes électrogènes ;
- Lot 10 : Conteneurs et matériaux perforateurs ;
- Lot 11 : Bêtonnières.

Ces livraisons seront financées avec le concours de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et l'Association internationale pour le développement (AID).

Le présent appel d'offres est ouvert aux sociétés éligibles selon les règles de passation des marchés de ces bailleurs de fonds.

Les dossiers peuvent être retirés à partir du 15 août 1986 à :

L'OFFICE DU PROJET ROUTIER

PK 10 - route de l'Aéroport - Boîte postale 581 - CONAKRY (Guinée).

Le coût du dossier d'appel d'offres est de deux cents dollars US. Les offres devront parvenir à l'adresse ci-dessus au plus tard le 31 octobre 1986, à 10 heures.

Economie

Plaidoyer pour la qualité

(Suite de la première page.)

Autrement dit, c'est par un prix — honneur rendu au marché, — en l'occurrence le loyer de l'argent, qu'on essaiera de déterminer le montant d'argent mis en circulation.

La première chose frappante est l'attachement des autorités monétaires françaises pour le postulat du « monétarisme » qu'elles ont adopté et qui suscite un scepticisme grandissant à l'étranger. Inversant la relation de cause à effet, les « monétaristes » soutiennent, à la suite de Milton Friedman, que l'inflation est une conséquence de l'accroissement excessif (par rapport à la croissance du produit national en volume) des moyens de paiement mis en circulation. D'où l'idée que c'est en contenant l'expansion de la masse monétaire qu'on pourra empêcher de se développer.

La qualité des créances

Aborder la question sous cet angle, n'est-ce pas être victime du vocabulaire selon lequel, sur le marché dit monétaire, les banques s'échangeraient de la monnaie qu'elles se sont procurées auprès de l'institut d'émission ? A ce compte, on voit mal comment on pourrait jamais parler d'autre chose que d'un marché monétaire, car sur n'importe quel marché, que ce soit celui des tomates, des automobiles ou des titres de Bourse, le vendeur cherche à obtenir de la monnaie, et c'est la disposition de la même monnaie qui permet à l'acheteur de jouer un rôle dans l'échange. Aussi, pour différencier le marché qu'on appelle « monétaire » par convention de langage (*money market* en anglais), convient-il, comme pour tout autre marché, de prendre les choses par l'autre bout. Cela conduit à le définir comme le marché où s'échangent les créances à court terme (par opposition traditionnellement au marché financier ou obligataire où

s'échangent les créances à long terme).

Mais ce renversement de perspective ne conduit pas seulement à un changement de définition. A partir du moment où l'on conçoit l'échange comme portant sur les créances (émises par les emprunteurs pour se procurer de la monnaie), on est amené à retenir progressivement à mettre l'accent sur la *qualité*. Car on peut s'attendre que sur un marché libre, dans le sens propre du mot — et la portée de cette restriction va apparaître dans un instant, — les créances de bonne *qualité*, c'est-à-dire celles qui sont émises par des débiteurs solvables, trou-

vent contrepartie des créances émises). C'est là une proposition que l'on doit mettre en doute, et que l'incapacité avérée des autorités à faire concorder la réalité avec leurs objectifs rend chaque jour un peu plus suspecte.

Ce qui précède suffit à montrer le caractère grossier et éventuellement dangereux d'une politique visant en priorité à limiter la quantité de monnaie (et donc des créances émises). Elle n'est pas totalement absurde, puisqu'il est à présumer (comme on a eu maintes fois l'occasion de s'en apercevoir sur une grande échelle) que, si la quantité des créances offertes sur le marché

souvent dévier de leur fonction qui était à l'origine de régulariser les investissements à coups d'un marché aussi sensible. C'est qu'elles disposent d'un redoutable pouvoir et qu'il est tentant pour les gouvernements dépensiers de les servir à leur service. L'histoire de l'inflation française contemporaine est étroitement liée à la politique (conduite sur instruction du pouvoir politique) d'intervention de la Banque de France consistant, d'une façon ou d'une autre, à escompter les traites tirées pour payer les programmes non financés par l'impôt.

La Banque de France, en se portant acheteur de certaines créances sur le marché, soutient artificiellement le cours de toutes celles qui sont émises. C'est là, pour les prêteurs (les banques), une puissante incitation à continuer à en acquiescer de nouvelles. Simultanément, cette pratique encourage non moins fortement les emprunteurs à s'endetter davantage, puisque, en soutenant le cours des créances, qui ne trouveraient pas autrement preneurs, on empêche le taux d'intérêt de monter au niveau que dicterait, en pareille situation, l'état réel du marché. Tel est, fondamentalement, le mécanisme de l'inflation.

La politique d'« open market »

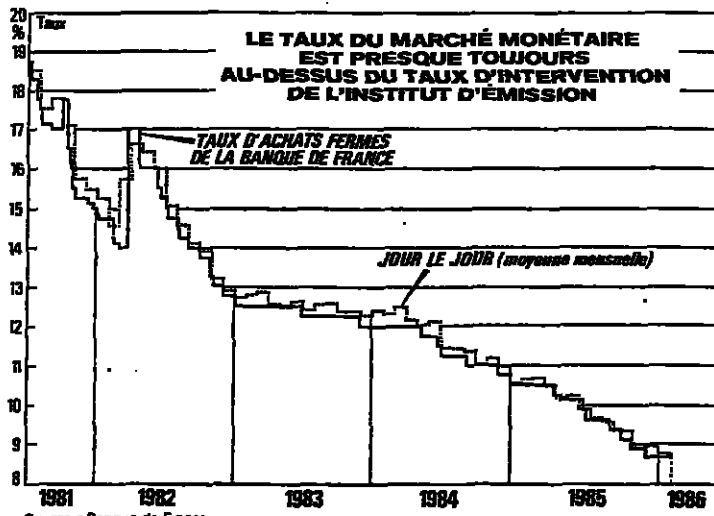
Ce que les experts veulent introduire aujourd'hui en France, c'est ce que les spécialistes appellent la politique d'*open market*, littéralement de marché libre, laquelle, contrairement à son nom, consiste à multiplier les interventions sur le marché dit monétaire, tant et si bien qu'il est permis de s'interroger sur le degré de liberté dont jouirait un tel marché. Dans le contexte français, ce qu'on entend par politique d'*open market* représenterait certes un progrès, par le fait qu'il s'agirait pour la Banque de France d'intervenir désormais dans les deux sens : autant à la vente de créances (effets de commerce, bons du Trésor, etc.) qu'à l'achat. Une des raisons alléguées pour justifier cet activisme est qu'il sera nécessaire de continuer à surveiller de près l'évolution de la masse monétaire dont, pour plus de sérieux, on vient de donner une nouvelle définition.

Obsédés par l'idée que la Banque de France doit garder la haute main sur la création de monnaie (et donc l'émission de créances), comme si nos tristes records en matière d'inflation n'étaient pas la preuve la plus évidente que la « maîtrise » exercée par les autorités en la matière a souvent été illusoire, nos réformateurs suggèrent une autre mesure dont l'effet, hélas ! sera de maintenir le marché, comme on dit, « dans la banque » (entendez : sous la dépendance des approvisionnements de la banque centrale). Ils recommandent une augmentation des réserves obligatoires que les banques doivent constituer sans intérêt auprès de l'institut d'émission. Comme les banques empruntent à cette dernière les sommes qu'elles sont obligées de lui confier, c'est là un moyen de s'assurer que la Banque de France sera constamment présente sur le marché. Exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire.

La situation idéale serait celle où le taux d'intervention de la Banque de France serait normalement au-dessous du taux du marché. Cela signifierait que les banques ne s'endettent pas auprès d'elle en temps ordinaire. Le graphique ci-contre montre que les banques françaises ont jusqu'à ce jour toujours eu intérêt à s'approvisionner auprès de la Banque de France qui procure ces fonds à un taux plus bas que celui du marché. Tant qu'il en sera ainsi, rien ne sera changé en profondeur : le risque de retour de l'inflation ne sera pas éliminé, ni celui du déficit extérieur, l'évolution de la balance des paiements étant, comme nous nous efforçons de le montrer dans un prochain article, largement influencée par la politique d'achat de créances menée par l'institut d'émission.

PAUL FABRA.

(1) Toute baisse des cours des titres à revenu fixe se traduit mécaniquement par une hausse du taux d'intérêt, et vice versa. Si le cours d'un titre émis à 100 F est qu'il rapporte 10 (taux : 10 %) tombe à 90 F, son rendement monétaire à 11,1 % (100/90). C'est à ce taux que seront émis les nouveaux emprunts.



Source : Banque de France

veront acheteurs sans baisse de leur cours, autrement dit sans hausse du taux d'intérêt.

Voilà la première raison pour laquelle la fixation d'un objectif de croissance monétaire ne s'impose nullement. Dans certains pays, on ne calcule du reste pas les agrégats correspondants : c'est le cas de la Belgique. Il en est une autre au moins aussi déterminante : fixer un objectif de masse monétaire, c'est implicitement admettre avec Keynes que les autorités monétaires ont le pouvoir de déterminer la quantité de monnaie mise en circulation (en

s'accroît sans mesure, les chances qu'elles auront d'être toutes honorées diminuent. Il n'empêche qu'à la politique d'essence restrictive qui consiste à faire semblant pour les autorités de savoir d'avance quels seront les besoins de monnaie, et de rationner en conséquence le crédit, quitte à décourager des emprunteurs parfaitement sains — et par là d'entraver le développement économique, — il est grand temps de substituer une politique positive dont le principe serait le suivant : faire en sorte que ne soient émises que des créances de valeur aussi certaine que possible.

Autrement dit, la véritable question qui se pose aux autorités monétaires n'est pas de savoir combien d'argent il convient de créer mais comment (la réponse étant : uniquement en contrepartie de créances de bonne qualité).

Un économiste américain, travaillant pour la Société financière internationale (filiale de la Banque mondiale), M. David Gill, a vu clairement le problème. Parlant du « monétarisme et de la qualité de la monnaie », il déclarait, au cours d'un récent colloque à Paris : « L'approche actuelle en matière de politique monétaire a beaucoup de mérites, à commencer par celui qui lui vaut son succès contre l'inflation. Cependant, un de ses aspects les plus négatifs est dû au fait qu'elle se soit concentrée sur l'évolution des agrégats monétaires, tout en ne cherchant qu'à influencer les taux d'intérêt en fonction de ses objectifs de croissance de la masse monétaire. Cela a détourné l'attention d'une autre considération très importante : la qualité de la monnaie. Ce qui est largement ignoré dans cette approche, c'est la « valeur » ou le « prix » que les marchés financiers attribuent aux différentes qualités du crédit ».

Qui jouera le rôle principal ?

Mais la discrimination est-elle possible, et qui en sera l'agent ? Il s'agit d'une fonction qui revient typiquement à un marché. Supposons que prêteurs et emprunteurs soient laissés libres de leurs mouvements. Les premiers, du moins on peut le penser, n'achèteront plus des créances (prêts, c'est acheter une créance à son débiteur) promises à une dévalorisation certaine par suite de la détérioration probable de la solvabilité de l'emprunteur (offreur de créance). Autrement dit, sur un marché de créances, l'équilibre a des chances d'être assez rétabli en cas de baisse de la valeur des créances. Il le sera par le retrait des prêteurs, c'est-à-dire par la diminution de la demande des créances, tandis qu'on verra en pareille circonstance les candidats à l'emprunt peu ou moins rapidement découragés par la hausse des taux d'intérêt (1).

Force est de convenir que les autorités de tutelle, à savoir les banques centrales, se sont laissées

Marchés financiers

PARIS, 12 août ↑

Nouvelle avance

La Bourse de Paris s'est à nouveau fermée mardi au cours de la grande séance à maintenir le rythme ascendant de progression pris le matin durant les essais de la session préliminaire (+ 1,3 %). Mais elle n'a pas démenti pour autant. Presque toutes les grandes valeurs ont inscrit leurs noms au palmarès de la journée, toutes Lefebvre, Peugeot, CSE, Sanofi, Compagnie bancaire, Boussac-Lafont, L'Oréal, Club Méditerranée, Total Raffinage-Distribution, Carrefour et bien d'autres. Mais avec la multiplication des pertes basées (0,5 % à 2 %) enregistrées par la (Atout), Moët, Crédit foncier, Sefimex, Colmeg, Locofrance, Imérial, l'Indicateur instantané a dû rendre un peu la main et, après être monté de plus de 1 %, il enregistrait en clôture une avance limitée à 0,85 %.

Pas mal quand même, les professionnels se déclarent de ce résultat plus satisfait de ce « résultat raisonnable » que d'un score plus élevé avec tout ce que ce dernier aurait comporté d'excessif et par conséquent de risqué.

A l'évidence, Paris embête le pas à New-York, mais suit à distance respectant la promesse d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt, se classant pour l'instant au rang des vœux pieux.

Reste que le MATIF y a réglé, où des hausses de deux à trois variations ont été enregistrées. Plus prudent, le marché obligataire a trébuché. L'orientation est bonne : les affaires s'étoffent, mais les opérateurs refusent de céder au chant des sirènes américaines.

Le calme est revenu sur le marché de l'or, après l'embellissement de lundi. A Londres, l'once est revenue à 385,10 dollars (- 1,90 dollar). A Paris, la valeur des transactions a diminué de moitié (10,82 millions de francs, contre 20,65 millions). Essentiellement à cause du dollar, le lingot a encore gagné 500 F, à 83 000 F (plus haut depuis dix mois). Le napoleon est monté à 545 F (+ 25 F), avec quatre mille pièces échangées (contre quinze cents).

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,7190 F ↓

Après un bref raffermissement, le dollar s'est légèrement effrité, le 13 août, sur les places européennes, pour se traiter à 6,7190 F (contre 6,73 F) et 2,069 DM (contre 2,074 DM). Le marché reste cependant à l'effet d'une baisse des taux d'intérêt allemands. De l'avis de nombreux opérateurs, elle pourrait être annoncée dès le 14 août par la Bundesbank.

FRANCFORT 12 août 13 août
Dollar (en DM) .. 2,874 2,869
TOKYO 12 août 13 août
Dollar (en yen) .. 154,95 154,25

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (13 août) .. 7 1/4 %

New-York (12 août) ..

NEW-YORK, 12 août ↑

Progression

La tendance s'est de nouveau renforcée le 12 août à Wall Street, dans un marché irrégulier et relativement actif. En clôture, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a terminé à 1 835,49, soit une hausse de 24,33 points. Le volume des échanges a porté sur 134 millions d'actions ; 1 173 valeurs se sont inscrites en hausse, contre 461 en repli ; 356 titres sont restés inchangés.

Autour du Big Board, le sentiment général était plutôt optimiste, les opérateurs anticipant un nouvel abaissement du taux d'escompte de la Réserve fédérale, jugé nécessaire pour stimuler la croissance économique. Selon les experts, les statistiques attendues les 13 et 15 août sur les ventes au détail et la production industrielle devraient, en effet, refléter une détérioration continue des affaires.

En cours de séance, on a noté des prises de bénéfices consécutives aux fortes hausses de lundi.

Le titre Big Three Industries, qui a accepté une offre d'achat par une filiale de L'Air liquide SA, a progressé de 4 1/2 à 28 5/8. Parmi les valeurs les plus actives, on notait Gulf States (2,9 millions de transactions), Big Three Industries (2,35 millions), IBM (1,4 million) et Chrysler (1,38 million).

VALEURS	Cours de 11 août	Cours de 12 août
Alcoa	36	36 3/4
A.T.T.	24	23 7/8
Bearing	58 5/8	60 1/8
Chem. American	40 5/8	40 3/4
Du Pont de Nemours	78 3/4	79
Eastman Kodak	35 3/8	36 7/8
Exxon	63	63
General	58 5/8	58 3/4
General Electric	75 5/8	76 1/8
General Motors	71 3/4	72 1/4
Goodyear	31 7/8	32 1/8
I.B.M.	121 1/8	122 3/8
I.T.T.	53 3/8	53 1/2
McGraw Hill	32 1/2	33 1/2
Pfizer	68 5/8	69 1/2
Schering	23 5/8	23 5/8
Tesco	51	51
U.S. Steel	21	21 5/8
Union Carbide	18 3/4	17 1/4
USF Corp.	58 3/4	58 3/8
Windsor	55 1/4	56 1/8
Xerox Corp.	55 1/4	56 1/8

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

12 août 13 août

Valeurs françaises .. 144,9 105,9

Valeurs étrangères .. 104,7 146,1

C* des agents de change

(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général .. 380,4 383,4

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles .. 1 811,16 1 835,49

LONDRES

(indice Financial Times)

Industrielles .. 1 227,7 1 242

Mines d'or .. 238 232,9

Fonds d'Etat .. 38,98 39,17

TOKYO

(indice Nikkei)

Nikkei Dow Jones 1747,9 1779,4

Indice général .. 1 437,22 1 470,02

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 août

Nombre de contrats : 3 498

COURS	12 août 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	111,05	111,95	113	113
Précédent	110,95	111,80	112,85	112,90

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES SEMESTRIEL DES GRANDS MOULINS DE PARIS. — Les Grands Moulins de Paris ont réalisé un chiffre d'affaires de 2,05 milliards de francs au premier semestre de 1986, en hausse de 8,6 % par rapport à la même période de 1985 (1,89 milliard). Les ventes d'aliments du bétail ont atteint 169 millions de francs, contre 166 millions au premier semestre 1985. La branche minoterie a enregistré une stagnation de son chiffre d'affaires, en raison de la baisse des ventes de farine à l'étranger.

PROGRESSION DE 18 % DU BÉNÉFICE SEMESTRIEL D'UNILEVER. — Le groupe anglo-néerlandais Unilever a enregistré au premier semestre 1986 une hausse de 18 % de son bénéfice imposable exprimé en sterling, à 513 millions de livres, contre 433 millions de livres au premier semestre 1985.

ÉMISSION DE BONS DU TRÉSOR. — La Banque de France a placé, le 12 août, pour 8,125 milliards de francs de bons du Trésor, par voie d'adjudication.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-UL	6,7250	6,7200	+ 48	+ 52	+ 85	+ 110
SE-DM	4,8254	4,8277	+ 65	+ 46	+ 139	+ 102
Yen (100)	164,00	163,00	+ 83	+ 102	+ 157	+ 185
DM	3,2400	3,2520	+ 67	+ 80	+ 134	+ 154
Fluor	2,8834	2,8868	+ 34	+ 42	+ 72	+ 87
F.R. (100)	15,6996	15,7096	+ 49	+ 4	+ 15	+ 29
F.S.	4,8282	4,8336	+ 39	+ 118	+ 182	+ 269
L (1 000)	4,7218	4,7270	+ 29	+ 178	+ 352	+ 539
£	16,0014	16,0156	+ 243	+ 219	+ 459	+ 489
						+ 1114

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	6 3/8	6 5/8	6 1/4	6 3/8	6 3/16	6 5/16	6 7/8	6 1/4
DM	4 3/8	4 5/8	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 7/16	4 9/16
Fluor	5 7/8	6 1/8	5 3/16	5 11/16	5 1/2	5 5/8	5 5/16	5 7/16
F.R. (100)	7 1/2	7 1/2	7 3/16	7 1/2	7 3/16	7 1/2	7 1/4	7 9/16
F.S.	11 1/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
L (1 000)	12	12	12	12	12	12	12	12
£	9 3/4	10	11 3/4	12 1/4	11 3/8	11 5/8	11 3/4	11 1/8
R. franc	7	7 1/8	6 7/8	7 1/8	7	7 1/4	7 1/8	7 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Parlement adopte le projet de loi sur les collectivités locales

Le Parlement a définitivement adopté, le mardi 12 août, le projet de loi portant diverses dispositions pour les collectivités locales. L'Assemblée nationale puis le Sénat ont approuvé la version mise au point par la commission mixte paritaire le matin même qui, pour l'essentiel, reprend les dispositions telles que les avaient approuvées les députés quelques heures auparavant (le Monde du 12 août). Le texte définitif sur l'aide que les collectivités locales pourront apporter aux établissements scolaires privés est exactement celui adopté par l'Assemblée nationale. Mais la commission mixte paritaire a tenu à préciser — afin que les travaux parlementaires aident la jurisprudence — que ces nouvelles dispositions ne devaient pas remettre en cause les autres textes en vigueur et l'évolution de la jurisprudence des tribunaux administratifs.

Mêmes modifications, les dispositions relatives à l'aide à l'enseignement privé contenues dans le projet n'en continuent pas moins de susciter les plus vives critiques de l'opposition sénatoriale. La majorité du Sénat a tenté de « créer les conditions d'un renforcement de l'enseignement privé » à l'égard des établissements privés, mais elle a été contrainte de reculer devant la commission mixte paritaire, qui a refusé de modifier le texte.

Les sénateurs ont obtenu que les mécanismes actuels de répartition de la dotation globale de fonctionnement soient maintenus en 1987, contrairement à ce que prévoyait une loi de 1985, dont, à l'Assemblée nationale, M. Edmond Alphandery (UDF, Maine-et-Loire) avait obtenu l'application. La majorité sénatoriale a simplement admis que ce maintien disparaîtrait si une modification législative intervenait d'ici à la fin de l'année. M. Alphandery a annoncé son intention d'en proposer effectivement une lors de la discussion de la loi de finances à l'automne.

Au Sénat, M. Paul Girod (Gauche démocratique, Aisne), rapporteur de la commission mixte paritaire a assorti son approbation d'une demande de confirmation expresse par le gouvernement de dépôt à la contrée de projets de loi relatifs à la fonction publique territoriale, aux mécanismes de la coopération intercommunale, à la réforme du système des dotations et à l'administration de Paris et de sa région.

M. Michel Dreyfus-Schmidt s'est ému d'une telle perspective. Il craint qu'il ne s'agisse là d'une « pause » dans la décentralisation annoncée par le premier ministre et augure mal de ces éventuelles discussions, au cours d'une session traditionnelle chargée par l'examen du budget.

LE MONDE
diplomatique
AOUT 1986
DOSSIER
Industrie automobile :
bouleversements en chaîne
En vente chez tous les marchands de journaux.

BOURSE DE PARIS

12 AOÛT Cours relevés à 17 h 35

Règlement mensuel

Règlement mensuel																	
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%
1670	A.S. 1673	1810	1823	1833	+ 0.80	2600	Dumont S.A.	2070	2140	2140	+ 3.38	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
4389	C.N.P.F.	4415	4425	4425	+ 0.22	2610	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2620	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2630	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2640	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2650	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2660	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2670	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2680	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2690	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2700	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2710	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2720	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2730	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2740	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2750	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2760	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2770	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2780	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2790	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2800	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2810	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2820	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2830	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2840	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2850	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2860	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2870	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2880	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2890	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2900	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2910	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2920	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2930	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2940	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2950	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2960	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2970	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2980	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	2990	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3000	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3010	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3020	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3030	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3040	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3050	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3060	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3070	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3080	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3090	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3100	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3110	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3120	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3130	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3140	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3150	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3160	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3170	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3180	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3190	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3200	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3210	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3220	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3230	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3240	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3250	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3260	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3270	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3280	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3290	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3300	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3310	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3320	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123	K.M.F.T.P.	1075	1075	1098	+ 1.20	3330	Dumont S.A.	2140	2140	2140	+ 1.80	350	McGowan (L)	519	630	540	+ 4.04
1123																	

Comptant (reflection)

Second marché (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% de coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours
Obligations																							
Emp. 7 1/2 1973	8088		Capital	574	588	Mare	178	178				A.S.P. S.A.	1450		Danubio O.T.A.	1700	1680	Mare	288	308			
Emp. 8 1/2 77	122 80	1 187	Cofin	350	350	Maro-Wallon	111	110 10				Alain Mandel	778	788	1700	1770	Alain Mandel	882	878			
8 1/2 78/79	107	0 008	Co Indesl	3770	3800	Maro-Wallon	111	110 10				Alain Mandel	778	788	1700	1770	Alain Mandel	882	878			
8 1/2 79/80	109 80	1 008	Comp. Loy.-Am.	389 40		Opys Public	374 40	380 d				BAPF	817	820	Droux	534	533	Droux	534	533			
8 1/2 79/84	111 15	1 048	Coconat Ind.	1182	1220	Opys	205	210				B.L.P.	1020	1020	Editeurs Refroid.	312	324 50	Editeurs Refroid.	312	324 50			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C.A.P.	28 20	24	Opys-Dominion	284	250				Bellini Technologic	850	850	Escof. S. Desautel	858	885	Escof. S. Desautel	858	885			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin Movement	9225	925				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF	978	980				Bellini	530	538	Escof. S. Desautel	388	380	Escof. S. Desautel	388	380			
8 1/2 80/81/89	111 25	2 547	C&P (C.N.A.)	878	878	Palin-CF																	

SICAV *(Inflation)*

12/8

[illegible]

Droits et bons	Cote des changes
----------------	------------------

Marché libre de l'or

[illegible]

كنا من لعل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Espagne : la lutte contre les séparatistes basques. - Les négociations soviéto-américaines sur le désarmement. 4 Afrique du Sud : M. Botha évoque la possibilité d'une consultation électorale. 5 La guerre du Golfe : la tension au Liban du Sud.	6 La loi sur la liberté de communication est définitivement adoptée.	7 L'affaire du Carrefour du développement. 15 Le raz de marée de l'aquariologie. - Échecs : un défi pour Kasparov. DÉBATS 2 Sites en péril.	9 Rencontre avec le violoniste américain Janos Starker. 10 Expositions : Tapies à Montmajour, Kandinsky et Sol LeWitt à Grenoble. 11 Théâtre : sous le signe des stars.	16 La politique de l'emploi : l'impasse sur les plus jeunes dévalorisés. 17 Moscou pose des conditions à l'achat de blé américain subventionné. 18-19 Marchés financiers.	Radio-télévision 13 Météorologie 14 Mots croisés 14 Carte 14 Annonces classées 17 Programmes exposition 10-11 Programme spectacles 12-13 Mode 15

La fin de la session extraordinaire du Parlement

Les vacances après une pluie de réformes

Avec le vote définitif de la réforme de l'audiovisuel et du texte portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales, la session extraordinaire du Parlement s'est achevée dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 août. Parmi les projets pour l'examen desquels il avait été convoqué - au-delà de la session ordinaire qui, constitutionnellement, s'est achevée le 30 juin - seuls n'ont pas été définitivement approuvés celui sur le Conseil supérieur des Français de l'étranger et celui sur le logement.

« Vive les vacances » : les députés élus le 16 mars ont bien mérité quelques jours de repos tant, depuis le 2 avril, ils ont été entraînés, et les sénateurs avec eux, dans le maelstrom réformateur soulevé par le gouvernement. Depuis le début de la législature, le nombre de textes définitivement adoptés n'est certes pas très important (vingt-six, dont trois d'origine parlementaire), mais la qualité remplace avantageusement la quantité. Rares, en aussi peu de temps, des réformes aussi importantes auront été votées.

Toutes les armes de la Constitution

Une simple énumération permet de le mesurer : l'autorisation accordée au gouvernement de modifier des pans entiers de la législation du travail par ordonnances ; la privatisation de soixante-cinq groupes industriels et financiers appartenant à l'Etat ; le retour au scrutin majoritaire ; le collectif budgétaire ; la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; le nouveau régime juridique de la presse, dont la portée fut, il est vrai, sensiblement réduite par le Conseil constitutionnel ; le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie ; les quatre lois « sécuritaires » de M. Alain Chalon ; la loi sur la délinquance, application des peines, contrôles d'identité, et la nouvelle législation applicable aux immigrés ; l'accroissement des cotisations à la Sécurité sociale et la réaffectation d'une contribution fiscale pour son financement ; le texte sur les collec-

tivités locales et, enfin, la réforme de l'audiovisuel, impliquant la vente au privé de TF 1.

M. Jacques Chirac voulait aller vite pour poser rapidement le socle de son changement. Il a, incontestablement, réussi. Pour ce faire, il a dû utiliser toutes les armes qu'offre la Constitution au gouvernement afin de domestiquer le Parlement. Après avoir fait approuver son programme par les députés du RPR et de l'UDF, mais aussi par les sénateurs de ces mouvements, il a dû à cinq reprises engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale, en vertu de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution et cela pour les plus importantes de ses réformes (la loi d'habilitation économique et sociale, le collectif budgétaire, la modification du système électoral, les conditions de la privatisation, le régime de l'audiovisuel).

Si, pour les deux premiers de ces projets, il ne le fit qu'après qu'une longue analyse - votée par la gauche - de leurs articles ait commencé, pour les trois autres il le fit dès la fin de la discussion générale. A chaque fois, les socialistes déposèrent - sans succès - une motion de censure. Ils en proposèrent aussi une directement au vote (soit six au total) lors de la discussion de la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement.

Le gouvernement recourut aussi au « vote bloqué » pour empêcher, par exemple, sa majorité de se prononcer sur le rétablissement de la peine de mort ou la suppression du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse souhaitée par le Front national. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, innova même en usant - ce qui n'avait pratiquement jamais été le cas - de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution, qui permet au gouvernement de s'opposer à la discussion en séance publique d'amendements non examinés par la commission.

Le premier ministre, son seul conseil des ministres l'autorisation d'utiliser l'article 49, alinéa 3, beaucoup plus souvent qu'en fait il ne s'en servit, mais il décréta « l'urgence » sur neuf des textes définitivement adoptés. Cela permit de réduire les navettes entre le

Sénat et l'Assemblée nationale. Il n'en avait pourtant pas grand besoin puisque, à chaque fois - situation qui doit faire rêver la gauche - les deux chambres se mirent d'accord sans difficulté sur une version commune des textes en discussion : neuf fois après réunion d'une commission mixte paritaire et, dans les autres cas, quinze fois sur dix-sept dès la première lecture (les deux exceptions concernent d'ailleurs des textes dont l'examen avait commencé lors de la précédente législature : la presse écrite et le droit du travail en Polynésie).

Lois des records

La majorité fut donc aussi facilement convaincue par le gouvernement au Palais du Luxembourg (sauf par M. François Léotard), qu'au Palais-Bourbon. Situation relativement originale sous la V^e République. Le gouvernement put au départ arguer que l'attitude de l'opposition la contraignait à recourir à de telles mesures coercitives. A l'Assemblée nationale, 624 amendements furent déposés sur la loi d'habilitation économique et sociale : 217 sur le collectif ; 611 sur la presse écrite. Au Sénat, 1 836 le furent sur l'audiovisuel. Malgré cela, les records de la précédente législature furent loin d'être battus (1 438 amendements déposés sur les nationalisations, 2 204 sur l'enseignement supérieur, 2 598 sur la presse). Sur tout, la discussion des amendements prit un rythme sans précédent. Les amendements furent déposés et votés en moins de deux heures. Les amendements furent déposés et votés en moins de deux heures. Les amendements furent déposés et votés en moins de deux heures.

Pour abattre une telle barrière, l'Assemblée nationale doit siéger en séance publique soixante-douze jours depuis son installation, pendant cinq cents heures, dont seulement cinquante-six pour des débats politiques et trente-six heures quarante-cinq pour des questions. L'Assemblée nationale doit siéger en séance publique soixante-douze jours depuis son installation, pendant cinq cents heures, dont seulement cinquante-six pour des débats politiques et trente-six heures quarante-cinq pour des questions. L'Assemblée nationale doit siéger en séance publique soixante-douze jours depuis son installation, pendant cinq cents heures, dont seulement cinquante-six pour des débats politiques et trente-six heures quarante-cinq pour des questions.

THIERRY BRÉNIER.

CANADA

152 réfugiés sri-lankais sauvés par des pêcheurs au large de Terre-Neuve

Cent cinquante, deux Srilankais d'origine tamoule ont été recueillis par trois bateaux de pêche canadiens, lundi 11 août, alors qu'ils dérivèrent à bord de deux canots de sauvetage au large de Terre-Neuve.

MONTREAL De notre correspondant

En échange de trois mille dollars par personne, versés à une agence indienne, chaque réfugié avait été embarqué le 7 juillet dans un cargo non identifié, à destination du Canada ou des Etats-Unis. Durant toute la traversée, qui a duré un peu plus d'un mois, les Tamouls sont restés entassés dans la cale du navire. Jusqu'au jour où ils ont été largués et abandonnés à la merci de la mer, à bord de deux canots de sauvetage prévus chacun pour trente-cinq passagers. Les Tamouls affirmaient avoir ensuite passé cinq jours dans le froid, le brouillard et la pluie, avec un peu d'eau potable et à peine de quoi nourrir les quatre enfants qui étaient à bord. Ce n'est que lundi soir qu'ils auraient été repérés par un chalutier canadien.

Le porte-parole de la gendarmerie royale du Canada (GRC) se montrait mardi soir très sceptique quant à la vraisemblance de ce récit, au point de suggérer que les Tamouls avaient pu « avoir organisé eux-mêmes leur expédition ». Certains réfugiés portaient, en effet, des vêtements secs, et la majorité d'entre eux semblaient être en bonne santé, malgré les intempéries et la fatigue. S'il semble difficile de croire qu'ils aient pu tenir pendant cinq jours sur les flots de l'Atlantique nord, il est, en revanche, probable que ces réfugiés aient été victimes d'une escroquerie.

Depuis 1983, environ dix mille Tamouls auraient trouvé refuge au Canada, selon des porte-paroles de la communauté tamoule. C'est au Québec que la moitié des rescapés seront accueillis. Ils pourront y demeurer pendant un an, le temps pour les fonctionnaires canadiens de décider s'ils obtiendront le statut de réfugié, qu'ils ont déjà sollicité.

(interim.)

ÉTATS-UNIS

Le Congrès débat de l'aide aux antisandinistes et des sanctions contre l'Afrique du Sud

WASHINGTON Correspondance

A quarante-huit heures de son ajournement pour les vacances parlementaires d'été, le Congrès met les bouchées doubles en s'efforçant, dans un climat tendu, d'épuiser son ordre du jour concernant notamment les sanctions contre l'Afrique du Sud et l'aide aux « contras » nicaraguayens.

Le Sénat doit encore se prononcer par un vote de procédure sur la formule, laborieusement négociée la semaine dernière entre les parties intéressées, établissant un lien entre les deux problèmes, toute manœuvre dilatoire sur l'un des deux empêchant le Sénat de discuter de l'autre.

Le gouvernement a cependant marqué un point concernant l'aide aux « contras » (70 millions de dollars d'aide militaire, 30 millions d'aide humanitaire). Par 54 voix contre 46, le Sénat a rejeté une résolution visant à annuler le programme d'assistance (approuvé par la Chambre le 25 juillet), prévoyant également la levée de l'interdiction concernant les activités clandestines des services spéciaux contre le régime sandiniste, ainsi que 300 millions de dollars d'assistance économique pour le Costa-Rica, le Salvador, le Guatemala et le Honduras.

Le débat, souvent acrimonieux, a fait apparaître une irréductible opposition des vues entre les partisans de l'aide aux « contras », « seul moyen d'éviter, selon le sénateur Lugar, une dictature qui mettrait en péril la sécurité de l'Amérique centrale et les intérêts des Etats-Unis », et ceux qui prévoient le début d'un « nouveau Vietnam ».

Le sénateur républicain Hatfield, avec neuf de ses amis, s'est prononcé contre le programme d'aide. « Les contras », a-t-il dit, « c'est l'image même de notre diplomatie incohérente, sans objectif, et reposant sur un excès d'usage de la violence... ». Néanmoins, sur la base du vote de mardi, et d'après les pointages, le président Reagan devrait l'emporter relativement facilement.

En revanche, au sujet de l'Afrique du Sud, le président n'arrivera sans doute pas à hâter la détermination du Congrès d'imposer des sanctions relatives à la détermination que la Maison Blanche a décidé d'accepter. Mais M. Reagan a réaffirmé son intention de s'opposer à des mesures « punitives », économiques et politiques, contre l'Afrique du Sud. Ces sanctions ne sont réclamées, a-t-il dit, que « par un groupe extrémiste soutenu par les communistes cherchant à s'assurer le contrôle du pays ».

Le président Reagan a précisé qu'il s'agissait de l'African National Congress, dirigé par les communistes. « Nous savons qu'il existe encore des gens raisonnables dans ce groupe », a précisé le président, en excluant explicitement l'évêque Tutu. Il s'est déclaré favorable à la suggestion du président Botha d'une conférence internationale qui réunirait les dirigeants des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne pour discuter des problèmes de l'Afrique du Sud. M. Botha, a dit en substance M. Reagan, poursuit le même objectif que moi : celui de détruire l'apartheid... Tel n'est pas l'avis de la majorité du Congrès. Il n'est pas sûr cependant qu'elle atteigne les deux tiers requis pour éviter un éventuel veto du président au projet de loi sur les sanctions.

HENRI PIERRE.

● CHILI : un militaire soupçonné d'avoir tué deux opposants serait jugé. - Le lieutenant Pedro Fernandez Dittus, soupçonné d'avoir brûlé deux opposants lors de la grève nationale en juillet dernier à Santiago, passera en jugement devant la Cour martiale, indiquent-on mardi 12 août de source judiciaire. Il est possible d'une peine de dix à vingt ans de prison. Rodrigo Rojas de Negri, dix-neuf ans, est mort des suites de ses brûlures, et Carmen Quintana, dix-huit ans, se trouve toujours dans un état grave. (Voir le Monde du mercredi 13 août. - (AFP, UPI.)

BOURSE DE PARIS

Séance du matin

Léger gain : + 0,20 %

La Bourse de Paris a enregistré un léger gain le 13 août, en séance du matin, l'indice de tendance gagnant 0,20 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient l'Air liquide (+ 3,16 %), Essilor (+ 2,80 %), Moët-Hennessy (+ 1,62 %), Havas (+ 1,11 %). En repli, on notait Alstom (- 2,47 %), Motoren Leroy Sommer (- 1,94 %), Peugeot (- 1,85 %) et Louis Vuitton (- 1,65 %).

Valeurs françaises			
	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	476	478	473
Agence Havas	1790	1785	1810
Air Liquide (L)	789	780	783
Alstom	323	320	315
Banque Paribas	1240	1242	1250
Bouygues	1940	1940	1940
Caisses d'Alloc.	1359	1360	1350
CANAL	4080	4100	4100
Carrefour	2370	2400	2400
Changem S.A.	1446	1485	1485
Club Méditerranée	578	580	553
Dunlop	1485	1485	1500
Elf-Aquitaine	1190	1190	1190
ELF-Aquitaine	302	302	301 00
Essilor	2850	2870	2830
France-Press	1325	1361	1348
Michelin	3540	3565	3580
Midi (Caf)	1735	1730	1720
Moët-Hennessy	2196	2190	2190
Navig. Marit.	1227	1240	1239
Oréal (L)	3743	3743	3740
Peugeot	1015	1022	1025
Peugeot S.A.	1090	1070	1060
Sonol	702	710	707
Source Paribas	772	768	765
Télécoms France	3180	3190	3190
Thomson C.S.F.	1596	1592	1598
Tout-C.F.P.	388	389	389
T.S.T.	2250	2260	2260
Valéo	498	495	495

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Dans l'Ille-et-Vilaine

Enquête sur un policier municipal

Le parquet de Rennes a confié à la gendarmerie une enquête après qu'un agent de la police municipale de Cesson-Sévigné (Ille-et-Vilaine) eut tiré, samedi 9 août, sur une automobile qui avait pris la fuite. Deux agents de police municipale de la commune avaient demandé ses papiers d'identité à un homme qui, selon le maire, « avait aggrégé, trois jours auparavant, des fonctionnaires en service de nuit ». C'est après s'être dirigé vers son véhicule pour y chercher ses papiers d'identité que l'homme prit la fuite. Au passage, il aurait manqué de renverser l'un des agents tandis que son collègue dégainait et tirait en direction de la voiture, qu'il atteignit à l'arrière. Le fuyard sera retrouvé quelques heures plus tard. Il conduisait sans permis.

M. François Nicot, substitut du procureur de la République de Rennes, a précisé qu'une reconstitution des faits, lundi, n'avait pas mis en évidence un cas de légitime défense. Il a, d'autre part, souligné qu'un agent de la police municipale n'est pas habilité à pratiquer des

contrôles d'identité ni à procéder à des interpellations.

[Cet article soulevait à nouveau le problème du statut des policiers municipaux, dont les missions relèvent toujours d'une loi datant de 5 avril 1954. Après qu'un rapport de l'Assemblée générale de la police nationale (GPN) eut tiré le signal d'alarme sur le « dévoiement » de certaines fonctions municipales, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, avait signé, quelques jours avant le 16 mars, cinq circulaires aux commissaires de la République dans lesquelles il était notamment rappelé que les agents de police municipale « ne sont pas habilités à procéder à des contrôles d'identité ». M. Joxe ne remettait cependant pas en cause l'armement des policiers municipaux, tout en rappelant qu'il est prohibé « en dehors des heures de service ». Le 11 juillet, M. Robert Faure, ministre délégué chargé de la sécurité, avait abrogé ces textes, en estimant qu'ils avaient « donné une interprétation inappropriée restrictive des textes en vigueur, au détriment des exigences que pose la protection des personnes et des biens ». M. Faure avait aussi souligné que la mise en place d'un « groupe de travail »]

● Reprise des incendies dans le Var et les Alpes-Maritimes. - Attisés par un fort mistral, plusieurs foyers d'incendie se sont propagés, le mardi 12 août, dans le Var et les Alpes-Maritimes. A Puy-Argens, dans la zone industrielle de Fréjus, des dépôts d'hydrocarbures ont été saisis de justesse par le personnel et les pompiers. Entre Taradeau et Les Arves, en revanche, six Canadairs et trois cents hommes de la protection civile n'ont pu empê-

cher 400 hectares de forêt de partir en fumée. Dans les Alpes-Maritimes, le plan rouge a été déclenché au-dessus de Grasse, car plusieurs incendies se sont déclarés sur les communes de Saint-Vallier-de-Thiery et Moyenne-Sartoux, où des maisons isolées ont dû être évacuées. Deux Canadairs et dix hélicoptères ont multiplié leurs rotations jusqu'au soir. Une centaine d'hectares de forêt et de broussailles ont brûlé dans ce secteur.

Tuerie en Ardèche

Deux morts et six blessés dont trois enfants

AUBENAS De notre correspondant

Elie et Albert Lhermet, cultivateurs au hameau de Ginestonne, commune de Lestéron (Ardèche) ont été saisis, mardi soir 12 août, d'une véritable folie meurtrière. Célébraires, ils consacraient essentiellement leur temps à l'élevage. Récemment, ils avaient été saisis à la peine de la brigade de gendarmerie de Langogne pour un vol de veau. On pense que c'est cette affaire qui leur a fait perdre la tête et qu'ils ont voulu se venger des accusations portées contre eux.

Elie, âgé de quarante-deux ans, armé, selon les premiers éléments de l'enquête, d'un fusil de chasse, s'est rendu avec Albert, trente-cinq ans, chez ses voisins fermiers, blessant gravement M. Enjolras, trente-six ans, et M. Linossier, trente-huit ans, et trois de leurs enfants, Johan Enjolras, cinq ans, Jérôme, deux ans, et Raymond Linossier, deux ans. On ne connaît pas exactement l'âge. Un de ces enfants, très gravement atteint, a été transporté à Lyon. Les quatre autres blessés ont été transportés à l'hôpital du Puy.

(Publicité)
EXPORT CHALONS EN CHAMPAGNE
TOUTES pièces détachées marques
contre remboursement ou par crédit documentaire confirmé irrévocable
4, rue du Général-Maitrot
51000 CHALONS-SUR-MARNE - France
Tél. 26-68-06-78
Téléc. CCHLM 841152F

ANDRÉ GRIFFON.

Nouvelle-Guinée et Nouvelle-Calédonie

Le comité de décolonisation de l'ONU ne se saisira pas cette année du dossier de... la Nouvelle-Guinée : cette information publiée en première page d'une partie de notre édition datée 13 août n'est pas inexacte en soi. Mais a-t-elle été préférable d'indiquer qu'il s'agissait en fait de la Nouvelle-Calédonie, comme le précisait l'article de dernière page. Un malentendu lapsus, dont nous prions nos lecteurs de nous excuser, en a décidé autrement...

● Sept témoins de Jéhovah condamnés. - Refusant, par conviction religieuse, de porter l'uniforme, sept témoins de Jéhovah ont été condamnés, mardi 12 août, à un an de prison ferme par le tribunal correctionnel de Nancy.

Le numéro du « Monde » daté 13 août 1986 a été tiré à 430 656 exemplaires

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

A B C D E F G